

Université de Montréal

**Incorporation économique et participation transnationale : étude
de la migration palestinienne à la ville de Guatemala**

par Alexi Vicken Kayayan

Département d'anthropologie
Faculté des arts et des sciences

Mémoire en vue de l'obtention du grade de
Maîtrise en Anthropologie

Juillet 2019

© Alexi Vicken Kayayan, 2019

Résumé

Bien qu'ils soient installés dans un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine, les migrants palestiniens de la ville de Guatemala ont réussi à expérimenter une ascension économique notable. Ce succès a été atteint grâce au commerce en gros (*venta al por mayor*) et l'industrie textile, activité économique menée spécifiquement dans les rues 18, 19 et la 6^{ème} avenue de la *zona uno* (zone urbaine-commerciale dédiée à la vente de produits importés). À partir des données collectées auprès de plusieurs commerçants palestiniens venus dans les 30 dernières années et de quelques personnes d'origine palestinienne, nous avons constaté que les Palestiniens s'incorporent au système économique guatémaltèque par le biais d'une « enclave migrante » (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013); ils contrôlent une niche commerciale distinctive (tissus et vêtements), leurs magasins sont installés dans une même zone géographique, et le développement – et succès – des activités commerciales dépend intimement des réseaux et gages de solidarité entre les membres du groupe.

Par ailleurs, nous avons remarqué que, quand bien même ils construisent des intérêts économiques au Guatemala, l'accumulation de biens économiques et financiers les mène, parallèlement, vers diverses pratiques transnationales (Itzigsohn et Giorgulli 2002). Au travers de celles-ci, les migrants forgent des liens extérieurs aux frontières et contribuent à la transformation économique de leur terre natale. Comme nous le verrons à partir du cas des Palestiniens, les processus sociaux d'incorporation économique et de participation transnationale s'articulent autour du commerce. Ces processus sont tantôt séquentiels, tantôt interdépendants.

Mots-clés : anthropologie, migration, histoire, incorporation économique, transnationalisme, réseaux, Palestine, Guatemala, Amérique latine, Moyen-Orient.

Abstract

Even though they settled in one of the most inegalitarian countries in Latin America, Palestinian immigrants in Guatemala City have successfully managed to progress economically. Wholesale trade of textile products made their success possible, an economic activity mainly conducted in the 18th and 19th street and 6th avenue of Zone 1 (an urban-commercial zone dedicated to the sale of imported products). With the data collected from several Palestinian wholesale traders, I found that migrants have incorporated to the Guatemalan economic system through an “immigrant enclave” (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013): they control a distinctive commercial niche (fabrics and clothing) and their stores are all located in the same geographical area. The success of their activities depends solely on their networks and the solidarity that prevails among members of the group.

At the same time their economic success has allowed them to carry out a variety of transnational practices (Itzigsohn et Giorgulli 2002). Palestinians build strong connections beyond the borders of Guatemala and contribute to the economic transformation of their homeland. As we will see, based on the case of the Palestinians, the social processes of economic incorporation and transnational participation are closely articulated with commercial activities. These processes can be sequential and are sometimes interdependent.

Keywords : anthropology, migration, history, economic incorporation, transnationalism, networks, Palestine, Guatemala, Latin America, Middle East.

Table des matières

Résumé.....	i
Abstract.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des figures	vii
Liste des sigles	viii
Remerciements.....	ix
Introduction.....	1
Objectifs de la recherche.....	1
Plan de la recherche	3
Chapitre 1. Incorporation économique et transnationalisme	5
Introduction.....	5
1.1. Incorporation économique et enclaves migrantes.....	5
a. Le travail et les modes d’incorporation	7
b. Soutien et transformation économique de la terre natale.....	10
1.2. L’optique transnationale	11
a. L’approche transnationale dans l’anthropologie des migrations	11
b. Espace social transnational	12
c. Pratiques transnationales.....	13
d. Deux processus interdépendants.....	14
1.3. Limites à l’approche transnationale	16
a. Structures ou agentivité ?.....	17
b. Le « vieux » transnationalisme	17
c. Migrations Sud-Sud	18
Conclusion	20
Chapitre 2. Démarches méthodologiques	21
Introduction.....	21
2.1. Démarche et approche de la recherche	21
2.2. Cadre historique et spatiale.....	23
2.3. Méthodes et collectes de données.....	24

a.	<i>Network ethnography</i> (Ethnographie du réseau)	24
b.	Observations	26
c.	Entretiens	27
d.	<i>Netnography</i>	30
e.	Recueil de documents écrits et matériels audiovisuels.....	31
f.	Révision et analyse du contexte géopolitique.....	33
2.4.	Déroulement du terrain	34
2.5.	Analyse des données.....	37
2.6.	Limites de la recherche	37
	Conclusion	38
Chapitre 3. Les Arabes au Sud : la migration moyen-orientale en Amérique latine		39
	Introduction.....	39
3.1.	Première vague d’immigration moyen-orientale en Amérique latine (1870-1930).....	41
a.	Contexte d’émigration	41
b.	Développement des premières communautés arabes en Amérique latine	43
c.	La deuxième génération.....	50
3.2	Deuxième vague d’immigration arabe en Amérique latine	52
a.	Contexte d’émigration	52
b.	Installation et développement	54
3.3.	L’Amérique latine et le conflit israélo-palestinien	57
a.	La votation de 1947 et l’influence des communautés palestiniennes d’Amérique latine	57
b.	Israël – Amérique latine: une alliance militaire de droite.....	58
c.	Migrants palestiniens dans les mouvements révolutionnaires de gauche : l’alliance de l’OLP avec les guérillas salvadoriennes et nicaraguayennes.....	59
	Conclusion	62
Chapitre 4. La migration palestinienne au Guatemala.....		64
	Introduction.....	64
4.1.	Les premiers Palestiniens au Guatemala (1890-1936).....	64
a.	Installation et activités économiques	65
b.	Fermeture des frontières	68

c.	Les politiques économiques institutionnalistes et les Guatémaltèques palestiniens.	71
4.2.	Une approche ethnographique de la migration palestinienne au Guatemala (de 1960 jusqu'à nos jours).....	73
a.	Contexte d'émigration	75
b.	Sortir de Palestine : l'élaboration du projet migratoire.....	77
c.	Installation et premières occupations.....	79
d.	Développement de la communauté palestinienne <i>post-Nakbah</i>	81
i.	Le commerce et l'ascension économique	81
ii.	Mariage et famille	84
iii.	Statuts migratoires	85
iv.	Socialisation et perceptions de la vie au Guatemala.....	87
v.	Racisme, arabophobie et islamophobie.....	89
e.	Un mode de vie partagé : entre le Guatemala et la Palestine.....	89
f.	La vie religieuse des Palestiniens au Guatemala	91
g.	Projets associatifs des migrants palestiniens au Guatemala	93
i.	L'Association arabe guatémaltèque.....	93
ii.	L'Association palestinienne guatémaltèque	98
	Conclusion	101
Chapitre 5. Au-delà de l'enclave : incorporation économique et participation transnationale		103
	Introduction.....	103
5.1.	L'incorporation économique des migrants palestiniens	103
a.	L'enclave palestinienne dans la ville de Guatemala.....	104
b.	Enclave migrante : ascension économique ou isolement social?.....	109
5.2.	Les pratiques transnationales des migrants palestiniens.....	111
a.	Pratiques socioculturelles.....	112
b.	Pratiques économiques.....	113
c.	Pratiques politiques.....	114
5.3.	L'articulation des processus d'incorporation économique et de participation transnationale	118
5.4.	Repenser le transnationalisme.....	120
	Conclusion	121

Conclusion générale.....	122
Bibliographie.....	126
Annexe A : Guides d'entretiens : migrants palestiniens et représentants d'associations (espagnol).....	i
Annexe B: Tableau socio-démographique.....	vi

Liste des figures

Figure 1. Localisation des principales rues où les migrants palestiniens mènent leurs activités commerciales.	26
Figure 2. Couverture des mémoires de la Cinquième Convention de la United Taybeh American Association, célébrée à la ville de Guatemala en 1999.	32
Figure 3. Journal <i>Al-Ribat</i> , crée par l'Association arabe guatémaltèque (1983)	32
Figure 4. Statuts de l'Association arabe guatémaltèque (1968).....	33
Figure 5. Le chercheur avec l'ambassadeur de la Palestine à El Salvador, Marwan Burini, <i>Plaza Palestina</i> , San Salvador.	36
Figure 6. Principales destinations des migrants moyen-orientaux en Amérique latine (1870 à 1930)	46
Figure 7. L'immigration moyen-orientale en Amérique latine	63
Figure 8. Localisation de Puerto Barrios, porte d'entrée au pays sur la côte atlantique	66
Figure 9. Villes d'origine des migrants palestiniens interviewés (N=15).....	75
Figure 10. Localisation des zones de résidence et de commerce des migrants palestiniens à Guatemala Ciudad.....	84
Figure 11. Siège de l'ambassade palestinienne à El Salvador, <i>Colonia El Escalón</i> , San Salvador.	87
Figure 12. Façade de la mosquée d' <i>Al daawa</i> , située dans la zone 9 de <i>Ciudad de Guatemala</i>	93
Figure 13. Membres fondateurs de l'Association arabe guatémaltèque (1968).....	94
Figure 14. Journal informatif envoyé par l'agence de l'OLP du Mexique (1987).....	96
Figure 15. Invitation à une messe commémorative organisée de l'Association arabe.....	96
Figure 16. Vente de plats arabes à <i>Pasos y Pedales</i> organisée par le Comité des femmes de l'Association arabe.....	108
Figure 17. Don du gouvernement libyen lors du tremblement de terre de 1976. Article paru dans le journal <i>Prensa libre</i> le 20 mars 1976.	116

Liste des sigles

COPLAC : *Confederación Palestina Latinoamericana y del Caribe*

FMLN : *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional*

FSLN : *Frente Sandinista de Liberación Nacional*

OLP : Organisation de libération de la Palestine

TIC : Technologies de l'information et des communications

Remerciements

Tout d'abord, je voudrais remercier la communauté palestinienne du Guatemala, spécialement, aux personnes qui ont accepté de participer à cette recherche. Un grand merci pour votre confiance. Je remercie aussi les dirigeants de l'Association palestinienne guatémaltèque et l'ambassadeur de l'État Palestinien à El Salvador.

Je souhaite remercier également ma directrice de recherche, Deirdre Meintel. En grande partie, c'est grâce à votre direction et vos séminaires que mon intérêt pour les études migratoires s'est renforcé. Tout au long de mon parcours académique de deuxième cycle, j'ai eu un accompagnement exceptionnel de votre part. Je suis très content de poursuivre les études de doctorat sous votre direction.

D'autre part, je remercie la Fondation Olivier et Yvonne Poirier, la Faculté d'études supérieures et postdoctorales (FESP) et le département d'anthropologie pour les bourses que j'ai acquises pour entamer mes études de maîtrise.

Je rajoute un petit mot pour remercier les professeures qui m'ont donné l'opportunité de travailler comme auxiliaire de recherche à l'Université de Montréal, notamment, Marie-Jeanne Blain, Roxane Caron et Sylvie Fortin. Ces expériences de travail ont enrichi mon parcours académique de manière exceptionnelle et elles constituent mes premières expériences professionnelles au Canada.

Finalement, je souhaite remercier ma famille, particulièrement mes parents. Vous m'avez toujours soutenu et encouragé à poursuivre des études supérieures, même si vous n'avez pas eu l'opportunité de le faire durant votre jeunesse. Un grand merci à mon frère et à tous mes amis, notamment à ceux que j'ai dû laisser au Guatemala et ailleurs : ¡Me hacen mucha falta!

Introduction

Objectifs de la recherche

Depuis le début du XX^{ème} siècle, les migrants palestiniens installent des magasins de produits textiles à Ciudad de Guatemala, activité économique qui leur a permis de cumuler des quantités importantes de biens économiques et financiers. Pourtant, ce pays centraméricain n'a jamais été considéré comme emblématique de la migration palestinienne en Amérique latine.

Malgré la présence historique de migrants palestiniens dans ce pays centraméricain, le sujet reste très peu développé dans les études migratoires. Contrairement au cas du Chili (Agar 2009; Baeza 2014), ou du Honduras (Gonzalez 1992; Amaya 1995; Euraque 2009; Guitiérrez 2013), où les communautés palestiniennes comptent plus de 100.000 personnes, la communauté palestinienne au Guatemala n'est composée que d'environ 300 à 500 familles¹. Pour cette raison, elle demeure peu connue dans les sciences sociales nord-américaines et latino-américaines.

Malgré l'invisibilité du cas guatémaltèque, il faut noter que de nombreux académiques, en particulier des historiens et sociologues latinoaméricains, ont analysé les migrations moyen-orientales vers le subcontinent latino-américain, ce qui nous laisse avec un riche cadre contextuel.

Le mouvement migratoire auquel nous nous intéressons peut être divisé en deux grandes vagues; la première, de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux années 1930, et la seconde, beaucoup plus récente, ayant débuté en 1960 et augmenté en intensité dans les 30 à 40 dernières années. Bien que plusieurs aspects les différencient, ces deux vagues d'immigration partagent une caractéristique intéressante : une ascension économique considérable de la communauté palestinienne grâce au commerce. Cette activité économique s'est déroulée – et se déroule encore aujourd'hui – dans le même secteur de la ville de Guatemala. En réalité, depuis le début du XX^{ème} siècle, les Palestiniens commercent des produits importés dans la zone 1 de la ville, particulièrement dans la 6^{ème} avenue et les rues 18 et 19. Ce quartier, destiné au commerce en gros (*venta al por mayor*), est contrôlé par les Palestiniens, notamment pour ce qui est du secteur

¹ Estimation du président de l'*Asociación Palestina Guatemalteca*

textile. De nos jours, les Palestiniens sont d'importants fournisseurs de produits importés (textiles et vêtements) pour le commerce populaire du pays, surtout pour les commerçants intermédiaires provenant des zones rurales du Guatemala.

Dans le cadre de ce mémoire, nous voulons non seulement rendre visible cette migration, mais aussi réexaminer les migrations moyen-orientales en Amérique latine. Une grande partie des études ayant traité de ce mouvement migratoire sont centrées sur la « vieille » migration arabe, soit celle qui date de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux années 1930 (Akmir 2009). En revanche, comme nous le verrons, la migration guatémaltèque est essentiellement contemporaine : d'après l'ambassadeur de l'État palestinien à El Salvador, durant les 30 dernières années, le Guatemala a été le pays centraméricain récepteur du plus grand nombre de migrants palestiniens. C'est justement sur cette population – la deuxième vague d'immigration palestinienne – que nous allons centrer nos analyses.

Notre intérêt pour les commerçants palestiniens à *Ciudad de Guatemala* s'explique également par l'ascension économique qu'ont connue les migrants. Ces histoires de succès – assez impressionnantes – nous ont amenés à nous demander comment une communauté migrante aussi petite et provenant d'un contexte marginalisé a réussi à accumuler autant de richesses dans un des pays les plus inégalitaires d'Amérique latine; en outre, un pays habituellement conçu comme « émetteur » de migrants. Grâce aux données ethnographiques collectées auprès de migrants et descendants palestiniens dans la zone 1 de la ville de Guatemala, nous avons observé que la clé de la réussite repose globalement sur les réseaux et les différentes formes de solidarité entre les commerçants.

Ce mémoire sera centré, en grande partie, sur la place des réseaux dans les activités commerciales des Palestiniens au Guatemala. Notre analyse sera soutenue principalement par les théories sociologiques traitant du processus d'incorporation économique des migrants (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013; Portes 2014); c'est-à-dire le processus par lequel les migrants acquièrent une place dans le système économique du pays récepteur. Notre premier objectif de recherche sera donc d'analyser et de caractériser, à partir des réseaux, le processus d'incorporation économique des migrants palestiniens au Guatemala. Cette analyse nous permettra d'expliquer le développement économique de la communauté palestinienne à l'intérieur des frontières nationales du Guatemala.

Cependant, nous sommes conscients du fait que s'incorporer à la société réceptrice ne signifie pas nécessairement la perte des liens identitaires, économiques et politiques avec le pays d'origine ou d'autres territoires. Bien que les migrants réussissent à construire leurs vies à l'étranger, ils peuvent développer simultanément un mode de vie transnational dans lequel ils créent et maintiennent divers liens avec leurs terres natales, et souvent avec d'autres pays où leurs compatriotes sont installés (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992; Glick-Schiller et Fouron 1999; Basch, Glick-Schiller, Szanton 2005). Ce mode de vie se matérialise à travers diverses « pratiques transnationales », c'est-à-dire des pratiques qui maintiennent et reproduisent des liens sociaux entre deux ou plusieurs espaces (Itzigsohn et Giorgulli 2002). Afin d'étudier ce mouvement migratoire de façon « intégrale » (pas uniquement à partir des expériences vécues à l'intérieur du pays d'accueil), notre deuxième objectif de recherche est d'identifier les différentes pratiques transnationales des migrants palestiniens au Guatemala.

Nous essayerons tout de même de relier ces deux processus plutôt que d'en faire une analyse séparée. Plus spécifiquement, nous tenterons de comprendre comment le commerce et l'accumulation de biens économiques et financiers s'articulent autour du processus d'incorporation économique et de participation transnationale. Nous proposons, à partir des données collectées, que ces deux processus peuvent être interactifs et même interdépendants.

Finalement, du fait que le sujet de la migration palestinienne vers le Guatemala reste très peu développé dans les sciences sociales, nous proposons de reconstruire brièvement l'histoire et les conditions actuelles de cette communauté migrante. Nos analyses théoriques ne pourraient pas être basés uniquement sur les données secondaires disponibles jusqu'à présent. En effet, très peu de travaux scientifiques ont analysé le cas des commerçants palestiniens du Guatemala. Cette reconstruction sera ainsi accompagnée d'une analyse du contexte géopolitique à partir de laquelle nous pourrions inscrire ce mouvement migratoire dans les macrostructures sociales et politiques qui l'encadrent (Iosifides 2011).

Plan de la recherche

Notre mémoire sera divisé en cinq grands chapitres. Dans un premier temps, nous présenterons le cadre conceptuel de notre étude; il sera axé principalement sur les théories sociologiques et anthropologiques de l'incorporation et du transnationalisme. Par la suite, nous

aborderons les stratégies méthodologiques utilisées pour notre enquête. Dans ce chapitre nous décrirons également le déroulement du travail de terrain. Dans un troisième chapitre, nous effectuerons une révision de différents travaux portant sur les migrations moyen-orientales en Amérique latine. Cette revue nous permettra de contextualiser le mouvement dans un cadre plus large. Ensuite, nous présenterons un aperçu historique et ethnographique de la migration palestinienne au Guatemala. Le dernier chapitre sera consacré à l'analyse de l'incorporation économique des palestiniens et leurs pratiques transnationales. Enfin, nous relierons les résultats de recherche aux concepts théoriques présentés dans le premier chapitre et présenterons quelques conclusions générales.

Chapitre 1. Incorporation économique et transnationalisme

Introduction

Ce chapitre sera consacré à la présentation des approches théoriques utilisées dans le cadre de cette recherche. En gros, les concepts priorisés découlent, d'une part, des théories sociologiques de l'incorporation économique, et d'autre part, de l'optique transnationale en anthropologie et sociologie des migrations. Ces perspectives théoriques, d'après plusieurs auteurs, se complètent. D'une part, les théories sur l'incorporation permettent de comprendre comment un groupe migratoire se structure dans un endroit particulier, ainsi que les facteurs économiques qui ancrent les migrants dans le pays d'accueil. D'autre part, l'optique transnationale s'intéresse aux expériences migratoires dans un contexte globalisé et déterritorialisé; elle accorde une place importante aux liens que les migrants maintiennent avec leur terre natale et avec d'autres pays dans lesquels leurs concitoyens se sont établis. Ces deux approches contemporaines doivent donc être reliées afin de comprendre le phénomène migratoire de manière intégrale.

Plus spécifiquement, en étudiant les réseaux et les activités économiques des migrants, nous démontrerons que les processus d'incorporation économique et de participation transnationale sont interdépendants. Afin de développer cette idée, ce chapitre sera divisé en trois grandes parties. Dans un premier temps, nous aborderons le sujet de l'incorporation économique, spécifiquement dans le cas des enclaves migrantes. Ensuite, nous présenterons plusieurs éléments clés de l'approche transnationale, et nous les relierons aux théories de l'incorporation économique. Finalement, nous proposerons quelques considérations ainsi que des ouvertures théoriques et contextuelles relatives à l'optique transnationale.

1.1. Incorporation économique et enclaves migrantes

Les migrants sont constamment confrontés à divers processus qui les ancrent au sein du pays d'accueil. Dans ce cas-ci, nous centrerons l'analyse sur les processus économiques qui enracinent les migrants dans leur nouveau milieu de vie. Notre recherche s'intéresse aux instances à travers lesquelles les migrants parviennent à trouver des ressources et des moyens de subsistance, ainsi qu'à créer des intérêts économiques dans le pays d'accueil. Le terme

d'incorporation économique fait donc référence à la place que les migrants acquièrent dans le système économique des pays récepteurs (Portes et Manning 2013).

D'ailleurs, l'utilisation du concept d'« incorporation » est d'une importance épistémologique particulière. En utilisant ce terme, nous évitons d'étudier le développement des communautés migrantes à partir de catégories identitaires, ethniques, culturelles ou raciales. Dans ce sens, l'incorporation se réfère aux canaux « non ethniques » qui permettent aux migrants de s'introduire dans le tissu social du pays d'accueil. Il peut être question, par exemple, d'activités économiques, de pratiques religieuses ou de participations politiques (Glick Schiller, Çaglar et Gulbrandsen 2006; Glick Schiller et Çaglar 2018).

Le terme d'incorporation fait alors face à d'autres concepts bien plus connus, mais qui compliquent la tâche analytique, tel que celui d'« intégration ». De nos jours, le terme « intégration » reste largement surutilisé, politisé et polysémique (Fortin 2000). D'après la sociologue Aleksandra Grzymala-Kazłowska (2015), les études portant sur l'adaptation des migrants à leur nouveau milieu de vie ont normalisé l'emploi indiscriminé du concept. Pourtant, selon l'auteure, celui-ci reste limité puisqu'il se focalise quasi-exclusivement sur des dimensions ethniconationales.

En outre, il n'existe pas de définition concrète du terme « intégration ». Dans la sociologie durkheimienne classique, le terme faisait référence à la compréhension des « *modalités spécifiques selon lesquels s'entretient la vie collective dans les sociétés modernes* » (Schnapper 2007, p.16). Cependant, aujourd'hui, lorsque le terme s'applique aux populations migrantes, il a souvent des connotations péjoratives. La notion d'« intégration » s'est propagée dans les discours politiques pour faire allusion à des processus plutôt assimilationnistes qui déforment l'idée originale derrière le concept (Grzymala-Kazłowska et Phillimore 2018). Le terme d'« intégration » a donc acquis une charge idéologique assez importante, ce qui nous oblige à chercher d'autres catégories analytiques plus neutres. Plusieurs auteures (Glick Schiller, Çaglar et Gulbrandsen 2006; Grzymala-Kazłowska 2015; Glick Schiller et Çaglar 2018; Grzymala-Kazłowska et Phillimore 2018) proposent d'utiliser d'autres termes pour analyser le développement des populations migrantes, tels que l'ancrage social ou l'incorporation. Dans le cadre de ce mémoire, nous centrerons l'analyse spécifiquement autour du concept d'incorporation économique.

a. Le travail et les modes d'incorporation

Jusqu'à la fin des années 1980, les études portant sur l'occupation des migrants étaient dominées par l'économie classique. D'après ce courant, les migrations internationales sont façonnées par les « lois du marché ». En effet, d'après les économistes classiques, l'offre d'emploi dans les pays industrialisés constitue l'explication principale des mouvements migratoires du XX^{ème} siècle. Néanmoins, cette idée a été bien contestée et débattue par les sociologues Alejandro Portes et József Böröcz (1989), chercheurs s'intéressant à l'étude quantitative de la migration économique et aux secteurs occupationnels pris par les migrants.

Ces sociologues ont argumenté sur le fait que la migration internationale ne peut être considérée comme un phénomène uniquement régulé par les lois du marché. Elle peut certainement être déclenchée et influencée par des événements ou des conditions économiques, mais il s'agit avant tout d'un phénomène social qui se structure et s'organise à partir des réseaux de migrants. Pour le prouver, ces sociologues ont mesuré, quantitativement, l'influence des réseaux dans une dimension économique, notamment au niveau de l'accès au travail et des salaires. D'après eux, c'est à partir des réseaux familiaux, amicaux et communautaires que les informations, les financements et les opportunités de travail dans le pays d'accueil se dévoilent:

« More than movement from one place to another in search of higher wages, labor migration should be conceptualized as a process of progressive network building » (Portes et Böröcz 1989, p.614).

D'après ces sociologues, c'est à travers les réseaux que les migrants réussissent à trouver les moyens de s'incorporer économiquement à la société d'accueil. Les réseaux fournissent non seulement des opportunités d'embauche, mais offrent aussi un soutien social, financier et professionnel lorsque les situations sont précaires ou marginales (spécialement pour les nouveaux arrivants) (Kerr et Mandorff 2015). En conséquence, il est pertinent de considérer les réseaux migratoires comme une forme de capital social (Portes 2000; Oehmichen 2011, p.150), qui permet aux migrants d'exploiter leurs liens personnels pour accomplir des objectifs instrumentaux (accéder à un travail, trouver du financement monétaire, etc.).

Par ailleurs, les études portant sur les activités occupationnelles des migrants ont tendance à considérer ces derniers comme des acteurs vulnérables et en constante situation d'exploitation. Or, d'après Portes et Manning (2013), les migrants peuvent expérimenter différentes formes

d'incorporation économique, certaines d'entre elles pouvant témoigner d'une ascension économique effective. D'après ces auteurs, trois modes d'incorporation économique peuvent être identifiés à partir des occupations des migrants : (1) par la voie du travail manuel ou non qualifié (main-d'œuvre peu rémunérée) (2) à travers des emplois professionnels et hautement qualifiés – phénomène connu comme *brain drain* – et (3) à partir des enclaves migrantes (entrepreneurs concentrés dans un même espace et un même secteur commercial).

Dans ces trois modes d'incorporation, les réseaux jouent divers rôles importants, tel que l'accès à l'emploi et à une clientèle. Par exemple, en ce qui concerne les emplois manuels, il est à noter que le recrutement de travailleurs étrangers non qualifiés peut être réalisé par d'autres migrants ayant déjà été employés pour réaliser de telles tâches. Dans le cas des migrants hautement qualifiés, à travers leurs réseaux, ils peuvent fournir leurs services professionnels au sein de leur groupe d'origine (avocats, médecins, etc.). Finalement, à l'égard des migrants entrepreneurs, leurs activités commerciales dans le pays d'accueil se développent et s'élargissent grâce aux réseaux de confiance. En fait, pour pouvoir fonctionner, le mode d'incorporation d'une enclave migrante dépend étroitement des réseaux et des liens maintenus avec la terre natale (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013; Portes 2014).

Vu la rigidité des catégories proposées par Portes et ses collègues, il est nécessaire de ne pas les prendre comme étant absolues ou univoques. En effet, ces catégories répondent à un contexte historique spécifique (celui des États-Unis à la fin des années 1980) et s'appliquent à des populations en particulier, telles que les communautés cubaines en Floride ou la deuxième génération d'origine asiatique aux États-Unis. D'ailleurs, ces catégories peuvent être nuancées même lorsque nous analysons la place des réseaux dans le processus d'incorporation économique. En effet, contrairement aux hypothèses de Portes, la chercheuse Marie-Thérèse Chicha (2009) remarqua que, parfois, les réseaux de soutien « forts » peuvent limiter les migrants dans le marché du travail. Comme l'auteure le nota dans le contexte québécois, les femmes migrantes qui réussissent à mieux s'incorporer professionnellement sont celles qui élargissent leurs réseaux en dehors du milieu communautaire (ethnique et religieux). Malgré les nuances, nous considérons que les théories sociologiques de l'incorporation demeurent les plus adéquates pour étudier la relation entre l'entrepreneuriat, les réseaux migratoires et le

transnationalisme. De ce fait, nous avons décidé d'approfondir notre analyse à partir du mode d'incorporation d'enclave migrante.

Les enclaves se développent à partir des liens familiaux, amicaux et communautaires que les migrants maintiennent avec leur terre natale. Couramment, après avoir monté des entreprises et connu une « stabilisation » économique à l'étranger, les migrants financent le voyage des proches restés dans la terre natale afin de les embaucher dans leurs entreprises. C'est en ayant des employés de confiance que les migrants peuvent étendre leurs activités commerciales et augmenter les profits dans le pays d'accueil. Souvent, les migrants plus anciens maintiennent une relation de type « paternaliste » avec les nouveaux arrivants (Portes et Manning 2013; Portes 2014). Ces derniers deviennent non seulement des employés, mais aussi des apprentis recevant des salaires peu élevés et effectuant des tâches non-administratives au début; or, avec le temps, ils acquièrent l'expérience nécessaire pour monter et établir leurs propres projets commerciaux. Dans beaucoup de cas, ce sont les employeurs qui, après quelques années, financent les projets entrepreneurs des employés de confiance. De manière générale, ces derniers mènent leurs activités commerciales dans un secteur économique similaire. L'enclave migrante se présente alors comme un type d'incorporation économique où l'expansion commerciale et l'ascension économique dépendent fortement des gestes de solidarité entre les migrants (Portes et Böröcz 1989; Kerr et Mandorff 2015).

Il faut se rappeler que les enclaves migrantes sont normalement concentrées dans un espace délimité et un secteur économique particulier. Dans ce cas de figure, les migrants sont rarement séparés ou dispersés spatialement. D'un autre côté, les enclaves migrantes constituent des niches économiques importantes et créent une concurrence économique face aux entreprises locales. Typiquement, les réseaux composés d'enclaves migrantes fournissent non seulement des opportunités de travail et des crédits financiers (ou de marchandises), mais facilitent aussi la circulation d'informations et de conseils entre les migrants plus expérimentés et les plus novices en la matière. Ceci fait partie d'une dynamique « paternaliste » interne, tout en constituant des ressources professionnelles – généralement gratuites – qui aident les migrants à élargir leurs réseaux et développer des activités commerciales (Kerr et Mandorff 2015).

L'enclave migrante nous apparaît alors comme un mode d'incorporation effectif et positif, qui incite à l'entrepreneuriat et contribue à activer une ascension économique importante. Malgré

cela, selon l'anthropologue Cristina Oehmichen (2011, p.150-152), les groupes migratoires qui dépendent le plus des réseaux internes sont ceux qui ont tendance à négliger les processus de socialisation avec la société d'accueil (le groupe majoritaire). D'après l'auteure, les réseaux migratoires « forts » se particularisent à travers le maintien d'obligations et d'attentes de solidarité qui peuvent être trop exigeantes et éloigner les migrants de la société locale. Dans ce cas, les migrants se voient contraints à socialiser exclusivement au sein du groupe minoritaire (López 2005, p.63).

Le dernier aspect à mentionner sur les enclaves migrantes est l'insertion de la deuxième génération dans les mêmes secteurs occupationnels. Il est très courant qu'à la suite d'une éducation universitaire, la deuxième génération hérite des projets commerciaux de leurs parents. Souvent, les enfants rencontrent un succès économique plus considérable puisqu'ils ont reçu une meilleure préparation académique et, surtout, parce qu'ils ont eu l'opportunité de former un réseau plus vaste dans la société d'accueil (Portes et Manning 2013).

b. Soutien et transformation économique de la terre natale

Le processus d'incorporation permet non seulement aux migrants de construire des intérêts économiques dans le pays récepteur, mais aussi de consolider leurs liens avec la terre natale. Dans ce sens, l'accès au travail et la stabilisation économique leur donnent la possibilité de soutenir leurs proches restés dans le pays d'origine.

Suite à leur incorporation économique, les migrants peuvent devenir des sources de subsistance et de financement pour les communautés d'origine, en particulier lorsque les conditions socioéconomiques sont précaires ou moins favorables. Dans la plupart des cas, les migrants envoient des devises destinées aux familles et amis. Toutefois, la contribution économique peut également se présenter sous la forme de projets philanthropiques pour la construction d'écoles, d'églises, ou d'autres types d'infrastructures publiques (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992). Les engagements économiques des migrants dans leur terre natale peuvent être considérés comme des actions contribuant à la transformation et au développement économique des communautés d'origine (Vertovec 2006; Portes 2001, p.190).

Il n'y a pas si longtemps, les migrants étaient vus par leurs gouvernements comme des « déserteurs » ou des « traîtres » à la nation (Portes 2018). De nos jours, les migrants sont

généralement considérés comme des moteurs fondamentaux pour l'économie nationale de leur pays d'origine. En incitant l'envoi de devises, les gouvernements essaient d'établir des liens et des représentations politiques dans les pays récepteurs, à travers de consulats et ambassades, ou de dialoguer avec les migrants à travers leurs associations ou organisations (Portes 2001; Portes, Guarnizo et Haller 2002; Portes 2018).

L'analyse des pratiques économiques des migrants présente alors deux considérations : premièrement, que les activités économiques permettent aux migrants de s'incorporer au tissu social et de construire des intérêts économiques dans le pays d'accueil; et deuxièmement, que cette incorporation donne la possibilité aux migrants de contribuer à la transformation et au développement économique de la communauté d'origine.

1.2. L'optique transnationale

a. L'approche transnationale dans l'anthropologie des migrations

Dans les études sur l'immigration, l'approche transnationale a été développée par les anthropologues nord-américaines Nina Glick Schiller, Linda Basch et Christina Szanton (1992; 1995; 2005) au début des années 1990. Depuis les années 1940, notamment en Amérique du Nord, les études migratoires de l'académie sociologique et anthropologique étaient dominées par l'approche assimilationniste de l'École de Chicago. Selon cette dernière, l'assimilation consistait essentiellement en une « extinction » de toute sorte d'identité minoritaire en faveur d'une identité exclusivement nationale, idée basée sur la prémisse du Melting Pot américain (Alba et Nee 1997). D'après les tenants de l'approche assimilationniste, les expressions identitaires et ethniques des minorités migrantes devaient être appelées à disparaître au sein des sociétés d'accueil (Fortin 2000, p.4). Les migrants étaient donc censés délaisser leur sentiment d'« identité séparée » par rapport à l'identité nationale (Harris 2014, p.360). L'assimilation, selon l'École de Chicago, était un processus souhaitable, voire inévitable, qui encourageait notamment la mobilité économique des populations migrantes (Portes 2001, p.188).

À cet égard, nous considérons que le processus d'assimilation n'est pas si facilement réalisable, il reste plutôt utopique (Portes 2001, p.188; Levitt et Jaworsky 2007). Le fait de s'incorporer au système économique de la société réceptrice ne signifie pas nécessairement la perte directe des

sentiments d'appartenance ou des liens identitaires, économiques ou politiques avec la terre natale. Au contraire,

« [...] migration has never been a one-way process of assimilation into a melting pot or a multicultural salad bowl, but one in which migrants, to varying degrees, are simultaneously embedded in multiple sites and layers of the transnational fields in which they live » (Levitt et Jaworsky 2007, p.130).

Selon l'optique transnationale, les migrants sont inscrits dans un processus bien plus complexe que celui de l'assimilation : même s'ils s'enracinent et construisent leur vie à l'étranger, ils peuvent entretenir simultanément des liens sociaux, économiques et politiques avec leur terre natale (Basch, Glick-Schiller, Szanton 2005, p.8) et souvent avec d'autres pays dans lesquels leurs compatriotes sont installés. D'ailleurs, c'est à travers ces liens transnationaux que les migrants ont la possibilité de configurer une identité publique dans plusieurs États-nations (Glick Schiller, Basch et Szanton 1995). À cet égard, l'anthropologue Steven Vertovec (2006, p.158) considère qu'à partir des liens transnationaux, les migrants construisent des identités « bifocalisées »; c'est-à-dire que leurs vies sociales se déroulent dans deux ou plusieurs sociétés différentes. Clairement, le discours sur la « perte » identitaire en contexte migratoire n'est pas adapté.

b. Espace social transnational

L'optique transnationale situe les processus migratoires en dehors du « nationalisme méthodologique » (Glick Schiller, Caglar et Guldbransen 2006). En effet, si nous menons une recherche sur une population migrante installée dans un État-nation en particulier, il devient pertinent d'observer et de documenter les pratiques, les communications, les liens et les réseaux qui existent au-delà des frontières nationales des pays receveurs. En outre, il faut relier le phénomène migratoire au contexte global et géopolitique, afin de concevoir l'influence que peuvent avoir des événements « structurants » dans les dynamiques migratoires internationales. Méthodologiquement, les temps modernes impliquent une stratégie ethnographique qui requière la compréhension d'un monde déterritorialisé, où les acteurs ont la possibilité d'avoir plusieurs rôles dans différents espaces (Appadurai 1996, p.51-52). En conséquence, notre intérêt de recherche ne se limite pas aux frontières nationales du pays récepteur.

L'optique transnationale propose d'utiliser la catégorie analytique d'« espace social transnational » (Glick-Schiller, Basch, Szanton 1992; Glick-Schiller et Fouron 1999; Levitt et Glick-Schiller 2004; Basch, Glick-Schiller et Szanton 2005), pour faire référence à un terrain abstrait et non délimité où les réseaux, les liens et les pratiques interconnectent les sociétés d'origine et d'accueil dans des dimensions sociales, économiques et politiques. La catégorie d'« espace social transnational » constitue alors un point d'entrée analytique et méthodologique nous permettant de mesurer l'ampleur du processus dans lequel les migrants sont inscrits (Glick-Schiller et Fouron 1999, p.343-344). Généralement, l'« espace social transnational » se forme à partir des relations que les migrants entretiennent avec leur pays d'origine. Cependant, l'ampleur des réseaux provoque le déploiement de cet espace vers d'autres territoires, en particulier là où d'autres personnes de la même origine sont installées (Portes, Guarnizo et Haller 2002).

c. Pratiques transnationales

De nos jours, l'optique transnationale est devenue incontournable dans l'anthropologie et la sociologie des migrations. Or, Alejandro Portes (2001) la considère surutilisée voire, abstraite. Le sociologue soutient que, même de nos jours, tous les migrants ne peuvent être catalogués directement comme des « transmigrants », le manque de repères analytiques pouvant rendre l'optique transnationale obsolète:

« Thus if 'transnationalism' encompasses all that immigrant groups do, it defines nothing in particular and mostly ends up re-labelling what was already known under other terms » (Portes 2001, p.182).

À ce propos, nous considérons que les « pratiques transnationales » représentent une catégorie analytique claire à l'aide de laquelle nous pouvons mener notre étude. Dans ce sens, nous voulons étudier le transnationalisme à travers des pratiques qui créent et maintiennent des liens sociaux entre deux ou plusieurs espaces (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992; Glick-Schiller et Fouron 1999; Basch, Glick-Schiller et Szanton 2005; Vertovec 2006). Évidemment, les pratiques transnationales sont très nombreuses et diverses. Quelques-unes d'entre elles sont évidentes, tels que les envois de devises, les visites régulières et les projets culturels (entre autres) (Glick-Schiller et Fouron 1999; Vertovec 2003). Selon les sociologues José Itzigsohn et Silvia Giorguli (2002, p.768-769), les pratiques transnationales peuvent être classées sous trois

grandes catégories : les pratiques politiques, les pratiques économiques et les pratiques socioculturelles.

Les premières pratiques peuvent être illustrées par les associations migrantes, qui adoptent un rôle politique afin que les migrants soient représentés face aux institutions publiques des pays récepteurs et du pays d'origine. La deuxième catégorie regroupe les pratiques économiques qui sont liées aux réseaux commerciaux et du travail, ainsi qu'à l'accès au crédit et aux financements de projets entrepreneurs. Finalement, les pratiques socioculturelles se réfèrent aux obligations familiales (envoi de devises), les voyages dans le pays d'origine, les mariages ou les cérémonies religieuses. Cette classification peut paraître un peu rigide, mais comme les auteurs l'indiquent, les trois catégories ne sont pas exclusives : elles s'entrecroisent.

d. Deux processus interdépendants

D'après les sociologues Itzigsohn et Giorguli (2002), la relation directe entre l'incorporation économique et la participation transnationale n'est pas souvent prise en compte. Il est rare que des recherches portant sur le phénomène migratoire incluent ces deux perspectives théoriques. Pourtant, selon les auteurs, les processus d'incorporation économique et de participation transnationale sont étroitement connectés. En les analysant simultanément, nous cherchons à apporter un regard intégré au phénomène migratoire.

Le lien entre les deux processus peut être expliqué à partir de la notion de « ressource based transnationalism » (Itzigsohn et Giorgulli 2002, p.770-772; Tamaki 2011). En sociologie des migrations, ce concept fait référence au fait que le mode de vie transnational est rendu possible grâce aux biens économiques et financiers accumulés par les migrants dans le pays d'accueil. À cet égard, les sociologues Portes, Guarnizo et Landolt (1999, p.224) suggèrent qu'à court terme, les nouveaux arrivés sont incapables de maintenir un mode de vie transnational. Pour pouvoir créer des liens économiques, sociaux et politiques avec leurs terres natales, les migrants doivent acquérir suffisamment de ressources économiques et financières dans le pays d'accueil. C'est donc à travers le processus d'incorporation économique – qui peut prendre un certain temps – que les pratiques transnationales émergent. Ainsi, nous pouvons conclure que les communautés migrantes qui possèdent le plus de ressources économiques seront les plus impliquées dans les activités transnationales.

La relation entre les processus de participation transnationale et d'incorporation économique peut être élucidée de façon « bidirectionnelle ». Comme Alejandro Portes (1999) le démontre, les liens transnationaux dépendent également des opportunités économiques à l'étranger. Ce phénomène, d'après lui, est principalement visible dans le cas des migrants entrepreneurs (et plus particulièrement les enclaves migrantes). Tel que nous l'avons indiqué, les migrants entrepreneurs nécessitent une main-d'œuvre de confiance pour pouvoir étendre leurs activités commerciales dans le pays d'accueil. Généralement, ils considèrent que cette main-d'œuvre se trouve dans le pays d'origine.

Selon la sociologue Emi Tamaki (2011), d'autres causes et conditions peuvent expliquer l'émergence de pratiques transnationales. Certes, l'accumulation d'argent et de ressources est importante, mais elle n'est pas nécessairement vitale. Par exemple, les attaches émotionnelles, identitaires et de loyauté peuvent aussi provoquer l'engagement des migrants dans leur pays d'origine. D'ailleurs, l'auteure souligne l'importance des expériences négatives (de marginalisation ou de discrimination) dans le pays d'accueil. Ces dernières peuvent encourager une participation accrue sur le plan transnational, plus particulièrement sous la forme d'activisme politique (Izigsohn et Giorgulli 2002; Tamaki 2011).

À la lumière de ces propos, penchons-nous sur le cas des associations migrantes. Les associations sont organisées à partir des réseaux de migrants et ce, volontairement. Elles sont à but non lucratif, puisqu'elles sont essentiellement centrées sur des projets politiques et socioculturels. En outre, elles sont basées sur la réciprocité et l'horizontalité communicationnelle entre leurs membres. Ces derniers adhèrent aux associations, non seulement pour socialiser et revendiquer leur identité ethnique en contexte migratoire (Orozco et Garcia-Zanelo 2009, p.60), mais aussi pour mobiliser un pouvoir politique transformateur (Portes 2018). D'autre part, dans le but d'élargir leurs fronts politiques, les associations adhèrent à d'autres entités et organismes qui font partie de la société civile locale et globale. Par exemple, il est courant que les associations rejoignent des organisations plus larges qui rassemblent d'autres associations migrantes dans le même pays. Un cas assez représentatif est celui de la *Alianza Nacional de Comunidades Latinoamericanas y Caribeñas*, entité qui agglutine différentes associations de migrants latinoaméricains aux États-Unis (Martinez 2015, p.87).

En contexte migratoire, les associations rendent les migrants visibles face aux institutions locales. Ainsi, elles aident à maintenir la cohésion du groupe. Au niveau transnational, elles peuvent engager les migrants dans des programmes philanthropiques impliquant leur pays d'origine (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992). Nous pouvons donc les considérer comme prenant part à la transformation de la terre natale (Orozco et Garcia-Zanello 2009). Il est alors intéressant de remarquer que les associations apportent également leurs contributions à la société hôte. Par exemple, lors de catastrophes naturelles, les associations migrantes peuvent collaborer économiquement à la reconstruction du pays d'accueil (Orozco et Garcia-Zanello 2009, p.61).

Pour résumer, les associations migrantes ne sont pas orientées vers les profits; leurs objectifs sont de nature socioculturelle et politique, et elles sont actives dans plusieurs espaces (nationaux et transnationaux). Il est clair que la participation à ce type d'entités constitue une pratique transnationale à caractère politique. Toutefois, le financement des associations passe par la communauté migrante (Glick-Schiller et Fouron 1999). Ces dernières illustrent donc les liens entre incorporation économique et participation transnationale : l'obtention de biens économiques et financiers dans le pays d'accueil donne la possibilité aux migrants de créer, financer et maintenir des associations, ainsi que de s'engager collectivement dans des projets politiques plus larges. D'ailleurs, il existe une dimension utilitariste dans ce processus : les migrants décident d'investir dans les associations en partie parce qu'elles permettent d'étendre leurs réseaux sociaux en contexte migratoire, et confèrent un pouvoir politique transformateur au groupe (Portes 1999, p.471; Oehmichen 2011). Malgré cela, la disponibilité de financement n'est pas la seule explication à l'activisme politique des migrants. Il arrive que des expériences négatives de racisme ou de xénophobie viennent d'autant plus encourager la création d'associations ayant pour but de défendre les intérêts collectifs du groupe.

1.3. Limites à l'approche transnationale

L'approche transnationale fournit une perspective utile afin d'étudier les dynamiques et processus qui ont lieu au sein de deux ou plusieurs espaces. En outre, elle situe le phénomène migratoire dans un contexte globalisé et déterritorialisé. Néanmoins, quelques limites et

critiques émises envers cette perspective remettent en question son usage dans notre étude de cas.

a. Structures ou agentivité ?

Tel que nous l'avons mentionné, l'optique transnationale prend en considération le contexte géopolitique afin d'évaluer son influence sur le développement et l'adaptation des groupes migrants dans des environnements particuliers. Autrement dit, il s'agit d'une approche qui est supposée donner une place importante à l'analyse des conditions « structurantes » et leurs influences dans la vie des migrants. Cependant, d'après le géographe Theodoros Iosifides, (2011, p.23), « *there is a clear inclination towards overemphasizing the role of agency or social interaction in forming, functioning and reproducing transnational migratory communities* ». En revanche, les éléments ou les conditions macrosociales sont généralement laissés de côté alors qu'ils jouent un rôle d'une aussi grande importance.

Le géographe reconnaît que l'optique transnationale demeure la plus adéquate pour comprendre les phénomènes migratoires contemporains. Cependant, afin d'éviter une analyse trop centrée sur l'agentivité du migrant (comme étant un individu avec des expériences et des parcours uniques), les recherches doivent être complétées par une prise en compte des dynamiques géopolitiques. La finalité de ceci est l'inscription des biographies transnationales au sein d'un contexte plus large. Dans notre cas en particulier, étant donné que nous cherchions à intégrer une perspective transnationale, les éléments « structurants » plus larges ont dû être étudiés, telles que les relations diplomatiques entre l'Amérique latine et le monde arabe, la position prise par les gouvernements guatémaltèques dans le conflit israélo-palestinien et la situation géopolitique des pays d'origine et d'accueil.

b. Le « vieux » transnationalisme

L'optique transnationale s'applique particulièrement aux temps modernes, une phase historique caractérisée par la globalisation, la disparition des distances et des frontières, la vitesse des fluctuations monétaires et l'avancement démesuré des technologies et des transports (Bauman 2001). Cette approche soutient que la création et le maintien de liens transnationaux sont facilités par l'avancement des technologies de l'information et des communications (TIC)

et la démocratisation de l'accès aux services de transports et de transactions financières (Vertovec 2006; Nedelcu 2012).

Bien que les études transnationales soient davantage centrées sur les temps actuels, le transnationalisme existe depuis la première moitié du XX^{ème} siècle (Portes 2001, p.183-184). En effet, d'après Linda Basch, Nina Glick Schiller et Christina Szanton (2005), le phénomène transnational est beaucoup plus visible depuis la fin de l'ère soviétique; or, depuis longtemps les migrants conservent des réseaux sur de longues distances. Bien qu'aujourd'hui, le phénomène transnational soit particulièrement favorisé par le développement technologique et le capitalisme moderne, les pratiques transnationales sont conditionnées par des structures historiques inhérentes au groupe migratoire (Vertovec 2006, p.160).

D'ailleurs, plusieurs chercheuses telles que l'anthropologue Deirdre Meintel (2002; 2016) et la sociologue Nancy Foner (1997) reconnaissent l'existence d'un *Old Transnationalism* pendant les premières décennies du XX^{ème} siècle. D'une part, Meintel a noté qu'un mode de vie transnational s'est développé au Cap-Vert à l'époque des voiliers (entre la fin du XIX^{ème} siècle et le début du XX^{ème} siècle). D'autre part, en étudiant le cas des Italiens arrivés à New York pendant les premières décennies du XX^{ème} siècle, Foner a remarqué que les migrants avaient un mode de vie transnational caractérisé par le maintien de liens avec l'Italie et la mobilisation d'une identité ethnique dans plusieurs espaces. Comme les deux auteurs l'ont démontré, les pratiques transnationales ne sont pas uniques au contexte actuel : cela fait plus d'un siècle que certains migrants partagent leurs vies entre plusieurs États-nations. En fait, les conditions sociopolitiques, économiques, culturelles et technologiques menant vers l'accélération du phénomène transnational des temps actuels, sont nées dès la fin XIX^{ème} et le début du XX^{ème} siècle. Ainsi, les dynamiques transnationales sont le résultat d'un processus historique complexe.

c. Migrations Sud-Sud

Les études migratoires (y compris l'optique transnationale) sont surtout centrées sur les dynamiques d'immigration Sud-Nord, c'est-à-dire sur les groupes migratoires originaires de pays en voie de développement qui s'installent en Occident. Cependant, tout comme les démographes Christophe Guilmoto et Frédéric Sandron (2000) le proposent, les mouvements

migratoires entre les pays en voie de développement sont tout aussi importants et complexes. Il est essentiel, néanmoins, de reconnaître que les mouvements migratoires Sud-Sud ont des caractéristiques bien particulières.

Premièrement, au niveau de l'incorporation économique, nous pouvons observer que les marchés et les systèmes économiques des pays en voie de développement sont irréguliers, risqués et déficients; cela complique inévitablement l'accès des migrants aux emplois rémunérés. Toutefois, ces marchés offrent aussi des secteurs économiques qui sont à combler. De ce fait, les migrants peuvent profiter des niches inoccupées pour investir et développer d'importantes activités économiques (Guilmoto et Sandron 2000, p.107-108).

D'autre part, au niveau des politiques d'immigration, les pays en voie de développement ne sont pas habitués à la réception d'immigrants dans leurs territoires. Par conséquent, les gouvernements n'ont pas suffisamment de maturité politique pour pouvoir mettre en place des programmes d'immigration ou d'adaptation visant les populations étrangères (Ratha et Shaw 2007, p.30). En outre, d'après l'Organisation de coopération et de développement économique (2011, p.68-70), puisque ni les gouvernements, ni la société réceptrice ne sont habitués à les accueillir, les migrants qui s'établissent dans des pays du Sud risquent de se confronter à des situations de racisme ou de xénophobie. En revanche, les processus administratifs pour s'installer dans les pays du Sud sont souvent moins compliqués et restrictifs que ceux des pays occidentaux.

Bien qu'il soit très difficile de quantifier les mouvements migratoires internationaux, de nos jours, on estime que la moitié de tous les mouvements migratoires s'opèrent entre des pays en voies de développement (Ratha et Shaw 2007, p.5; OCDE 2011). Ceci explique pourquoi, au cours des vingt dernières années, les académiques et les organismes s'intéressent de plus en plus aux migrations Sud-Sud. Malgré ce nouvel intérêt, mises à part quelques exceptions, les études portant sur les migrations Sud-Sud sont très rarement axées sur une approche transnationale. Un exemple notable est la recherche du sociologue Mehdi Alioua (2007), qui analyse les pratiques transnationales des migrants subsahariens installés au Maghreb. L'auteur constate que, même si le Maroc, la Tunisie et l'Algérie ne sont pas des destinations privilégiées ou particulièrement « attrayantes », les migrants ivoiriens et congolais qui habitent sur ces territoires élaborent des modes de vie transnationaux, adaptés à des contextes moins industrialisés et moins sécularisés.

Nous allons donc considérer notre recherche comme l'étude d'un mouvement migratoire Sud-Sud sous une perspective transnationale. Que ce soit au Nord ou au Sud, nous pensons que la migration constitue un phénomène social caractérisé par la conservation de liens et de réseaux dépassant les frontières nationales.

Conclusion

Ce chapitre présente les balises théoriques qui ont guidé notre recherche. Les concepts que nous utilisons proviennent de deux approches sociologiques et anthropologiques; à savoir, l'incorporation économique et le transnationalisme. Bien qu'il s'agisse d'approches différentes, certains éléments – telle que l'analyse des réseaux – nous ont permis de les intégrer.

D'autre part, quelques problématiques relatives à l'optique transnationale ont dû être clarifiées, afin de pouvoir relier cette théorie au cas de la migration palestinienne au Guatemala. Plus spécifiquement, il a fallu situer les biographies transnationales dans un système global et géopolitique plus large, et adapter l'approche transnationale à des dimensions spatiales et temporelles particulières. Ceci nous a mené vers des réflexions sur les migrations Sud-Sud et la notion d'*Old Transnationalism*.

Dans le cadre de ce mémoire, nous aborderons la migration palestinienne au Guatemala comme une enclave dans laquelle les migrants s'incorporent à l'économie nationale grâce aux liens et réseaux maintenus avec la terre natale. De même, nous soutiendrons l'idée que l'incorporation économique permet aux migrants de participer plus activement à la transformation sociale, économique et politique de la terre natale. Les Palestiniens sont alors considérés comme des acteurs qui mènent divers types de pratiques transnationales. Avant de passer à l'analyse du phénomène, nous expliquerons d'abord comment le travail de terrain s'est déroulé et quels ont été les outils et stratégies méthodologiques employés pour la collecte de données.

Chapitre 2. Démarches méthodologiques

Introduction

Dans ce chapitre nous présenterons les différentes méthodes que nous avons employées pour mener notre recherche. Du fait que l'approche privilégiée soit une enquête qualitative, nous avons mis la priorité sur les observations ethnographiques et les entretiens semi-dirigés. Les données proviennent du travail de terrain accompli pendant l'été 2018 durant environ trois mois à *Ciudad de Guatemala* (capitale du Guatemala). Nous avons également réalisé quelques voyages à San Salvador (El Salvador), les liens familiaux et commerciaux entre les communautés palestiniennes des deux pays étant particulièrement nombreux.

Dans le but de présenter nos différentes stratégies méthodologiques, ce chapitre sera divisé en plusieurs parties et thématiques. En première instance, nous évoquerons l'approche et le paradigme de la recherche. Deuxièmement, nous délimiterons le contexte historique et géographique de notre étude de cas. Par la suite, nous aborderons les méthodes et outils déployés pour la récolte de données. Dans la quatrième partie, nous décrirons brièvement le déroulement du travail de terrain. Ensuite, dans une cinquième partie, nous expliquerons sommairement les procédures de systématisation et d'analyse des données. Finalement, nous présenterons quelques considérations et les contraintes auxquelles nous nous sommes confrontées durant le travail de terrain².

2.1. Démarche et approche de la recherche

Notre prise de position pour cette recherche est claire : nous soutenons que la migration constitue un phénomène éminemment social. Certes, nous reconnaissons que plusieurs événements « structurants » peuvent provoquer des mouvements humains; or, c'est à travers les réseaux que les chaînes migratoires sont maintenues et soutenues (Portes et Böröcz 1989; Weber

² Avant d'explorer les aspects méthodologiques de la recherche, il est important de noter que, pour certaines sections de ce chapitre, l'utilisation du pronom personnel « je » sera priorisée; ce, tout particulièrement lorsque les expériences personnelles du travail de terrain seront présentées.

2004). De ce fait, l'accent analytique est mis sur les expériences des individus qui font partie de ces réseaux, c'est-à-dire les migrants eux-mêmes.

À cet égard, nous croyons qu'à partir de leurs expériences personnelles (et subjectives), leurs perceptions partagées, leurs interactions et leurs connaissances liées à la vie quotidienne, les individus construisent une réalité socialement partagée, et qui devient donc « objectivable ». Cette idée était déjà bien répandue dans les approches socioconstructivistes, interprétatives et phénoménologiques (Cresswell 2007; Flick 2007).

En partant de ce postulat, les processus d'incorporation et de participation transnationale apparaissent comme des phénomènes sociaux, étudiés à partir des expériences individuelles (subjectives) des migrants palestiniens. Cette démarche nous amène donc à étudier les expériences et connaissances partagées socialement, au cours de laquelle nous avons eu recours aux témoignages de plusieurs individus afin de mieux comprendre le phénomène à l'étude.

D'autre part, en lien avec l'approche adoptée, il est nécessaire de mettre en contexte la position du chercheur dans sa propre recherche. D'après la sociologue et pédagogue Margareth Le Compte et l'anthropologue Jean Schensul (1999, p.49-50), une recherche interprétative doit prendre en considération l'interaction entre les participants et le chercheur. Les « significations » sont une construction des deux acteurs (participant-ethnologue).

Par conséquent, il me semble important de préciser, même si je ne suis pas un migrant palestinien vivant au Guatemala, que je suis descendant d'un migrant libano-arménien né au Guatemala. La communauté moyen-orientale n'y étant pas très importante, j'ai eu l'occasion durant ma jeunesse de socialiser avec plusieurs jeunes palestiniens. De même, je connais très bien les zones commerciales dans lesquelles les migrants palestiniens ont installé leurs entreprises, puisque ma famille est également ancrée dans ce secteur économique. Exposer ces aspects personnels constitue une considération éthique clé. D'une part, cela sert à mettre en évidence la façon dont j'ai pu accéder à cette population; d'autre part, ça permet d'expliquer d'où vient mon intérêt pour le sujet.

Le sociologue allemand, Max Weber, soulignait déjà il y a plus de cent ans l'importance et l'influence des intérêts personnels du chercheur dans son travail, raison pour laquelle le « positivisme » est très difficilement atteignable dans les sciences sociales :

« La qualité d'un évènement qui nous le fait considérer comme un phénomène "social et économique" n'est pas un attribut qui, comme tel, lui est "objectivement" inhérent. Elle se laisse plutôt déterminer par la direction de l'intérêt de notre connaissance, tel qu'elle résulte de l'importance culturelle spécifique que nous accordons à l'évènement en question dans le cas particulier » (Weber 1965 [1904], p.139-140).

2.2. Cadre historique et spatiale

Avant de décrire les méthodes et outils empruntés pour la collecte de données, quelques précisions sur le contexte de la recherche et la population ciblée doivent être formulées. Tout d'abord, le phénomène de la migration palestinienne au Guatemala – et dans la région latino-américaine en général – couvre un spectre historique et spatial très large. Comme il sera démontré dans les chapitres suivants, ce mouvement migratoire date de plus ou moins un siècle, et il est caractérisé par des périodes et « vagues » migratoires importantes.

L'historien marocain Abdelluahed Akmir (2009) propose trois étapes historiques de la migration moyen-orientale vers l'Amérique latine. Une première, qui a commencé vers la fin du XIX^{ème} siècle et qui a perduré jusqu'à la crise économique des années 1930; celle-ci correspond à une migration chrétienne massive, accélérée par les conflits internes à l'Empire ottoman. Une deuxième étape survient durant les années 1930 et se poursuit jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, période durant laquelle la migration moyen-orientale est éminemment réduite par les processus d'indépendance des pays moyen-orientaux et l'arrêt momentané des moyens de transport maritime en mer Méditerranée en raison de la Grande guerre. Finalement, une troisième étape débute dans les années 1950 et s'étend jusqu'à nos jours. C'est une des périodes les plus significatives de la migration moyen-orientale en Amérique latine. Cette fois-ci, la mobilité est occasionnée par les conflits politiques du Moyen-Orient (surtout en 1967, lors de la guerre des Six Jours, en 1975, alors que la guerre civile éclate au Liban, et en 1987, lorsque l'Intifada débute en Palestine). Pour résumer, il existe trois étapes historiques durant lesquelles deux grandes vagues d'immigration moyen-orientale ont eu lieu dans le subcontinent latino-américain: la vague pré-1930 et la vague post-1950.

À notre avis, ce schéma historique est adaptable au cas guatémaltèque. Effectivement, la migration palestinienne au Guatemala compte aussi deux « grandes » vagues d'immigration. Une première phase correspond bien à celle décrite par Akmir (2009), amorcée au début du

XX^{ème} siècle et se poursuivant jusqu'en 1936. Par la suite, pendant une longue période, la migration palestinienne dans ce pays centraméricain a été quasi freinée. Progressivement, le mouvement migratoire resurgit durant les années 1960, et prend plus d'ampleur à partir des années 1980, lorsqu'un plus grand nombre de Palestiniens sont entrés dans le pays. Dans ce mémoire, l'analyse se focalisera en sur la migration palestinienne plus récente, soit celle qui démarre dans les années 1960 et se poursuit aujourd'hui. Néanmoins, nous exposerons les circonstances historiques qui ont vu émerger l'établissement des Palestiniens dans la ville de Guatemala.

Au niveau géographique, l'étude s'est concentrée sur le milieu urbain auquel correspond la ville de Guatemala. Bien qu'il y ait quelques migrants et descendants palestiniens dans de plus petites villes telles que Flores (département du Petén), Xela (département de Quetzaltenango) ou Palencia (département du Guatemala), une grande majorité de la communauté palestinienne s'est installée dans la capitale. Par ailleurs, comme je le présenterai un peu plus bas, les réseaux des migrants palestiniens m'ont amené à visiter la capitale du pays voisin, San Salvador.

2.3. Méthodes et collectes de données

a. Network ethnography (Ethnographie du réseau)

Cette recherche vise à étudier les processus d'incorporation économique et de participation transnationale; deux processus qui, d'après notre revue de la littérature, partagent une base commune : les réseaux de migrants. Or, nous cherchons tout de même à analyser comment ces deux processus s'articulent à partir des activités et pratiques économiques menées par les migrants. De ce fait, nous avons décidé de baser cette étude sur une *network ethnography* (Trotter 1999, p.17-18), stratégie méthodologique employée dans le but de repérer les liens qui existent entre des personnes dans les milieux commerciaux, familiaux ou associatifs. En règle générale, l'ethnographie du réseau est utilisée lorsque les activités du groupe se déroulent dans des espaces délimités, comme des quartiers commerciaux, résidentiels, industriels, etc.

Cette stratégie permet alors de bien étudier les réseaux dans un espace déterminé; cependant, comme présenté dans le chapitre précédent, les réseaux migratoires ont aussi un caractère transnational inhérent (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992; Glick-Schiller et Fouron 1999). En conséquence, l'ethnographie du réseau a été appliquée exclusivement à l'étude du « réseau

local », c'est-à-dire les réseaux liés au secteur commercial et occupationnel. Le caractère transnational des réseaux migratoires a été exploré à partir des entretiens et autres sources d'informations.

L'ethnographie des réseaux paraît adéquate pour cette recherche, étant donné que nous essaierons de montrer la présence d'une enclave migrante : une forme d'incorporation économique dépendante des réseaux et qui se caractérise par le déroulement d'activités commerciales dans un même espace et un même secteur économique. D'ailleurs, presque toutes les activités commerciales des migrants palestiniens sont menées dans un même espace urbain, une zone commerciale populaire de la Ville de Guatemala (6^e avenue et les rues 18 et 19 de la zone 1) et dans un même secteur ou niche économique (le commerce de vêtements en gros, importés de la Chine).

Dans la plupart des cas, les études de réseaux ont tendance à avoir une approche quantitative, puisqu'elles cherchent à saisir les variétés d'« étalement » et d'« intensité » des liens dans un même réseau social (Berthod, Grothe-Hammer et Sydow 2017). Néanmoins, l'objectif ici n'est pas de quantifier l'amplitude des réseaux, mais d'observer et d'analyser les liens amicaux, familiaux et commerciaux du groupe dans un même espace géographique et surtout, dans un secteur économique en particulier. Le recours à l'analyse qualitative des réseaux aide à comprendre comment le groupe se structure, ainsi que les stratégies employées pour s'incorporer au système économique du pays d'accueil.

À titre personnel, cette stratégie m'a permis d'accéder à une plus grande quantité de participants. Mes premiers informateurs m'ont présenté à d'autres migrants qui travaillent dans le même secteur économique, près de leurs magasins, avec lesquels ils ont souvent des liens familiaux et amicaux. Cela m'a donné la chance d'élargir mes contacts sur place.

En ce qui concerne ce dernier aspect, l'ethnographie de réseau peut ressembler à la stratégie « boule de neige », où l'on construit un échantillon à partir des « chaînes » de contacts entre les participants, jusqu'à ce que l'on arrive à une saturation des données (Biernacki et Waldorf 1981). En fait, la stratégie employée est en quelque sorte une stratégie « boule de neige », hormis le fait que la *network ethnography* met davantage l'accent sur les réseaux de participants insérés dans le même secteur économique étudié, dans un territoire plus ou moins concentré et délimité.

b. Observations

En m'appuyant sur la méthodologie décrite précédemment, j'ai mené plusieurs observations ethnographiques dans les milieux commerciaux occupés par les Palestiniens, c'est-à-dire dans la 6^e avenue et les rues 18 et 19 de la zone 1 de la Ville de Guatemala. Ces deux rues constituent l'une des zones commerciales les plus populaires du pays. C'est précisément dans cette zone qu'une bonne partie des participants ont monté leurs commerces, et c'est également là où les entretiens ont eu lieu.



Figure 1. Localisation des principales rues où les migrants palestiniens mènent leurs activités commerciales.

Les séances d'observation ont été faites dans plusieurs magasins appartenant à différents migrants, en majeure partie à l'intérieur-même des commerces des informateurs, avec lesquels j'ai pu créer un rapport plus personnel. Il me semble également important de préciser que tout ce processus ethnographique a été grandement simplifié par le fait que ma famille mène aussi des activités économiques dans ce même secteur urbain.

Ces observations m'ont permis de prendre connaissance des dynamiques sociales internes et de l'importance des réseaux familiaux et amicaux dans le milieu commercial. De plus, elles m'ont confirmé l'importance des activités et pratiques économiques dans la structuration-même du groupe migratoire, ainsi que l'appropriation du quartier par les migrants palestiniens.

Par ailleurs, des observations ont aussi été menées dans des contextes religieux et associatifs. En fait, j'ai même été invité à participer à la prière du vendredi à la Mosquée de Aldaawa, située dans la zone 9 de la Ville de Guatemala. Bien que je ne sois pas musulman et que le sujet de recherche ne porte pas sur l'islam au Guatemala, une grande partie des musulmans pratiquants dans ce pays sont des migrants palestiniens.

En parallèle, d'autres observations ont eu lieu au *Club Árabe Salvadoreño* de la ville de San Salvador, dans le pays voisin, El Salvador. Les réseaux de migrants palestiniens au Guatemala ont facilité ma prise de contact avec l'ambassadeur de l'État palestinien à El Salvador, qui est chargé des demandes administratives des migrants palestiniens du Guatemala. L'ambassadeur m'a invité à une réunion sociale au *Club Árabe Salvadoreño*, où j'ai pu converser et socialiser avec des migrants palestiniens installés dans le pays depuis 1960. À travers cette expérience, j'ai remarqué l'importance des liens maintenus entre les communautés palestiniennes du Guatemala, du Honduras et du Salvador.

c. Entretiens

Bien que l'observation ethnographique ait été d'une grande importance pour la réalisation de l'enquête, d'autres méthodes ont été employées, tout particulièrement des entrevues semi-dirigées. Ces dernières ont été menées avec des migrants palestiniens d'une part; avec des représentants d'associations et d'institutions œuvrant pour la communauté palestinienne au Guatemala, d'autre part.

Concernant les entretiens avec les migrants palestiniens, plusieurs critères de sélection ont été élaborés afin de mieux cibler la population à laquelle je m'intéresse. Le premier critère était le lieu de naissance, c'est-à-dire que les participants devaient être des hommes ou des femmes nés exclusivement en Palestine. De ce fait, même si la personne détient une nationalité autre que palestinienne, si elle est née en Palestine, elle pouvait participer à la recherche. Le deuxième critère d'éligibilité était lié à l'aspect temporel. J'ai décidé d'interviewer exclusivement des

personnes palestiniennes âgées entre 30 et 65 ans et résidant dans le pays depuis au moins 5 ans. J'ai estimé que 5 ans représentent une période adéquate au temps moyen d'adaptation et d'incorporation dans la société réceptrice. Finalement, le dernier critère de sélection était de nature géographique, étant donné que je ne me suis entretenu qu'avec des migrants palestiniens vivant dans la capitale (ville de Guatemala). Malgré qu'il y ait quelques migrants palestiniens dans d'autres villes du pays, c'est bien dans le centre urbain de la capitale que se trouvent la quasi-totalité des Palestiniens.

Les entretiens ont été divisés en différentes thématiques. Premièrement, une fiche signalétique a été remplie pour chaque participant. À partir de cette fiche, j'ai pu récolter plusieurs données sociodémographiques tels que l'âge, le lieu de naissance, le statut marital, le statut légal, les nationalités, les religions ainsi que des informations liées au processus migratoire (année d'entrée au Guatemala, passeport utilisé, statut légal lors de l'arrivée, entre autres). Ensuite, j'ai posé des questions concernant leurs histoires migratoires, leur contexte d'émigration, le financement de leur voyage, leurs contacts au Guatemala, leurs perceptions du pays avant de venir, etc. La troisième partie consistait à explorer les expériences vécues dans le pays récepteur, en particulier aux niveaux économiques, commerciales, financiers et occupationnels. Par la suite, j'ai traité du sujet des réseaux, des contacts et de la socialisation au Guatemala, et de leurs liens et leurs connexions maintenus avec la terre natale. Après cela, il était question de leur perception de leur vie au Guatemala comparée à la vie qu'ils menaient en Palestine. Finalement, j'ai abordé le thème de la participation religieuse et associative dans le pays récepteur³.

Au total, j'ai réalisé quinze entretiens semi-dirigés d'environ une heure chacun, avec des migrants palestiniens au Guatemala, dont 2 femmes et 13 hommes. Au niveau religieux, il y avait 7 migrants musulmans, 5 orthodoxes, 2 catholiques et un seul évangélique. Quant aux dates d'arrivée, les informateurs sont venus entre 1970 et 2011, dont la majorité s'est installé à partir des années 1980. Il est à mentionner que nombre d'entretiens n'a pas été établi préalablement; au contraire, j'ai décidé d'arrêter les interviews lorsque je jugeais que mon étude atteignait une « saturation » des données. En effet, les informations, les expériences et les

³ Voir Annexe A.

histoires migratoires commençaient à se répéter et montraient ainsi le « patron » d'un phénomène plus large.

Le deuxième type d'entretiens a été effectué avec des représentants d'institutions et d'associations travaillant pour la communauté palestinienne au Guatemala. À cet égard, j'ai mené des entretiens semi-dirigés avec les principaux représentants de *l'Asociación Palestina Guatemalteca*, le trésorier ainsi que l'ancien secrétaire de *l'Asociación Árabe Guatemalteca*, et l'ambassadeur de l'État Palestinien à El Salvador. Ce dernier entretien fut d'une grande importance; premièrement, parce que cette institution est la mission diplomatique la plus proche qui représente les migrants palestiniens du Guatemala⁴. Deuxièmement, la communauté palestinienne du Guatemala a reçu des échos des discussions que j'ai eues avec l'ambassadeur, ce qui a engendré une certaine légitimation de ma recherche auprès des migrants.

Les entretiens avec les représentants des institutions et associations se sont focalisés sur l'histoire des entités, leurs objectifs, leurs relations avec les migrants palestiniens, les rôles de la communauté dans les associations et institutions, les services offerts, les sources de financement et leurs relations avec d'autres institutions ou associations sur les plans nationaux, régionaux et internationaux. D'autres aspects, tels que les motivations personnelles des individus à faire partie de ces organismes, ont également été explorés⁵.

Quasiment tous les entretiens se sont déroulés en langue espagnole, mis à part un entretien avec un migrant, mené en anglais. Dans la plupart des cas, les répondants acceptaient que l'entretien soit enregistré; seuls 6 des 15 participants ont refusé. Ces personnes déclinaient d'être enregistrées, soit parce qu'elles ont participé à des mouvements politiques comme *l'Intifada*, soit parce qu'elles ont beaucoup de biens économiques et financiers et ils sont méfiants de la situation actuelle au Guatemala. Afin de parler plus tranquillement et en pleine sincérité, ces personnes demandaient à ne pas être enregistrées. Dans ces cas, la prise de notes était le seul

⁴ Jusqu'à aujourd'hui, le Nicaragua mais aussi – depuis très récemment – El Salvador, sont les seuls pays de la région Mésoaméricaine dans lesquels l'État palestinien possède des missions diplomatiques; ce sont donc les seuls pays où les Palestiniens installés dans cette région peuvent demander des services ou des documents officiels à leur gouvernement.

⁵ Voir Annexe A.

moyen de matérialiser l'information obtenue. Il demeure important de souligner que tous les participants ont reçu un exemplaire du formulaire de consentement de recherche et l'ont signé.

d. Netnography

Tel que mentionné dans le chapitre précédent, le transnationalisme est un processus qui existe depuis le début du XX^{ème} siècle (Foner 1999; Portes 2001; Meintel 2002; Basch, Glick Schiller et Szanton 2005; Vertovec 2003). Nonobstant, de nos jours, nous nous trouvons dans une nouvelle « ère » du transnationalisme, caractérisée par la « révolution digitale » contemporaine (Nedelcu 2012, p.1341). En effet, l'avancement des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) a des répercussions majeures sur le mode de vie transnational, dans le sens où elles alimentent les réseaux et contribuent ainsi à la socialisation en dehors des frontières. De ce fait, internet et son utilisation en contexte migratoire nous aident à concevoir un outil d'innovation social qui facilite la coprésence et la mobilité des acteurs dans de multiples lieux différents. Les TIC permettent donc aux migrants d'utiliser des plateformes digitales qui créent de nouvelles pratiques transnationales et soutiennent les échanges, activités, informations et communications.

Pour cette raison, j'ai aussi effectué en complément une *netnography*. D'après Mihaela Nedelcu (2012, p.1347), cette stratégie ethnographique consiste en une recherche qualitative des contenus et informations apparaissant sur les sites web et les forums de discussions, et une analyse des données « webographiques ». D'après l'auteure, cet exercice méthodologique peut fournir des pistes pour mieux comprendre le mode de vie des migrants à l'étude, puisque leur participation transnationale est souvent illustrée de façon très claire à travers les plateformes digitales.

Pour mon étude, des observations de ce type ont été réalisées sur plusieurs pages et groupes découverts sur la plateforme digitale Facebook. J'ai analysé, pendant presque toute l'année 2018, les contenus des publications et messages sur les pages des groupes suivants :

- *Asociación Palestina Guatemalteca*
- *Asociación Árabe Guatemalteca*
- *Palestinos en Guatemala*

- *Solidaridad con Palestina*
- *Asociación Salvadoreña Palestina*

En ce qui a trait aux sites web, j'ai aussi étudié les informations et publications sur le site de l'Association palestinienne à El Salvador et de la Confédération palestinienne d'Amérique latine et des Caraïbes (COPLAC).

e. Recueil de documents écrits et matériels audiovisuels

Pendant le travail de terrain, plusieurs documents inédits (écrits et audiovisuels) ont été collectés. La plupart d'entre eux ont été produits par la communauté palestinienne elle-même. J'ai eu accès à plusieurs documents anciens, ainsi qu'à quelques photographies de migrants palestiniens s'étant installés au Guatemala autour de 1920. Tel que mentionné plus haut, la recherche est centrée sur la migration palestinienne contemporaine (des quarante à cinquante dernières années). Or, le phénomène ne peut être compris dans sa totalité que si nous prenons en considération les sources historiques du mouvement migratoire : une grande partie des migrants actuels ont, en fait, des liens familiaux avec les migrants palestiniens arrivés au début du XX^{ème} siècle. Le rassemblement de ce type de matériels ethnographiques m'a donc permis de comprendre comment la communauté palestinienne au Guatemala s'est structurée depuis son émergence.

À la fin du travail de terrain, j'ai eu la chance de récupérer plusieurs documents, tel qu'un livre écrit en 1999 par la *United Taybeh American Association*. Cette association étasunienne regroupe des migrants palestiniens originaires du village chrétien de Taybeh, et organise des conventions annuelles pour les rassembler. La convention de 1999 a été célébrée au Guatemala, vu qu'une quantité considérable de personnes originaires du village s'y étant installées. Le livre décrit, en espagnol et en arabe, l'histoire des migrants au Guatemala et en Amérique centrale. Les autres documents anciens que j'ai également trouvés sont les statuts de l'Association arabe datant de 1968 et une copie de l'unique numéro du journal *Al-Ribat*, rédigé en 1983.

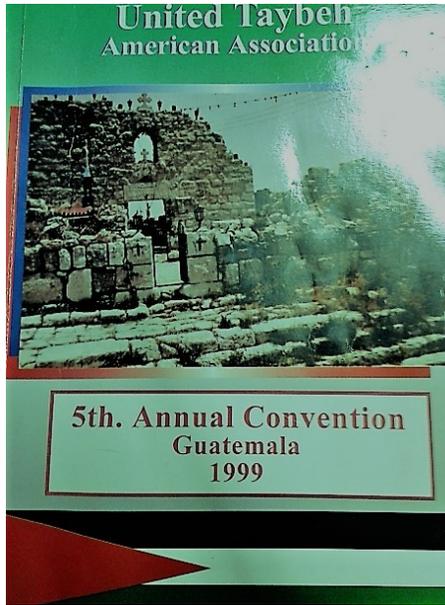


Figure 2. Couverture des mémoires de la Cinquième Convention de la United Taybeh American Association, célébrée à la ville de Guatemala en 1999.



Figure 3. Journal *Al-Ribat*, crée par l'Association arabe guatémaltèque (1983)

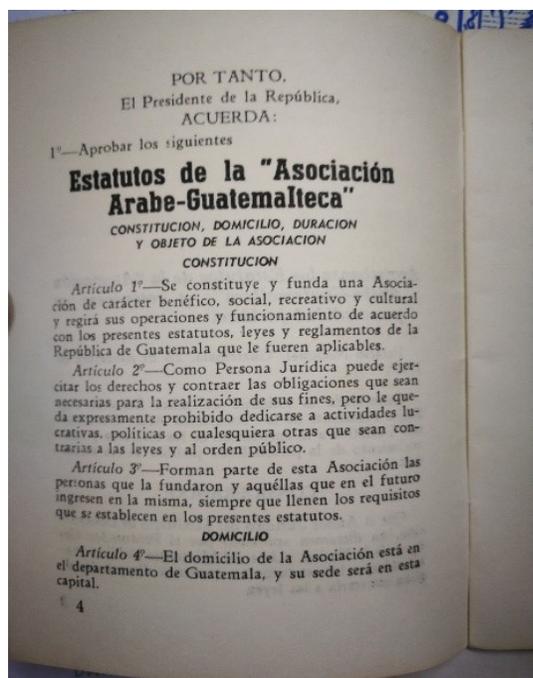


Figure 4. Statuts de l'Association arabe guatémaltèque (1968)

f. Révision et analyse du contexte géopolitique

Le transnationalisme relie deux dimensions généralement opposées dans les sciences sociales; à savoir, les macrostructures sociales et l'agentivité de l'individu (Iosifides 2011). Bien évidemment, ceci a des implications méthodologiques non négligeables.

Dans le but d'éviter une analyse trop focalisée sur l'agentivité de l'individu, la recherche a inclu un examen méticuleux des dynamiques géopolitiques. Cette complémentarité a permis de scruter le phénomène migratoire à plusieurs niveaux : aussi bien à partir des expériences individuelles que des interactions collectives et des contextes géopolitiques plus larges. Cet effort était nécessaire pour pouvoir inscrire les biographies transnationales dans un contexte global plus large, basé sur les « macrostructures » sociales.

Ainsi, parallèlement au travail de terrain, j'ai mené une recherche documentaire exhaustive sur les relations géopolitiques entre l'Amérique latine, plus particulièrement le Guatemala, et le Moyen-Orient. Par exemple, j'ai investigué les prises de position du Ministère des Relations extérieures sur le conflit israélo-palestinien, ainsi que les relations diplomatiques et économiques entre ces deux régions. J'ai aussi réalisé une recherche documentaire incluant des articles tirés des principaux journaux du Guatemala, dans lesquels sont mentionnées les relations

du pays avec la Palestine, ainsi que des livres, articles et notes traitant des relations diplomatiques du Guatemala avec l'Israël.

2.4. Déroutement du terrain

Concernant les entretiens semi-dirigés avec les migrants palestiniens, il faut préciser que la prise des premiers contacts a été facilitée par la présence de ma famille. Il s'agit d'amis de longue date de mes parents; ils ont non seulement accepté de participer à ma recherche, mais aussi de m'aider à rencontrer d'autres migrants palestiniens pour réaliser des entretiens.

D'autre part, j'ai contacté personnellement le Président de *l'Asociación Palestina Guatemalteca* via Facebook. Très aimablement, il a accepté d'être interviewé et de me présenter à d'autres migrants palestiniens ainsi que d'autres membres de la direction de l'association. Il est donc devenu un informateur-clé. Ma relation avec lui et les autres membres de la direction de l'association s'est avérée être amicale et ouverte. En contrepartie, j'ai accepté que les représentants de l'association se servent des contacts que j'aie avec les milieux médiatiques pour qu'ils puissent rendre visibles les actions et objectifs de l'association auprès du public guatémaltèque.

Durant le travail de terrain, j'ai donc publié un court article d'opinion sur le journal numérique de l'Université Rafael Landívar, *Plaza Pública*. Depuis déjà quelques années, je publie régulièrement des articles relatif au sujet migratoire⁶ sur cette plateforme. Cet article a été très bien reçu parmi la communauté palestinienne du pays et surtout, par les dirigeants de l'association. Grâce à l'article, j'ai été invité à rejoindre le groupe privé *Whatsapp* « *Palestinos en Guatemala* », qui rassemble presque tous les membres de la communauté palestinienne du pays. Ce groupe diffuse régulièrement les communications de l'association et d'autres institutions qui travaillent pour la cause palestinienne.

Cet article d'opinion a ainsi engendré ma rencontre avec l'ambassadeur de la Palestine à El Salvador. En effet, quelques jours après la publication de l'article, l'ambassadeur m'a contacté

⁶ L'article est disponible en ligne sur le site du journal numérique *Plaza Pública* : <https://www.plazapublica.com.gt/content/la-reivindicacion-de-palestina-en-guatemala>

directement pour parler du sujet. Ces communications à distance ont débouché sur mon voyage dans ce pays voisin, durant lequel j'ai pu mener un entretien avec l'ambassadeur.

Dans la capitale, San Salvador, et plus précisément dans le quartier *Colonia El Escalón* (quartier aisé où se trouve une grande partie de la communauté palestinienne), j'ai pu prendre connaissance des installations du *Club arabe Salvadoreño*. J'ai aussi visité quelques lieux publics investis par la communauté palestinienne du pays, à savoir *Plaza Palestina* et *Plaza Yasser Arafat*. De plus, j'ai créé des contacts importants avec quelques migrants et représentants de la communauté palestinienne à El Salvador. Suite à ces rencontres informelles, j'ai été invité à écrire un article sur la communauté palestinienne du Guatemala pour le publier dans l'édition numéro 37 de la revue *Usul*. Cette dernière a été créée par l'Association palestinienne à El Salvador et est éditée tous les deux mois. Elle inclut des articles sur la diaspora palestinienne et sur la situation sociopolitique en Palestine⁷. Tel que mentionné précédemment, mes communications avec l'ambassadeur ont légitimé ma recherche aux yeux des migrants, autant au Guatemala qu'à El Salvador.

À partir de là, j'ai pu « négocier » mon entrée dans le groupe et, par conséquent, le déroulement de mon travail de terrain. Dans le but d'entretenir les meilleures relations possibles avec les participants, j'ai tenté de faire preuve de réciprocité et d'engagement. Bien évidemment, il n'est pas question d'une « recherche-action »; néanmoins, ma participation à certaines activités a assurément facilité mon accès à la communauté palestinienne.

⁷ Pour lire l'article, il est possible de télécharger l'édition #37 de la revue sur : <http://asociacionsalvadorenepalestina.org/index.php/revistausul>



Figure 5. Le chercheur avec l'ambassadeur de la Palestine à El Salvador, Marwan Burini, *Plaza Palestina*, San Salvador.



Figure 6. *Plaza Yasser Arafat*, place publique investie par la communauté palestinienne à la *Colonia El Escalón*, San Salvador

2.5. Analyse des données

En ce qui concerne les entretiens avec les migrants palestiniens, les données recueillies ont été systématisées par le biais de la fiche signalétique dans un tableau statistique⁸. Les entretiens enregistrés ont été retranscrits, traduits⁹ sélectivement et soumis à une analyse thématique. Pour ce qui est des entretiens non-enregistrés, les notes ont été recopiées dans un format digital, puis soumises au même genre d'analyse. Par la suite, les données ont été systématisées dans des tableaux divisés en différentes catégories analytiques.

Les interviews avec les représentants de l'Association palestinienne, de l'Association arabe et avec l'ambassadeur palestinien ont été toutes enregistrées, retranscrites, traduites sélectivement et analysées en différentes thématiques. Ensuite, ces entretiens ont été ajoutés et systématisés dans une base de données similaire à celle décrite précédemment. Les observations et les notes du cahier de terrain ont aussi été retranscrites, analysées par thèmes et ajoutées dans une autre base de données.

2.6. Limites de la recherche

Il est certain que, grâce à mes origines, mon réseau personnel et mes actions, j'ai eu un accès privilégié à la communauté palestinienne du Guatemala. Cependant, certaines barrières et limites ont été soulevées durant le travail de terrain.

Par exemple, il est important de souligner le manque d'entretiens avec des femmes palestiniennes. Dans la plupart des cas, les femmes palestiniennes sont responsables des foyers et ne participent que très rarement au secteur commercial dans lesquels travaillent leurs maris. De même, lorsque je demandais aux informateurs si je pouvais interviewer des femmes palestiniennes, ces derniers proposaient que je discute avant tout avec leurs maris. Les deux femmes palestiniennes interviewées ont accepté de participer à l'étude grâce à des contacts très proches de ma famille. Ces deux femmes sont musulmanes; l'une d'entre elles a accepté de faire l'entretien à condition que son mari soit présent.

⁸ Voir Annexe B.

⁹ D'ailleurs, toutes les citations qui apparaissent dans ce mémoire ont été traduites préalablement de l'espagnole au français.

Il est donc possible que cette recherche exprime plutôt la vision masculine de la migration palestinienne au Guatemala. La recherche demeure plutôt androcentrique, dû au fait que nous nous intéressons aux activités commerciales, et que les divisions genrées du travail sont très marquées au sein de la population que nous avons étudiée. Les données correspondent donc quasi-exclusivement aux perceptions masculines.

Une autre barrière et limite méthodologique est liée à l'utilisation de la stratégie de « boule de neige ». En fait, cette méthode peut emmener à divers biais, vu que les réseaux qui ont été suivis sont ceux qui ont été proposés par les migrants eux-mêmes. Dans ce sens, il se peut que les réseaux de soutien apparaissent comme « forts » ou « solidaires », vu que nous avons suivi les liens sociaux suggérés par les propres participants. Possiblement, une enquête plus large aurait donné une vision plus intégrale sur les réseaux de soutien.

Conclusion

Ce chapitre a été dédié à la présentation des principaux outils et stratégies méthodologiques dont nous nous sommes servis pour réaliser la recherche. Nous avons explicité premièrement les démarches et les approches utilisées, ainsi que le cadre historique et spatial. Ensuite, nous avons présenté les méthodes employées pour le pré-terrain et le travail de terrain en général. Ont suivi les descriptions du déroulement de ce dernier, ainsi qu'une présentation des démarches appliquées pour systématiser les données. Dans la dernière partie, nous avons évoqué certaines limites et difficultés expérimentées pendant le travail de terrain.

Pour résumer, les stratégies et méthodes employées renvoient à une approche qualitative du phénomène migratoire. Elles sont basées sur l'analyse des réseaux et des communications, ainsi que sur l'enquête ethnographique et la compréhension du contexte global et géopolitique. Le prochain chapitre consiste en une mise en contexte de notre étude à travers une revue de la littérature savante portant sur la migration moyen-orientale et plus spécifiquement Palestinienne en Amérique Latine.

Chapitre 3. Les Arabes au Sud : la migration moyen-orientale en Amérique latine

Introduction

La migration moyen-orientale en Amérique latine peut être analysée à partir de plusieurs repères historiques. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, Abdelluahed Akmir (2009) propose d'analyser le phénomène en trois grandes phases historiques. La première, d'après lui, a eu lieu de 1870 à la crise économique de 1929. Cette étape est caractérisée par l'immigration massive d'Arabes chrétiens provenant du Mont-Liban, de la Palestine et de la Syrie. Une deuxième phase survient à partir de 1930 et se poursuit jusqu'en 1948. Durant cette période, la migration arabe a été freinée par la fermeture des frontières des pays latino-américains, et par l'impossibilité de transiter par la Méditerranée pendant la Deuxième Guerre. Une dernière phase commence à partir des années 1950 et s'étend jusqu'à nos jours. Cette troisième période correspond à l'apparition d'une nouvelle vague d'immigration arabe massive, accentuée entre 1960 et 1990 à cause des conflits meurtriers en Palestine (1948, 1967, 1973, 1987) et au Liban (1975-1990).

En ce qui concerne les Palestiniens plus spécifiquement, nous pouvons évoquer deux vagues d'immigration, la « pré-*Nakbah* » et la « post-*Nakbah* » (Baeza 2014). En arabe, le terme *Nakbah* signifie « désastre » ou « catastrophe »; il est particulièrement employé pour faire allusion à l'exil du peuple palestinien en 1948, lors de la division de la Palestine et l'éclatement de la première guerre arabo-israélienne. Les estimations indiquent qu'à peu près 700.000 Palestiniens ont dû quitter leurs territoires entre 1948 et 1949 (ONU 1978).

Historiquement, le continent américain représente un destin symbolique pour des centaines de milliers de personnes moyen-orientales. En conséquence, dans les sciences sociales, et notamment dans la discipline historique, le sujet des migrations arabes a été bien développé pour plusieurs pays de la région. En revanche, le cas guatémaltèque reste très peu étudié. D'après notre revue de la littérature, Nancie Gonzalez (1992; 1997) est la seule anthropologue à avoir décrit les processus d'installation des migrants palestiniens au Guatemala, et plus spécialement ceux qui sont venus pendant les premières décennies du XX^{ème} siècle. L'auteure s'est

brièvement penchée sur le cas guatémaltèque lorsqu'elle étudiait la migration palestinienne à San Pedro Sula, au Honduras. L'auteure y a exploré les liens familiaux et commerciaux existant parmi les communautés palestiniennes à El Salvador et Guatemala.

À ce sujet, nous croyons que le phénomène de la migration palestinienne au Guatemala ne peut être compris sans tenir compte des dimensions régionales (centraméricaines et latino-américaines). De ce fait, avant d'explorer l'histoire et les conditions actuelles des migrants palestiniens au Guatemala, nous contextualiserons le phénomène de la migration moyen-orientale dans un cadre plus large, c'est-à-dire dans l'ensemble du continent et surtout dans la région latino-américaine. Pour ce faire, nous avons analysé plusieurs études de cas menées dans différents pays du continent, tels que le Canada (Antonius 2011), les États-Unis (Naff 1993; Khater 2001; Boosahda 2003; Gualtieri 2009), le Mexique (Marin et Zéraoui 2003; Martinez Assad 2009; Alfaro-Velcamp 2013); le Honduras (Gonzalez 1992; Amaya 1995; Euraque 2009; Gutiérrez 2013; Klich et Lesser 2013); le Costa Rica (Marin 2008; 2009); la Colombie (Sallou 2000; Restrepo 2004); le Brésil (Montenegro 2009; Pérez 2010); l'Argentine (Abou 1972; Civantos 2006; Akmir 2009; Montenegro 2009), le Chili (Agar 2009; Baeza 2014) et Cuba (Menéndez 2008).

Comme nous l'avons indiqué, ce mémoire se focalise particulièrement sur les migrants venus pendant la deuxième vague d'immigration palestinienne (à partir de 1950). Cependant, ce mouvement migratoire ne peut être dissocié de sa longue histoire. En d'autres mots, afin de comprendre les situations et expériences des migrants actuels, nous devons d'abord saisir les conditions historiques qui ont favorisé leur établissement en Amérique latine. La première partie de ce chapitre sera alors consacrée à la description de la première vague d'immigration arabe dans le subcontinent latino-américain (1870-1930). Dans la deuxième partie, nous contextualiserons le cas de l'immigration palestinienne contemporaine dans cette grande région. Dans la dernière partie du chapitre, nous examinerons les divers liens géopolitiques entre la région latino-américaine et la Palestine, ainsi que le positionnement de la région dans le conflit israélo-palestinien.

3.1. Première vague d'immigration moyen-orientale en Amérique latine (1870-1930)

Vers 1870, quelques centaines de personnes provenant de l'Eyalet de la *Grande Syrie*¹⁰ se sont installées aux Amériques, spécialement dans les pays connus pour leur ouverture face à l'immigration : les États-Unis, le Brésil et l'Argentine (Khater 2001; Akmir 2009). Quelques années plus tard, à partir de 1890, ce mouvement migratoire s'est accéléré et s'est répandu dans presque toute la région. Durant les premières décennies du XX^{ème} siècle, la quasi-totalité des pays latino-américains ont connu l'installation de personnes moyen-orientales sur leurs territoires.

a. Contexte d'émigration

Depuis le XVI^{ème} siècle, l'Eyalet de la *Grande Syrie* constituait une région administrative semi-autonome qui répondait aux ordres de Constantinople. Pendant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la région a connu des changements politiques et économiques bouleversants, qui ont provoqué l'exode de milliers de personnes du Mont-Liban, de la Palestine et de la Syrie. Les changements radicaux ont été déclenchés tout particulièrement au Mont-Liban, une région qui, depuis le début du XIX^{ème} siècle, subissait une forte influence française – et plus globalement occidentale – visant à contrôler le marché de la soie¹¹ (Naff 1993).

En 1860, différents conflits interethniques dans la région ont provoqué une restructuration sociopolitique importante : des fondamentalistes druzes – soutenus par les politiques d'islamisation venant de Constantinople – ont massacré des milliers de chrétiens maronites libanais (Khater 2001; Gualtieri 2009). De façon générale, la situation des chrétiens à l'intérieur de l'Eyalet était assez préoccupante. Cette même année, à Damas, les autorités locales ont décidé de chasser les populations chrétiennes de la ville (Civantos 2006).

Suite à ces actes meurtriers, les autorités françaises se sont manifestées en faveur de la protection des chrétiens, la majorité des producteurs de soie étant des maronites du Mont-Liban. Avec le

¹⁰ *Eyalet* en turc ottoman signifie « province ». L'Eyalet de la *Grande Syrie* était ce qui correspond aujourd'hui aux territoires du Liban, de la Palestine, de la Jordanie, de la Syrie et d'Israël.

¹¹ Rappelons que les territoires qui correspondent aujourd'hui au Liban, à la Palestine, à la Syrie, à la Jordanie et à Israël étaient autrefois les noyaux de production et de commerce de la soie les plus importants du marché européen.

Sultan ottoman, les Français ont réussi à négocier l'instauration d'un statut politique spécial au Mont-Liban, contrôlé par un leader chrétien. En 1861, le Mont-Liban est alors devenu une *mutasarrافیaa*, c'est-à-dire, un district autonome contrôlé par un gouverneur chrétien censé se conformer aux intérêts de l'Empire (Gualtieri 2009).

Cette restructuration politique a abouti à une libéralisation économique qui a favorisé l'entrée de la région dans une dynamique capitaliste (Naff 1993). La transition politique et économique a été accompagnée d'une hausse des exportations de soie et, parallèlement, d'un accès plus ample aux produits européens. En quelques années, le Mont-Liban est devenu l'espace « cosmopolite » et capitaliste du Moyen-Orient. Cette ouverture a facilité l'apparition de missions philanthropiques et religieuses d'origine occidentale dans la région. Les Français n'étaient plus les seuls à vouloir contrôler le Mont-Liban. En effet, vers 1870, les missions religieuses et diplomatiques étasuniennes ont commencé à avoir une forte influence sur le paysage sociopolitique libanais (Boosahda 2003). Progressivement, les moyen-orientaux se mettaient à parler de l'*Amrika*, soi-disant la terre de liberté et de prospérité économique.

La libéralisation de 1861 a certainement entraîné l'émergence d'un esprit « entrepreneur » et d'un désir de commercer dans d'autres pays. Néanmoins, l'émigration vers l'Amérique s'explique plutôt par les crises économiques qui ont eu lieu une décennie plus tard. En 1870, une épidémie a détruit les plantations de soie; l'économie de l'Eyalet était soudainement ravagée. De plus, en 1869 la construction du canal de Suez avait été finalisée; désormais, les Européens n'allaient plus dépendre du Moyen-Orient pour se fournir en soie. Grâce au canal, ils pouvaient aller la chercher directement en Asie de l'Est, à un meilleur prix et en plus grandes quantités. Vers la fin de la décennie 1870, l'ensemble de l'Empire ottoman était submergé par une grande crise économique. En 1878, Constantinople s'est même déclarée en faillite dû à l'incapacité de payer sa dette externe accumulée (Akmir 2009, p.2).

Ceci obligeait les Libanais, les Palestiniens et les Syriens, notamment chrétiens, à chercher de nouvelles opportunités économiques ailleurs, parce que les crises économiques étaient accompagnées de divers processus visant à islamiser l'ensemble du territoire (Civantos 2006). Ensuite, la violence interethnique s'est intensifiée pendant le mandat du Sultan Abdul Hamid II (1876 - 1909), leader politique connu pour son autoritarisme et son antipathie envers les populations chrétiennes de l'Empire (Khater 2001). C'est justement ce mandataire qui a

provoqué le début des persécutions subies par les Arméniens, bien que ces dernières aient culminé vers le projet génocidaire organisé par les *Jeunes Turcs* entre 1915 et 1919. Les Arméniens, tout comme de nombreux autres peuples chrétiens de la région (maronites, orthodoxes, chaldéens, grecs, entre autres), ont été victimes de la brutalité des autorités fondamentalistes ottomanes (Kévorkian et Ternon 2015).

b. Développement des premières communautés arabes en Amérique latine

De 1870 à 1880, les migrants arabes qui se dirigeaient vers l'*Amrika* étaient en grande majorité des chrétiens maronites originaires du Mont-Liban. Or, quelques années plus tard, le désir d'émigrer s'est généralisé vers l'ensemble de l'Eyalet. Motivés par les histoires de succès des Libanais, par les mauvaises conditions économiques locales et la montée de l'Islam fondamentaliste, les chrétiens palestiniens et syriens sont entrés, eux aussi, dans la même dynamique migratoire (Naff 1993; Baeza 2014). Certes, le Moyen-Orient est une région très hétérogène en termes ethnoreligieux. Pourtant, les expériences économiques vécues par les différents groupes arabes (libanais maronites, palestiniens orthodoxes, syriens melkites, entre autres) en Amérique latine ont été très similaires, ce qui nous permet d'étudier la population « arabe » dans un sens plus large.

Les migrants issus de la première vague ne distinguaient pas les frontières nationales des États-Unis, du Canada et des pays d'Amérique latine (Naff 1993; Antonius 2011). Pour eux, l'*Amrika* était surtout un continent qu'ils idéalisait. Ils le voyaient comme un territoire d'opportunités économiques, où les gens vivaient en liberté. Curieusement, et contrairement au cas de la migration européenne de la même époque, l'Amérique du Nord n'a pas été le destin principal des migrants arabes. D'après Akram Khater (2001, p.48), pendant la période s'étendant de 1899 à 1914, environ 86.075 moyen-orientaux sont entrés aux États-Unis, contre 100.000 au Brésil durant la même période. Les chiffres recensés en Argentine, au Chili et au Mexique pour cette même période sont très similaires. Au total, on estime qu'à peu près 320.000 personnes ont

quitté la Grande Syrie pour s'installer en Amérique latine entre 1881 et 1901 (Gualtieri 2009, p.45)¹².

D'après l'historienne Sarah Gualtieri (2009), la préférence pour l'Amérique latine s'explique par les lois d'immigration de ces pays, beaucoup moins restrictives que celles des États-Unis. Cela nous semble être un argument tout à fait logique, puisque des gouvernements libéraux étaient à la tête d'une grande partie des pays sud-américains durant ces années-là (1870-1920), et leurs lois d'immigration étaient assez ouvertes, fonctionnant selon une logique d'approvisionnement de main d'œuvre. Les immigrants étaient exemptés d'impôts et l'obtention de terres s'avérait être plutôt simple (Marmora, Domenach et Guillon 1995).

Quelques temps après leur arrivée, grâce au commerce ambulante et l'établissement de petits magasins dans les villes les plus importantes de la région, les premiers migrants libanais ont rencontré un succès économique considérable. Cela leur permit non seulement d'élargir leurs activités commerciales, mais aussi de « faire venir » des gens restés dans la terre natale et d'envoyer de l'argent à leurs communautés d'origine (Akmir 2009).

Le succès économique des Libanais a provoqué une « fièvre » d'émigration dans l'ensemble de la *Grande Syrie* (Gualtieri 2009). En peu de temps, l'*Amrika* était perçue comme le nouvel *El Dorado* (Baeza 2014, p.59). Vers la fin de la décennie de 1890, la migration arabe en Amérique latine prit une dimension massive, les Palestiniens et les Syriens s'étant inscrits dans la même dynamique migratoire. Ce constat est notamment visible dans le cas argentin : durant la période 1880-1896, seulement 3.733 personnes provenant du Moyen-Orient s'étaient installées dans le

¹² Ces chiffres montrent sûrement la dimension « massive » du mouvement, mais, ils ne déterminent pas la provenance exacte des migrants. Toutes ces personnes sont rentrées dans les territoires latino-américains et nord-américains avec des documents de voyage émis par l'Empire ottoman : les catégories nationales libanaises, syriennes ou palestiniennes n'existaient pas encore. Les migrants s'identifiaient plutôt à leurs villages d'origine (Montenegro 2009). À cause du passeport ottoman, en Amérique latine, ces migrants étaient connus comme « *Turcos* » (González 1992; El Attar 2001; Civantos 2006; Akmir 2009; Alfaro-Velcamp 2013; Baeza 2014). Jusqu'à nos jours, ce terme reste très mal utilisé : ces migrants n'étaient pas des turcs, ne s'identifiaient pas comme des Ottomans et, quelques-uns, fuyaient même les autorités despotiques de l'Empire.

pays; en revanche, de 1897 à 1914, plus de 132.000 personnes moyen-orientales se sont établies dans le pays (Khater 2001, p.290).

Tout comme les Libanais, les Palestiniens et les Syriens se sont aussi dévoués au commerce ambulante. Avec le temps, ils ont réussi à épargner suffisamment d'argent pour établir des magasins et élargir leurs activités commerciales dans la région latino-américaine (Akmir 2009; Baeza 2014). Malgré cela, cette expansion économique nécessitait une main-d'œuvre de confiance : les migrants ne parlaient pas l'espagnol, et leurs contacts avec les locaux étaient assez limités. Ces migrants ont donc aidé – financièrement – et informé les membres de leurs familles et amis restés en Palestine et Syrie afin qu'ils entreprennent, à leur tour, le voyage vers l'*Amrika*.

La plupart des migrants arabes ont développé leurs activités commerciales dans les milieux urbains les plus importants de la région. Lorsqu'ils commerçaient de manière ambulante, ils vendaient des produits provenant de leurs terres natales, spécialement de la « Terre sainte » (des croix, tissus, décorations, entre autres) (Akmir 2009). Grâce à la ferveur catholique du subcontinent, la vente de ces produits était une réussite. Progressivement, les migrants ont pu diversifier leurs marchandises – surtout dans le secteur des tissus – et installer des magasins dans les zones commerciales urbaines et populaires. En général, ces entreprises ont eu un succès exceptionnel; elles sont devenues des sources de subsistance non seulement pour les migrants en Amérique latine, mais aussi pour les proches restés au Moyen-Orient (Gualtieri 2009).

Sur le plan géographique, nous pouvons distinguer les principales destinations des différents groupes de migrants arabes. Les Libanais et les Syriens, par exemple, se sont établis dans les « potences » économiques latino-américaines les plus importantes, tels que le Brésil, l'Argentine, le Mexique et le Venezuela. En revanche, les Palestiniens, qui venaient d'un contexte plus pauvre, ont préféré s'installer dans des pays « secondaires », où les autres moyen-orientaux n'avaient pas encore établi d'activités commerciales. Effectivement, d'après la sociologue Cecilia Baeza (2014), la migration palestinienne en Amérique latine n'a pris une dimension « massive » qu'assez tardivement (seulement dans les dernières années du XIX^{ème} siècle). De ce fait, lorsque les migrants palestiniens descendaient aux ports de Buenos Aires, Sao Paulo ou Veracruz, ils rencontraient des communautés libanaises et syriennes déjà bien

établies¹³. Pour cette raison, afin d'éviter toute concurrence dans le secteur commercial, les Palestiniens qui débarquaient sur la côte Atlantique de l'Amérique du Sud ont décidé de traverser les Andes pour s'installer au Chili, au Pérou et à Équateur. Au Nord, ceux qui arrivaient à Veracruz ou Caracas ont préféré s'établir dans la région centraméricaine, spécialement à El Salvador et au Honduras (González 1992; Amaya 1995; Bartet 2009; Euraque 2009; Marín 2009; Gutiérrez 2013; Baeza 2014).

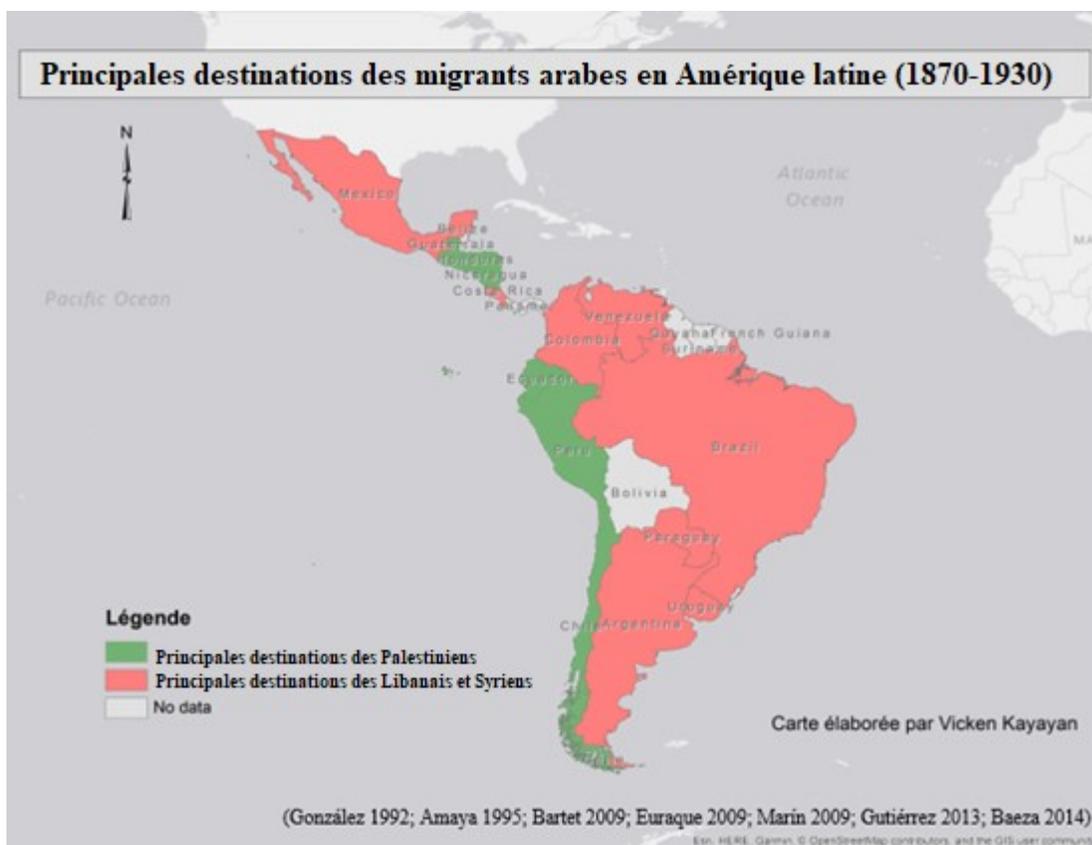


Figure 6. Principales destinations des migrants moyen-orientaux en Amérique latine (1870 à 1930)

¹³ À Buenos Aires, dès 1890, le quartier où les Libanais et Syriens ont monté leurs magasins s'appelait *Barrio Turco* et constituait l'une des zones commerciales populaires les plus importantes. Ce nom était aussi utilisé à Sao Paulo, Santiago et Rio de Janeiro pour faire référence aux quartiers où les Libanais installaient leurs magasins (Akmir 2009, p.27). De même, au Mexique, dès le début du XX^{ème} siècle, les migrants libanais ont établi plusieurs magasins de tissus au port de Veracruz (dans la région du Golfe). Ils contrôlaient le secteur des tissus dans presque tout le pays (Marin et Zéraoui 2003).

Malgré la diversité des destinations, en termes économiques, les expériences étaient très similaires: que ce soit le cas des Libanais au Mexique et au Brésil, des Syriens en Argentine, ou des Palestiniens au Chili et au Honduras, cette première vague d'immigration arabe a connu une ascension économique grâce au commerce de produits textiles et des biens importés. Ce succès s'explique par le fait que, lorsque les migrants arabes sont arrivés, l'activité commerciale n'était pas encore développée dans le subcontinent. D'une certaine façon, nous pouvons considérer que les moyen-orientaux ont comblé une « place » qui était vide et quasi-inexistante au sein des économies latino-américaines, puisque ces systèmes économiques fonctionnaient encore selon une logique de *latifundio*. Dans les sciences sociales latino-américaines, ce système économique et social a été perçu pendant longtemps comme étant à caractère semi-féodal, un héritage de l'époque coloniale (Laclau 1978). Les économies nationales latino-américaines se concentraient exclusivement sur la production agricole et l'exportation de matières premières en direction des marchés des pays industrialisés. Certes, au niveau international, les économies latino-américaines paraissaient fonctionner selon une logique capitaliste. Pourtant, d'après les courants marxistes latino-américains, les *modes* de production étaient basés sur des relations sociales de type féodale : les grands propriétaires des terres dominaient les paysans (serfs) vivant sur leurs territoires (*fincas*).

Le vide laissé dans la niche commerciale des produits importés a permis aux migrants moyen-orientaux d'amasser des richesses considérables. Toutefois, cette activité économique a aussi créé des stéréotypes et engendré l'apparition de diverses formes de discrimination envers eux. Certes, les politiques d'immigration étaient assez ouvertes, mais les élites et leurs gouvernements cherchaient surtout à inciter l'immigration européenne pour qu'elle contribue à la modernisation de la production agricole (Marmora, Domenach et Guillon 1995).

Puisque les migrants arabes se sont dédiés au commerce, ils sont restés complètement en dehors de la dynamique latifundiste. Cela a déclenché un sentiment anti-arabe parmi les élites *criollas*. Au début du XX^{ème} siècle, l'expression *Turco* a commencé à avoir une connotation raciste, faisant allusion au commerce ambulancier, à la précarité et la « saleté » (Akmir 2009, p.27). D'après l'auteure Christina Civantos (2006, p.9), le succès économique des premiers migrants arabes a renforcé le sentiment *turcophobe* chez les élites blanches argentines; comme elle le

démontre, en 1910, les journaux argentins *La Nacion* et *La Prensa* ont publié des articles d'opinion déclarant que les Arabes étaient racialement inférieurs aux Blancs.

Malgré ces discriminations, pendant les deux premières décennies du XX^{ème} siècle, la migration moyen-orientale a connu divers changements démographiques qui ont mené vers le développement et l'expansion des communautés arabes dans l'ensemble du subcontinent. En effet, jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, les migrants moyen-orientaux en Amérique latine étaient surtout des hommes, vu que l'activité commerciale constituait une occupation masculine (Baeza 2014). Ensuite, lorsque que ces derniers avaient réussi à maintenir une vie stable, ils faisaient venir des femmes de leur terre natale afin de se marier. Avec l'arrivée des femmes, l'émergence de la deuxième génération de migrants arabes en sol latino-américain est devenue une réalité. Le renouvellement démographique des communautés arabes a surtout eu lieu pendant les décennies de 1920 et 1930.

Malgré cela, l'arrivée de migrants moyen-orientaux s'est arrêtée graduellement vers la fin des années 1920, et surtout à partir de 1930. La crise économique mondiale survenue en 1929 obligeait presque tous les pays de la région à fermer leurs frontières à l'immigration. D'ailleurs, cette crise a occasionné la chute irrévocable des exportations latino-américaines, et renforcé parallèlement les sentiments xénophobes dans presque toute la région. Dans beaucoup de cas, ces sentiments se sont manifestés à travers des lois restrictives sur l'immigration. Par exemple, en 1933, El Salvador a déclaré l'interdiction d'entrée aux Asiatiques, aux Gitans et aux Hongrois. L'Uruguay, en 1934, a interdit l'entrée aux Tziganes, aux Africains et aux Asiatiques. Cette même année, le gouvernement hondurien a rejeté l'entrée aux personnes de couleur noire, aux *coolies*, aux gitans et aux Chinois. Ensuite, en 1938, le Panama a interdit l'entrée aux Chinois, Gitans, Arméniens, Turcs, Hindoustanis, Syriens, Libanais, Palestiniens (Marmora, Domenech et Guillon 1995, p.20). L'apparition de ce type de lois marque donc la fin de la première vague d'immigration arabe en Amérique latine.

Étrangement, l'arrêt progressif des flux migratoires a été accompagné d'une accélération des dynamiques associatives chez les migrants. Effectivement, entre 1930 et 1940, différents clubs, organisations, associations et institutions ont été formés par les migrants arabes dans presque toute l'Amérique latine. Par exemple, en 1930 au Honduras, la communauté palestinienne de San Pedro Sula a créé le groupe *Unión Palestina* (Luxner 2001). De même, au Costa Rica, à la

même époque, les migrants libanais ont monté *La casa Libanesa*, un club social réservé à la communauté libanaise (Marín 2008, 2009). Certaines associations étaient même à vocation sportive. Des exemples emblématiques sont ceux du *Club Deportivo Palestino* au Chili, équipe de soccer créée par des migrants palestiniens en 1920 (qui s'est développée et professionnalisée grâce aux descendants des premiers migrants)¹⁴; et, celui du *A.C. Monte Libano* au Brésil, une équipe de basketball professionnelle fondée à la même époque (Akmir 2009, p.33).

La création d'associations socioculturelles répondait, d'une part, au désir de maintenir une bonne relation entre compatriotes et de conserver les traditions et la langue à travers les générations successives. D'autre part, elle avait aussi comme objectif d'informer la communauté sur la situation politique dans leur terre natale.

Les décennies de 1930 et 1940 ont été marquées par la création des États-nations au Moyen-Orient. Suite à l'effondrement de l'Empire ottoman en 1923, le Moyen-Orient est passé aux mains des Occidentaux : les Français contrôlaient le Liban et la Syrie, tandis que les Anglais avaient la main mise sur la Jordanie, l'Irak et la Palestine. Cependant, les idéologies nationalistes se sont propagées à cette même période, et tous les territoires (sauf la Palestine) ont progressivement acquis leur indépendance (l'Irak en 1932, le Liban en 1943, la Syrie et la Jordanie en 1946) (Bozarslan 2011). Malgré la distance, les communautés arabes en Amérique latine se sont intéressées aux idéologies et mouvements indépendantistes et nationalistes. C'était la première fois que les migrants commençaient à s'auto-identifier en tant que « libanais », « syriens » ou « palestiniens », catégories identitaires autrefois inexistantes.

Les clubs et associations sont devenus des lieux de rassemblement communautaire pour discuter et s'informer de la situation politique dans le pays d'origine. En parallèle, différents médias de communication fleurissaient dans plusieurs pays. Par exemple, au Chili, entre 1930 et 1942, les Palestiniens ont publié le journal *Al Islah* (« La Réforme »), pour faire connaître les événements politiques qui se déroulaient en Palestine (Baeza 2014, p.65). Les migrants libanais ont aussi mené des pratiques similaires. Au Mexique, depuis les années 1930, les migrants publient le

¹⁴ De nos jours, cette équipe joue dans la première division du championnat chilien. Récemment, en novembre 2018, le *Palestino* a été couronné champion de la *Copa Chile*. Voir plus : <http://www.conmebol.com/es/palestino-gana-la-copa-chile-y-clasifica-la-libertadores-2019> (consulté le 06 décembre 2018).

journal *La Hora Libanesa*. Ce journal avait pour objectif d'informer sur la situation du Liban et sur la communauté libano-mexicaine (Marín et Zéraoui 2003). Même au Costa Rica, où la communauté libanaise était plus petite, les migrants et les descendants ont créé le journal *El-Sheikh* en 1944. Les auteurs de ce journal ont écrit sur le procès d'indépendance, et soutenu la cause panarabiste pour la création d'une République libanaise (Marín 2008).

c. La deuxième génération

D'après la plupart des auteurs ayant étudié le phénomène de l'immigration arabe en Amérique latine, la fermeture des frontières dans les années 1930 a provoqué un isolement, surtout pour la deuxième génération (Gonzalez 1992; Marin et Zérahoui 2003; Euraque 2013; Akmir 2009; Marin 2009; Klich et Lesser 2013; Baeza 2014). Selon eux, les descendants des immigrants arabes ont été « assimilés »; ils ont perdu la langue et « l'identité » arabe, socialisant avec les élites et participant à la vie politique des pays latino-américains.

Nous suggérons que l'utilisation du terme d'assimilation est inadéquate. Comme nous l'avons explicité dans le cadre théorique, ce terme demeure difficilement atteignable et presque utopique (Portes 2001, p.188), puisqu'il se réfère à la perte totale de l'identité ethnique d'origine (Alba et Nee 1997). À travers son analyse du cas des descendants palestiniens au Honduras, le politologue Lirio Gutiérrez (2013) déclare que le succès économique n'entraîne pas nécessairement une perte totale de l'« arabité ». Selon lui, les descendants n'ont simplement jamais eu besoin de mobiliser publiquement leur identification ethnique pour être représentés dans le tissu social hondurien.

Étrangement, le succès des descendants arabes en Amérique latine a lieu juste après la fermeture des frontières dans les années 1930. Durant la période allant de 1930 à 1950, les gouvernements latino-américains ont instauré des politiques économiques visant à réduire les importations et augmenter la production industrielle interne. Pour ce faire, les gouvernements offraient des réductions d'impôts aux investisseurs dans la production manufacturière. Les descendants arabes ont profité de ces politiques économiques pour investir dans la production de textiles, secteur économique qu'ils contrôlaient déjà au niveau commercial (Akmir 2009; Alfaro-Velcamp 2013; Baeza 2014). Plusieurs cas permettent d'illustrer ce constat. Par exemple, dans les années 1950, au Honduras, 40% des investissements dans la production interne venaient des

capitales économiques des descendants palestiniens (Kusumo 2013, p.7). Ainsi, au Brésil, avant le début de la Deuxième Guerre mondiale, 75% des produits textiles étaient élaborés dans des industries de capitales arabes (Pérez 2010, p.8).

Vers la moitié du XX^{ème} siècle, les communautés arabes (migrants et descendants) sont devenues une sorte d'élite industrielle spécialisée dans la production textile. Ce succès explique que la deuxième génération se soit de plus en plus intéressée à la politique interne des pays d'accueil. Au Brésil, en Colombie, au Mexique, au Chili, en Argentine et dans quelques autres pays d'Amérique Centrale, plusieurs personnages politiques importants apparus dans les 50 dernières années s'avèrent être des descendants de migrants libanais, syriens et palestiniens. Ce sont des politiciens reliés au secteur industriel, adhérant souvent aux partis politiques conservateurs de droite (Amaya 1995; Akmir 2009; Klich et Lesser 2013).

Cette participation des descendants arabes à la politique s'est généralisée dans plusieurs pays d'Amérique latine. Au Honduras, par exemple, plusieurs personnages politiques contemporains sont descendants de migrants palestiniens venus entre 1910 et 1930, tels que l'ancien président Carlos Flores Facussé (1998-2002), du Parti libéral du Honduras (droite néolibérale) (Luxner 2001). Un autre cas emblématique est celui de Rafael Tarud Siwady au Chili, où il a été nommé ministre de l'économie pour le gouvernement de Carlos Ibáñez, dans les années 1950. Tarud était le fils de migrants palestiniens s'étant installés à Santiago vers la fin du XIX^{ème} siècle. Il est l'une des premières personnes d'origine moyen-orientale à avoir obtenu un poste public d'importance dans tout le subcontinent latino-américain (Baeza 2014, p.62). En Colombie, Julio César Turbay Ayallah, descendant de migrants palestiniens, a été élu président de la République (1978-1982) (Sallou 2000). Un cas plus récent est celui de Carlos Menem, ancien président de l'Argentine de 1989 à 1999. Menem était connu comme *El Turco*, mais il est en réalité le descendant de migrants syriens ayant migré au début du XX^{ème} siècle (Civantos 2006).

Une bonne partie des descendants palestiniens, libanais et syriens se sont positionnés du côté de la droite conservatrice sur l'échiquier politique sud-américain. Néanmoins, quelques-uns d'entre eux ont participé aux mouvements politiques révolutionnaires de gauche. Un cas bien connu est celui de Schakif Handal, leader historique du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). Fils de migrants palestiniens à El Salvador, il a dirigé le front politique de la guérilla salvadorienne (Baratta 1989, p.183). Un autre cas emblématique est celui de Moisés

Hassan, une des figures les plus importantes du mouvement *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN) au Nicaragua. Il était également descendant de migrants palestiniens (Akmir 2009; Baeza 2014). Comme nous le verrons plus tard dans ce chapitre, durant la période 1970-1980, les relations politiques, économiques, idéologiques et militaires entre la gauche latino-américaine et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se sont structurées en grande partie autour de ces deux descendants d'immigrants palestiniens.

3.2 Deuxième vague d'immigration arabe en Amérique latine

À partir de 1950, l'Amérique latine redevient une terre d'accueil pour des milliers de migrants provenant du Moyen-Orient. Cette nouvelle vague d'immigration arabe est déclenchée principalement par l'instabilité politique en Palestine et au Liban. Cependant, comme dans le cas de la première vague, l'ampleur du mouvement et le développement des communautés migrantes sont largement occasionnés par la présence des réseaux familiaux, amicaux et communautaires.

a. Contexte d'émigration

Les changements politiques survenus au Moyen-Orient entre 1930 et 1947 sont marqués par plusieurs événements, tels que l'effondrement de l'Empire, la colonisation franco-britannique et ensuite, par l'indépendance de plusieurs pays de la région, mise à part la Palestine. Le favoritisme politique des mandataires britanniques provoque l'escalade des conflits entre les populations juives et palestiniennes depuis la chute de l'Empire en 1923. D'après l'historien Hamit Bozarsla (2011, p.13), l'éclatement de la guerre entre 1947 et 1948 amorce un nouveau « cycle » historique au Moyen-Orient. Celui-ci est caractérisé par la naissance du mouvement panarabiste, ainsi que l'intensification des tensions sociopolitiques et religieuses dans la région. La création de l'État d'Israël est votée par l'ONU en novembre 1947 avant que la guerre arabo-israélienne n'éclate en mai 1948. Encore aujourd'hui, le conflit entre Israël et la Palestine – et le monde arabe en général – est loin d'être réglé. Les années 1947 et 1948 sont reconnues par le peuple palestinien comme les prémises de la période « tragique »: la *Nakbah*, une catastrophe marquée par l'occupation et l'exil (Bartet 2009; Lopez de la Torre 2015). La guerre dépasse ensuite les frontières israéliennes et cisjordaniennes, et prend une dimension régionale et mondiale.

La rivalité arabo-israélienne bouleverse le panorama politique du Moyen-Orient. D'une part, elle met au grand jour la vulnérabilité et la fragilité des récents états arabes (Bozarslan 2011); d'autre part, elle renforce l'identité panarabiste et la lutte pour la cause palestinienne dans presque toute la région moyen-orientale. Dès 1947, rassemblés sous un même bloc, les pays arabes condamnent la décision de l'ONU et appuient militairement le peuple palestinien (Antaki 2016). Malgré cette solidarité, leurs projets militaires échouent.

Les conflits de 1948 provoquent le départ forcé de plusieurs centaines de milliers de personnes palestiniennes; premièrement, vers les pays frontaliers, puis quelques années plus tard, vers d'autres parties du monde tel que le subcontinent latino-américain. Et pourtant, la période de 1947-1948 ne correspond qu'à la naissance du chaos : déclenchée par la nationalisation du canal de Suez et le blocus de Nasser contre les navires israéliens, une nouvelle guerre fait irruption dans le Sinaï en 1956 entre les troupes égyptiennes et israéliennes (Davidi 2006). Neuf ans plus tard, en 1967, une autre guerre éclate en Palestine. Ce conflit est communément appelé la « guerre des Six Jours », provoqué par la transgression des limites du cessez-le-feu par les forces israéliennes, qui ont envahi le Golan, la péninsule du Sinaï et la bande de Gaza. En octobre 1973, quelques pays arabes tentent d'abattre les forces israéliennes pendant la guerre du Ramadan-Yom Kippour. Les Égyptiens et les Syriens essayent de récupérer le Sinaï et le Golan respectivement, mais c'est un échec. Les défaites militaires pour la cause arabe se démultiplient, et l'hégémonie militaire israélienne dans la région est de plus en plus évidente.

D'autres conflits causés par l'occupation surviennent en 1987 et en 2000, lorsque les jeunes mouvements populaires palestiniens de l'*Intifada* se révoltent contre l'armée israélienne (Kuzumo 2013). Cette période est marquée par une forte répression militaire contre les civils, et par une renaissance de l'image de la lutte palestinienne (une lutte libérationniste, révolutionnaire, populaire, jeune et internationaliste).

Cette série de conflits a de grandes répercussions démographiques sur le peuple palestinien. Au Liban, plus de 100.000 Palestiniens ont été amenés à se réfugier dans des camps à partir de 1948. De nos jours, plus de 450.000 réfugiés palestiniens y vivent dans des situations précaires et marginales (Caron et Damant 2014). D'après l'Office de Secours et de Travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche Orient (UNRWA), environ 5 millions de

Palestiniens ont dû quitter leur terre natale depuis le début de la *Nakbah*¹⁵. Comme mentionné, la plupart se sont installés dans des pays limitrophes comme la Jordanie, la Syrie et le Liban; toutefois, une partie d'entre eux ont exploité leurs réseaux familiaux, amicaux et communautaires pour s'installer dans d'autres parties du monde, où des populations palestiniennes étaient déjà installées (Bartet 2009).

Pour cette raison, depuis les 50 à 60 dernières années, la région latino-américaine redevient une terre d'accueil importante pour des milliers de migrants provenant de la Palestine. À la différence de la première vague, durant laquelle les chrétiens étaient les cibles principales de la répression, cette vague-ci est marquée par la souffrance de tous les groupes ethno-religieux liée aux conséquences de l'occupation et de l'expulsion. De ce fait, l'immigration palestinienne contemporaine n'est pas exclusivement chrétienne; elle est aussi caractérisée par une présence importante de personnes de confession musulmane.

b. Installation et développement

Dû au fait que, pendant longtemps, la Palestine n'a pas été reconnue comme un État souverain dans la région latino-américaine¹⁶, les Palestiniens ont été confrontés à plusieurs démarches bureaucratiques compliquées pour pouvoir migrer. Par exemple, ils n'avaient accès à aucun passeport. Afin de promouvoir l'émigration et le dépeuplement des territoires occupés, les autorités israéliennes ont commencé, en 1967, à émettre des documents de voyages appelés « laissez-passer » (El Abed 2007, p.17). La même année, la Jordanie a décidé de délivrer des passeports temporaires pour que les réfugiés palestiniens puissent sortir du pays. À partir de

¹⁵ Voir plus : <https://www.unrwa.org> (consulté le 07 février 2019)

¹⁶ Avant 2005, les seuls pays en Amérique latine qui reconnaissaient la souveraineté du peuple palestinien étaient les pays du bloc « anti-impérialiste », c'est-à-dire Cuba et le Nicaragua sandiniste. Ces derniers ont reconnu l'indépendance de la Palestine en 1988 grâce au maintien de liens militaires et idéologiques avec l'OLP (Baratta 1989; Hoffman 1989). Ce n'est pas avant mars 2005, au moment où le Paraguay reconnaît l'État palestinien comme souverain, que l'ensemble de la région commence progressivement à faire pareil. Le dernier pays latino-américain à avoir reconnu la Palestine est la Colombie le 09 août 2018, voir plus : <https://www.efc.com/efc/espana/mundo/colombia-reconoce-estado-palestino-y-gobierno-de-duque-revisara-implicaciones/10001-3715023> (consulté le 21 janvier 2019).

1980, les autorités israéliennes ont arrêté d'émettre les « laissez-passer »; le gouvernement jordanien devenant alors le seul émetteur de documents de voyage pour les Palestiniens.

Malgré ces contraintes, vers 1960, les Palestiniens ont réussi à s'établir dans plusieurs pays d'Amérique latine. Les pôles d'attraction les plus importants en Amérique du Sud étaient le Chili et le Pérou, qui avaient déjà accueilli de nombreux palestiniens au début du siècle (Bartet 2009; Baeza 2014). Plus au nord, en Amérique Centrale, les migrants se sont installés au Honduras, au Salvador, au Nicaragua, et plus récemment, au Guatemala (Kuzumo 2013).

Nombre d'entre eux suivaient les traces de leurs familles et connaissances parties au début du siècle. De ce fait, une grande part des migrants arrivés durant la période 1950-1960 ont été embauchés dans les entreprises fondées par les migrants plus anciens. Progressivement, les nouveaux arrivants ont réussi à monter leurs propres commerces et à amplifier leurs activités commerciales, en embauchant à leur tour des migrants plus récents (Bartet 2009). Tout comme nous l'avons mentionné plus haut, les flux migratoires perpétuels vers l'Amérique latine ont été facilités par les réseaux et la solidarité entre les migrants, tout particulièrement en ce qui concerne le travail et le financement du projet migratoire.

Les petites et moyennes entreprises ont permis aux migrants d'expérimenter une ascension économique considérable et de contrôler certaines niches économiques. Par exemple, d'après l'anthropologue Nancie González (1992), vers la fin des années 1980, les Palestiniens possédaient autour du 75% des commerces dans le centre de San Pedro Sula, la deuxième ville la plus importante du Honduras. Bien que les migrants palestiniens de la deuxième vague soient passés par une ascension économique importante, celle-ci reste bien plus modérée que celle des migrants issus de la première vague d'immigration (Bartet 2009; Marin 2009).

Par ailleurs, l'intensification des flux migratoires a favorisé l'émergence de nouvelles associations et institutions migrantes. Encore une fois, le cas hondurien fournit un exemple assez représentatif : les migrants palestiniens arrivés à partir de 1960 ont monté la *Escuela San Juan Bautista* (le seul lycée trilingue espagnol-arabe-anglais de la région) et le *Club Hondureño-Árabe* (un club social de luxe avec trois restaurants, plusieurs salons sociaux et installations sportives) (Luxner 2001).

Les communautés palestiniennes d'Amérique latine ont développé non seulement une vie associative et communautaire, mais aussi des objectifs politiques. En 1967, le Club palestinien du Chili et la Fédération des associations brésiliennes palestiniennes ont créé une Confédération latino-américaine pour supporter la cause de l'OLP. Ces entités ont organisé un congrès à Sao Paulo cette même année, résultant en la création de la *Confederación Palestina Latinoamericana y del Caribe* (COPLAC). Jusqu'aujourd'hui, cette confédération regroupe la quasi-totalité des associations palestiniennes du subcontinent latino-américain et vise à mener des lobbys pro-palestiniens dans l'ensemble des pays de la région (El Attar 2001, p.258; Baeza 2014, p.67)¹⁷.

Malgré la création de cette organisation supranationale, les associations palestiniennes d'Amérique latine ont tendance à adopter des idées politiques centrées sur les contextes nationaux des pays d'accueil. Un exemple représentatif est celui de la *Fundación Bethlehem*, formée en 2001 au Chili. Cette association est une fondation lobbyiste pro-palestinienne qui essaye d'influencer les relations diplomatiques du Chili avec la Palestine et le reste du monde arabe (Baeza 2014). En règle générale, nous reconnaissons que les migrants palestiniens issus de la deuxième vague aient été plus actifs et impliqués politiquement dans la cause palestinienne, que leurs prédécesseurs (Baratta 1989, p.170).

Cet engagement explique l'apparition de nombreuses associations et institutions musulmanes dans l'ensemble du continent latino-américain. Comme mentionné plus haut, la deuxième vague a été marquée par l'arrivée de milliers de musulmans. Parallèlement, à partir de 1980, plusieurs mosquées, associations islamiques et cimetières musulmans ont commencé à apparaître dans l'ensemble de la région. Or, à partir des attaques du 11 septembre en 2001, l'islamophobie s'est propagée dans l'ensemble du territoire latino-américain (Civantos 2006; Akmir 2009; Kusumo 2013). Par exemple, en Argentine, des tombes du cimetière musulman de Buenos Aires ont été vandalisées. Des explosifs ont été plantés dans deux mosquées de la ville. Bien que la

¹⁷D'après quelques informateurs, cette organisation a arrêté de fonctionner à partir des années 1980, mais a resurgi en 2016 avec l'appui du président palestinien actuel, Mahmud Abbas. La renaissance de la COPLAC a comme objectif d'établir des liens plus étroits entre les communautés palestiniennes d'Amérique latine et l'État palestinien.

communauté musulmane ait dénoncé ces actes, la police n'a pas estimé qu'il s'agissait de crimes haineux (Civantos 2006, p.14).

En résumé, les expériences des migrants palestiniens issus de la deuxième vague d'immigration sont caractérisées par :

- Leur établissement dans des pays où des communautés palestiniennes étaient déjà installées.
- Une incorporation effective dans le secteur commercial grâce aux solidarités entre les compatriotes.
- Une ascension économique importante, mais plus modérée que celle expérimentée par la première vague d'immigration (1870-1930).
- La création d'associations et institutions culturelles, sociales et religieuses, notamment dans les cas musulmans et orthodoxes.
- Une participation politique beaucoup plus active en faveur de la cause palestinienne.
- Leur confrontation à l'arabophobie et l'islamophobie, surtout à partir des actes terroristes du 11 septembre 2001.

3.3. L'Amérique latine et le conflit israélo-palestinien

« It appears that Latin American nations, the very republics that were instrumental in creating the State of Israel and partially responsible for the diaspora of the Palestinians in 1947, are now politically and economically manipulated and massaged by the Arabs in a reverse vision » (Baratta 1989, p.166).

Les votations de 1947 à L'ONU pour la division de la Palestine ont donné aux pays latino-américains un rôle prépondérant dans l'avenir politique du Moyen-Orient. Bien que les migrants palestiniens aient essayé d'influencer les politiques extérieures des pays latino-américains, la région est considérée aujourd'hui comme étant pro-israélienne. Une véritable coopération internationale avec l'État palestinien n'apparaît que dans quelques cas ponctuels.

a. La votation de 1947 et l'influence des communautés palestiniennes d'Amérique latine

Les nations latino-américaines ont eu un poids important dans le vote de la résolution 181, en 1947, pour la partition de la Palestine. La plupart des pays ont été persuadés par le

mouvement sioniste et ont voté en faveur de la partition. La Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, la République dominicaine, l'Équateur, le Guatemala, l'Haïti, le Nicaragua, le Panama, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela; ont tous voté en faveur de la création de l'État israélien. Seul Cuba a voté contre, et l'Argentine, le Chili, la Colombie, le Honduras, le Salvador et le Mexique se sont abstenus (Bahbah et Butler 1986, p.64-65). Au niveau mondial, 33 pays ont voté en faveur de la résolution 181, dont 13 votes provenant exclusivement de la région latino-américaine et des Caraïbes.

Tandis que le positionnement pro-israélien triomphait dans la région latino-américaine, les communautés palestiniennes d'Amérique latine connurent quelques victoires politiques. D'après la sociologue Cecilia Baeza (2014, p.65), il est important de noter l'abstention des pays que nous venons de mentionner à l'égard de la résolution 181. Selon l'auteure, leur décision a été prise grâce à un lobby politique intense mené par les communautés palestiniennes et libanaises dans ces différents pays.

b. Israël – Amérique latine: une alliance militaire de droite

Les relations entre l'Amérique latine et Israël se sont renforcées à partir des années 1960. L'État israélien forma des alliances économiques importantes avec plusieurs gouvernements autoritaires latino-américains, notamment pour la vente d'armements et de technologies militaires. Pendant la période 1970-1990, ces relations commerciales ont augmenté considérablement, l'ensemble de la région latino-américaine traversant une période de violence et de conflits vis-à-vis des mouvements révolutionnaires.

À partir des années 1980, l'Amérique latine est devenue l'un des partenaires économiques les plus importants d'Israël. L'Amérique latine a acheté plus du 50% des exportations totales d'armements israéliens dans le monde. En 1980, Israël a vendu autour de 1,2\$US milliard en armements à l'Argentine et El Salvador (Bahbah et Butler 1986, p.61-70). On estime qu'entre 1972 à 1982, la vente d'armements israéliens en Amérique latine a augmenté de 608% (Hoffman 1989, p.490).

L'alliance économique et militaire avec Israël s'est surtout développée dans les pays gouvernés par des groupes militaires d'extrême droite. À juste titre, l'Amérique centrale a été considéré comme l'un des noyaux commerciaux les plus importants de l'armement israélien. Durant la

guerre civile, les gouvernements militaires salvadoriens se sont armés d'arsenaux israéliens modernes afin d'affronter les guérillas dirigées par le *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN). De 1975 à 1983, 83% des achats militaires salvadoriens ont été réalisés en Israël. Durant ces années, le gouvernement a acheté 25 avions *Arava* (fabriqués par *Israel Aircraft Industries*) à Israël, 6 avions de combat français *Fouga Magister* et 18 avions de combat *Dassault Ouragan* (fabriqués en Israël par *Dassault Aviation*) (Hoffman 1989, p.487).

Le phénomène s'est reproduit au Honduras. À partir de 1979, lorsque le *Frente Sandinista de Liberación Nacional* (FSLN) prit le pouvoir au Nicaragua, Israël a augmenté la vente d'armements au Honduras, pays où les *Contras* (les mouvements paramilitaires de droite qui cherchaient à renverser le gouvernement sandiniste) s'entraînaient pour mener une contre-révolution (Bahbah et Butler 1986; Hoffman 1989). Le cas nicaraguayen est emblématique, puisqu'il a été – avec Cuba – l'un des seuls pays à établir des relations militaires avec l'OLP afin de résister aux mouvements paramilitaires financés par les États-Unis et armés par Israël.

En Amérique centrale, le Guatemala était le partenaire commercial le plus important d'Israël. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, durant la guerre civile guatémaltèque (1964-1996), Israël est devenu l'allié militaire le plus important des régimes autoritaires.

c. Migrants palestiniens dans les mouvements révolutionnaires de gauche : l'alliance de l'OLP avec les guérillas salvadoriennes et nicaraguayennes.

Malgré l'intensification des relations et des coopérations entre les gouvernements militaires latino-américains et Israël, l'OLP a joué un rôle considérable dans la région. En effet, à partir des années 1960, l'OLP – dirigée par Yasser Arafat – a essayé de créer des liens plus forts avec d'autres mouvements libérationnistes, notamment en dehors du monde arabe. En raison du succès économique des migrants palestiniens, la région latino-américaine était une cible attrayante pour l'OLP : elle constituait un pôle potentiel de financement et d'appui international pour la lutte « anti-impérialiste ». Par le fait que l'ensemble du territoire ait été gouverné par des régimes militaires répressifs et associés à Israël, la stratégie politique de l'OLP a été de s'allier avec les mouvements populistes et révolutionnaires de gauche (Baratta 1989). Dès 1966, au même moment où Fidel Castro organisa la Conférence tricontinentale (Amérique latine, Afrique et Asie) à La Havane, l'OLP a commencé à prendre contact avec divers groupes

révolutionnaires et communistes tels que le mouvement sandiniste nicaraguayen et le FMLN salvadorien (Hoffman 1989, p.483).

Comme nous l'avons mentionné antérieurement, la majorité des descendants palestiniens issus de la première vague d'immigration ont joint des partis conservateurs de droite. Néanmoins, au sein des mouvements révolutionnaires salvadorien et nicaraguayen, nous retrouvons des figures éminentes d'origine palestinienne ayant facilité les alliances militaires et idéologiques avec l'OLP.

Dans le cas salvadorien, les mouvements révolutionnaires de gauche ont réussi à établir des liens militaires et stratégiques avec l'OLP grâce à quelques membres de la communauté palestinienne du pays. Pensons par exemple, à Shafik Handal, un Salvadorien d'origine palestinienne, marxiste et commandant historique de la guérilla du FMLN. Ses parents ayant été commerçants, il s'est rapidement impliqué dans la lutte révolutionnaire aux côtés de ses frères (Akmir 2009; Foroohar 2011; Baeza 2014). Handal est alors devenu responsable de la gestion des liens et coopérations militaires entre la guérilla salvadorienne et l'OLP. D'après Robert Baratta (1989, p.182-183), ces relations ont facilité l'entraînement militaire des troupes communistes salvadoriennes dans des camps de réfugiés palestiniens à Beyrouth. L'OLP a ainsi fourni les communistes salvadoriens en armement soviétique durant cette même époque. En guise de représailles suite à l'appui fourni par Israël au régime autoritaire, les groupes révolutionnaires salvadoriens ont posé une bombe dans l'ambassade israélienne de San Salvador et détruit une grande quantité d'arsenaux militaires israéliens dans l'aéroport international d'*Ilopango*.

Cette situation engendra une forte division au sein de la communauté palestinienne salvadorienne. En raison de l'implication des frères Handal dans le Parti communiste et le FMLN, plus de 2.000 personnes d'origine palestinienne ont été soupçonnées de contribuer à la guérilla salvadorienne et à l'OLP, organisations perçues à l'époque comme terroristes (Baratta 1989, p.183). D'après Cecilia Baeza (2014, p.63), la présence de descendants palestiniens dans les mouvements communistes salvadoriens a provoqué la renaissance d'un sentiment anti-turc et anti-palestinien.

Malgré la guerre civile sanglante qui a causé la mort de 75.000 personnes, Shafik Handal a gagné en popularité après 1992, année à laquelle il a transformé le FMLN en parti politique et

signé des accords de paix avec le gouvernement. Lors des présidentielles de 2004, il a dû affronter Emilio Saca, également descendant de migrants palestiniens. Contrairement à Handal, ce dernier faisait partie de l'aile conservatrice de droite, le parti ARENA, et c'est lui qui a remporté les élections (Foroohar 2011).

Un autre cas qui illustre l'alliance des mouvements révolutionnaires avec l'OLP est celui du Nicaragua. Les relations entre l'OLP et le mouvement du FSLN se sont établies en 1966 à Cuba, bien avant que les sandinistes renversent le gouvernement d'Anastasio Somoza. D'après Robert Baratta (1989, p.181-182), les relations militaires entre les sandinistes et l'OLP se sont consolidées en 1969. En effet, cette année-là, 52 sandinistes ont été formés dans des camps de l'OLP au Liban et en Algérie. En 1970, des sandinistes se sont même battus aux côtés de l'OLP lorsque le roi Hussein a voulu expulser l'OLP de la Jordanie (Hoffman 1989). Et quand les sandinistes ont triomphé au Nicaragua en 1979, l'OLP a fourni un soutien technique et matériel fondamental (armements et troupes).

Bien que l'alliance militaire Sandiniste-OLP ait été déclenchée par les efforts cubains visant à rallier les différents fronts révolutionnaires du monde, les migrants et descendants palestiniens au Nicaragua ont joué un rôle important dans cette relation géopolitique. Les communications avec l'OLP ont été facilitées par le migrant palestinien Moisés Hassan, tandis que la capitale du Nicaragua, Managua, négociait l'achat d'armements soviétiques avec l'organisation palestinienne (Baeza 2014, p.63).

Cette coopération militaire a valu l'expulsion des diplomates israéliens du Nicaragua et la fermeture de l'ambassade israélienne par le gouvernement sandiniste. Simultanément, il a permis à la première représentation diplomatique de l'autorité palestinienne dans toute la région latino-américaine de s'installer. Lors des votations à l'ONU en 1988, le Nicaragua et Cuba ont été les seuls pays de la région latino-américaine à avoir reconnu la souveraineté du peuple palestinien (Baratta 1989, p.182). Historiquement, le Nicaragua demeure donc l'allié géopolitique le plus important de la Palestine en Amérique latine. Yasser Arafat avait même proclamé à Managua : « *The Nicaraguan people's victory is the victory of the Palestinians* » (Hoffman 1989, p.487).

Conclusion

Historiquement, l'émergence de l'immigration moyen-orientale en Amérique latine s'explique par plusieurs événements et situations structurantes : des conflits et des guerres, des restructurations politiques, des confrontations socioreligieuses et des situations économiques marginales. À partir de ces différents événements, deux vagues d'immigration arabe sont apparues dans le subcontinent latino-américain.

Toutefois, l'amplification du mouvement migratoire, le développement des différentes communautés et l'expansion démographique ont été rendus possibles grâce aux réseaux des migrants et leurs liens maintenus avec la terre natale. Malgré les différences notables entre les deux vagues d'immigration, dans les deux cas, le commerce a joué un rôle prépondérant dans l'essor des communautés arabes. La croissance de celui-ci dépendait de la présence de « personnes de confiance », raison pour laquelle les migrants finançaient – et continuent toujours de financer – les projets migratoires des proches restés en Palestine. C'est donc grâce au commerce que les « chaînes migratoires » (Weber 2004) palestiniennes se sont consolidées en Amérique latine.

Finalement, comme nous avons pu le constater, le positionnement géopolitique de l'Amérique latine dans le conflit israélo-palestinien a d'importantes répercussions sur les communautés palestiniennes du subcontinent. Malgré une dominance pro-israélienne, quelques fronts politiques se sont rangés du côté des communautés palestiniennes, ce qui démontre non seulement leur engagement politique, mais aussi le poids et le pouvoir économique qu'elles peuvent avoir au niveau local.

Pour faire suite à cette mise en contexte de la migration moyen-orientale dans la région latino-américaine, nous allons reconstruire l'histoire et décrire la situation actuelle de la communauté palestinienne contemporaine au Guatemala. Globalement, les expériences des migrants palestiniens au Guatemala sont très similaires à celles que nous avons énoncées pour l'ensemble de l'Amérique latine.

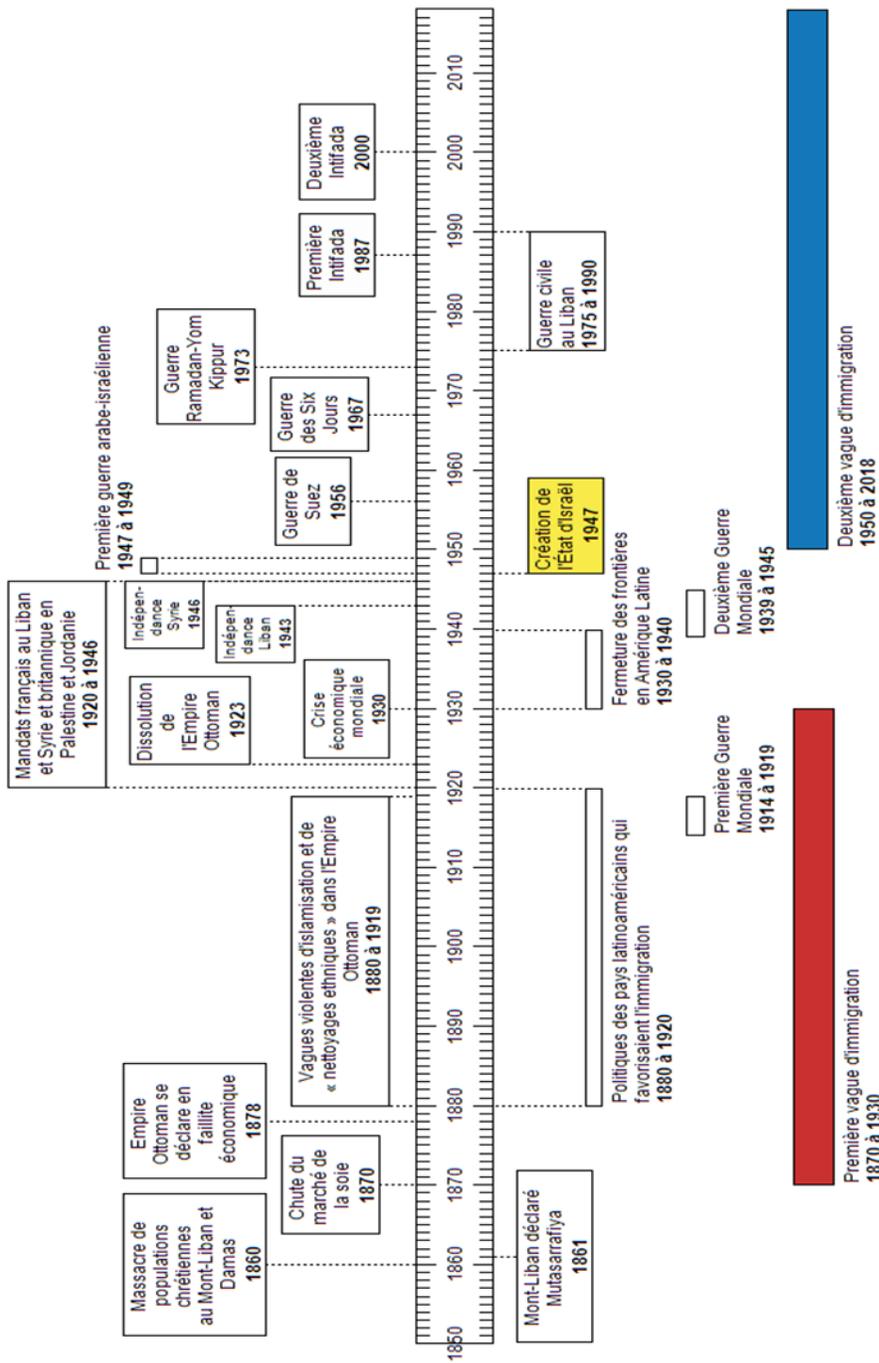


Figure 7. L'immigration moyen-orientale en Amérique latine

Chapitre 4. La migration palestinienne au Guatemala

Introduction

Les travaux scientifiques portant sur la migration palestinienne au Guatemala sont peu nombreux; or, à partir des données collectées durant le travail de terrain, nous avons trouvé plusieurs similitudes intéressantes entre le cas guatémaltèque et le reste de la région latino-américaine. Par exemple, sous un angle historique, il est possible d'appliquer le schéma proposé par Abdelluahed Akmir (2009). Dans ce sens, la migration palestinienne au Guatemala peut être décomposée en deux vagues d'immigration. La première débute vers la fin du XIX^{ème} siècle et se termine pendant la décennie de 1930; la deuxième surgit il y a 40-50 ans et se poursuit aujourd'hui. Tout comme dans le reste de la région latino-américaine, les Palestiniens au Guatemala ont connu une ascension économique remarquable grâce au commerce et à la production textile. Bien qu'il existe plusieurs ressemblances entre le cas guatémaltèque et le reste des pays latino-américains, la migration moyen-orientale au Guatemala n'a jamais été massive comme au Chili, au Honduras, en Colombie, au Mexique, en Argentine ou au Brésil.

Nous diviserons ce chapitre en deux parties. Dans la première partie, nous décrirons l'histoire et les expériences vécues par les migrants issus de la première vague d'immigration palestinienne au Guatemala (1890 à 1936). Ensuite, nous présenterons un aperçu ethnographique de la migration palestinienne post-*Nakbah*, des 40 à 50 dernières années.

4.1. Les premiers Palestiniens au Guatemala (1890-1936)

Les premiers migrants palestiniens au Guatemala provenaient de villages majoritairement chrétiens (orthodoxes), tels que Taybeh et Bethléem. Ces personnes émigraient en raison de leurs conditions de vie précaires et de la crise économique dans l'ensemble de l'Empire ottoman. Même si le Guatemala n'était pas vu comme un pays attractif pour immigrer, une centaine de familles palestiniennes se sont installées dans le pays dès le début du XX^{ème} siècle (González 1992, 1997; Marín 2009; Kusumo 2013). La majorité des immigrants moyen-orientaux au Guatemala étaient des Palestiniens; or, quelques Libanais et Syriens se sont également établis dans le pays à la même période.

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, la migration palestinienne vers l'Amérique latine a débuté assez tardivement en comparaison aux migrations libanaises et syriennes. Les Palestiniens ont eu tendance à s'installer dans des pays « secondaires », où la concurrence commerciale n'était pas si développée (Baeza 2014). Le cas guatémaltèque en est un bon exemple, la première véritable vague d'immigration palestinienne n'ayant commencé qu'en 1920. Avant d'immigrer au Guatemala, la majorité traversaient des pays plus développés de la région latino-américaine, tels que le Mexique et la Colombie; or, les Palestiniens y retrouvaient des communautés libanaises et syriennes déjà bien établies. Afin d'éviter l'émergence d'une compétition commerciale, ils ont préféré migrer vers des pays aux marchés moins concurrentiels comme le Guatemala, le Salvador et le Honduras.

Avant de décrire les expériences vécues par cette première vague, nous devons préciser qu'une bonne partie de nos données ont été collectées auprès de descendants de migrants palestiniens venus entre 1916 et 1925. Nous avons pu interviewer ces personnes grâce au fait qu'elles participent actuellement au conseil administratif de l'Association palestinienne guatémaltèque et de l'Association arabe du Guatemala.

a. Installation et activités économiques

Les premiers migrants palestiniens au Guatemala ont débarqué à Puerto Barrios, entre 1882 et 1890, dans des navires provenant de Veracruz (Mexique). À l'époque, la ville de Puerto Barrios était la seule entrée dans le pays de toute la côte Atlantique. Au début du XX^{ème} siècle, la population palestinienne ne dépassait même pas les 20 personnes. Ce n'est qu'à partir de 1910, et surtout pendant la période de 1920-1925, qu'à peu près 85 familles palestiniennes se sont installées dans le pays. La plupart provenaient de deux villages chrétiens palestiniens, Bethléem et Taybeh; dans la majorité des cas, les migrants ont quitté la Palestine depuis le port de Haïffa. Il est à noter que ces migrants possédaient déjà des liens familiaux et communautaires avec d'autres Palestiniens habitant en Amérique centrale, notamment au Honduras et au Salvador. D'après nos informateurs, ces liens ont facilité la mobilité des Palestiniens entre ces trois pays au cours des décennies suivantes.



Figure 8. Localisation de Puerto Barrios, porte d'entrée au pays sur la côte atlantique

En ce qui concerne leur installation, les Palestiniens n'ont pas rencontré de difficultés légales pour demeurer sur le territoire guatémaltèque. Les gouvernements libéraux de l'époque (1870-1943), sous l'influence d'idéologies empruntées de l'Occident, visaient à imiter le « progrès » et le succès économique des sociétés « modernes ». Pour ce faire, les libéraux ont essayé d'inciter l'immigration occidentale, tout particulièrement allemande et belge (Wagner 2007). Suivant cette logique, les gouvernements ont adopté des lois d'immigration attrayantes, à savoir, la loi sur l'immigration de 1879 voté par le Décret gouvernemental 234 et la loi sur l'immigration de 1896, élue par le Décret gouvernemental 520 (Fernández 2008).

Les libéraux cherchaient à moderniser et industrialiser l'économie nationale surtout à partir du secteur primaire. L'ouverture des frontières visait donc l'incorporation rapide des immigrants dans l'intensification de la production du café, produit d'exportation le plus important à cette époque. Le *modus operandi* des gouvernements était le suivant: ils fournissaient aux immigrants des avantages relatifs à leur établissement, tels que l'exemption d'impôts, l'accès aux terres et

une main-d'œuvre autochtone de bon marché (pratiquement gratuite). En contrepartie, les immigrants devaient obtenir des sources d'investissements dans leurs pays d'origine pour industrialiser la production du café et établir des liens commerciaux avec les marchés européens et nord-américains (Tischler 2001). Cette dynamique a bien fonctionné avec les immigrants allemands : vers 1939, il y avait autour de 2200 familles allemandes installées dans le pays (Fernández 2008), et elles avaient investi plus de 200.000.000 deutsche marks dans la production de café (Castellanos Cambranes 1985, p.145), soit plus de 80.000.000\$ US.

Pour leur part, les Palestiniens ont profité des lois d'immigration pour s'installer sur le territoire. En revanche, ils n'ont jamais investi le secteur agricole; ils se sont plutôt dédiés au commerce ambulante, à l'établissement de magasins et, par la suite, à la production textile dans la ville de Guatemala. Au début du siècle, le commerce ambulante était la première activité économique qu'ils menaient. Graduellement, ils ont récolté les moyens nécessaires pour monter des magasins. D'après l'anthropologue Nancie Gonzalez (1997, p.289-292), dès 1908, plusieurs familles palestiniennes ont installé des magasins de tissus dans le marché urbain le plus important de cette époque, *El Portal del Señor*.

À l'époque, *El Portal del Señor* était situé à côté de la place centrale de la ville. C'était un centre de commerce destiné au ravitaillement et à la vente en gros; il était devenu le centre commercial le plus important du pays. Les magasins des Palestiniens ont rencontré un succès considérable puisqu'ils offraient de nouveaux produits importés d'Europe et d'Asie à prix accessibles pour le marché populaire guatémaltèque. Selon Gonzalez (1997, p.290), pendant les deux premières décennies du XX^{ème} siècle, le marché *El Portal del Señor* était aussi connu comme « *El Portal de los Turcos* ». Comme l'auteure le précise, ce nom faisait référence aux migrants palestiniens qui commerçaient sur le marché. Ce constat démontre qu'au Guatemala, les migrants moyen-orientaux étaient aussi appelés *Turcos*, lié au fait qu'ils étaient rentrés dans le pays avec un passeport ottoman.

Jusqu'à la fin des années 1920, presque tous les migrants palestiniens étaient des hommes. Cependant, lorsqu'ils parvenaient à épargner une quantité suffisante d'argent, ils repartaient en Palestine pour se marier, puis retournaient au Guatemala avec leurs épouses. Bien évidemment, ceci n'était pas une norme absolue. Certains se sont mariés avec des femmes guatémaltèques et d'autres sont retournés définitivement dans leur pays. En tout cas, ce n'est qu'à partir du début

des années 1930 que des femmes et enfants palestiniens sont apparus dans le paysage social du Guatemala.

Comme nous l'avons mentionné, les migrants étaient connectés par divers liens familiaux et communautaires avec des migrants installés au Honduras et au Salvador. Dès le début du XX^{ème} siècle, de nombreux chrétiens provenant de Bethléem se sont installés à San Pedro Sula et à San Salvador (González 1992; 1997; Amaya 1995). Durant la période de 1920-1930, les expériences vécues par les Palestiniens dans ces trois pays ont été plutôt positives, au vu des profits économiques qu'ils ont réussis à tirer du commerce. Cependant, en 1936, un changement politique a fortement affaibli la communauté palestinienne du Guatemala. Dû à la crise économique de 1929, le gouvernement fermait ses frontières, et à partir des années 1930, de nombreuses familles ont décidé de quitter le Guatemala pour s'installer au Salvador ou au Honduras.

b. Fermeture des frontières

Durant la phase libérale (1871-1944), plusieurs groupes non-occidentaux, dont des Arabes palestiniens et libanais (González 1992; 1997; Marín 2009), des Juifs d'Europe de l'Est (Deola 1997) et des Chinois cantonnais (Girón 2011), ont profité des avantages légaux pour s'installer à *Ciudad de Guatemala* ou à Quetzaltenango. Or, tout a basculé durant le mandat du militaire Jorge Ubico (1931 à 1944), le gouvernement ayant décidé de stopper l'immigration « indésirée ».

Rappelons que l'objectif des libéraux était d'occidentaliser l'économie et la vie sociale du pays (Asturias 2007 [1917]). Le gouvernement d'Ubico a donc proclamé une nouvelle loi sur l'immigration (*Ley de Extranjería*) en 1936 (Décret 1781). Celle-ci ciblait directement certains groupes ethniconationaux (non-européens). Par exemple, l'article 10 interdisait l'entrée

« [d'] individus de race jaune ou mongolique; les individus de race noire [...] ; les gitans [...] » (Loi sur l'immigration 1936, Article 10, paragraphe A, traduction personnelle¹⁸).

¹⁸ Citation en espagnol :

« [...] *individuos de raza amarilla o mongólica; de los individuos de raza negra [...]; los gitanos [...]* » (Ley de Extranjería, artículo 10, párrafo A).

Dans ce même article, le gouvernement déclarait l'interdiction d'entrée aux :

« [...] individus, quelle que soit leur nationalité, de race turque, syrienne, libanaise, arabe, grecque, palestinienne, arménienne, égyptienne, afghane, hindoue, bulgare, russe, ainsi que les races natives du littoral du nord de l'Afrique » (Loi sur l'immigration 1936, Article 10, paragraphe D, traduction personnelle¹⁹).

La Loi sur l'immigration de 1936 était explicitement raciste, et coïncide avec la fermeture des frontières dans d'autres pays d'Amérique latine compte tenue de la crise économique mondiale de 1929 (Marmora, Domenach et Guillon 1995). Le cas guatémaltèque n'est donc pas isolé, presque tous les pays latino-américains ayant empêché l'arrivée d'immigrants non-européens (chinois, indiens, africains, juifs et arabes) pendant les années 1930.

Le fait que cette loi ait ciblé les moyen-orientaux démontre qu'au Guatemala, les élites *criollas* (d'origine espagnole et occidentale) avaient une perception négative des populations arabes. Il est très probable que cette discrimination se soit développée suite aux importantes richesses amassées par les Palestiniens à travers le commerce. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le sentiment anti-arabe s'était bien répandu à travers plusieurs pays de la région latino-américaine, particulièrement chez les élites blanches d'origine occidentale (El Attar 2001; Civantos 2006; Akmir 2009).

D'après Nancie Gonzalez (1992; 1997), la promulgation de la Loi sur l'immigration de 1936 a eu de graves répercussions sur la communauté palestinienne, notamment au niveau démographique; en effet, les hommes ne pouvaient plus faire venir leurs femmes de la Palestine. Selon l'auteure, cette loi a également provoqué le déplacement de plusieurs familles vers le Honduras, où les lois sur l'immigration ne ciblaient pas les Arabes. De plus, des centaines de familles provenant de Bethléem étaient déjà installées à San Pedro Sula (Amaya 1995, p.10). Selon l'anthropologue Gonzalez (1992), les migrants palestiniens (issus de la première vague) restés au Guatemala se sont isolés et ont « perdu » leur identité moyen-orientale :

¹⁹ Citation en espagnol:

« A los individuos, cualquiera que sea su nacionalidad, de raza turca, siria, libanesa, árabe, griega, palestina, armenia, egipcia, afgana, indú, búlgara, rusa, y los de razas nativas del litoral del Norte de África » (Ley de Extranjería, artículo 10, párrafo D).

« The Guatemalan Palestinian community, although relatively large and containing many prominent individuals, seemed not to have retained so much of its cultural identity as was the case in Honduras » (González 1992, p.3).

Jusqu'aujourd'hui, cette idée s'est reproduite à travers les générations successives. D'après les descendants des migrants de la première vague, leurs parents ne se sont pas sentis bien accueillis dans le pays, de sorte qu'ils n'ont jamais voulu créer d'associations culturelles ou sociales. Selon nos informateurs, l'absence de projets associatifs a provoqué une perte culturelle au sein de la deuxième génération, leur génération. Les enfants n'ont jamais appris la langue arabe et ne se sont jamais intéressés à leur identité palestinienne. Certains ont exprimé leur regret face à ce manque d'engagement, et considèrent que les premiers Palestiniens et leurs descendants sont devenus complètement guatémaltèques.

« Il n'y avait rien, on n'a jamais été très organisés malheureusement. La collectivité ou communauté s'organisait seulement pour des événements sociaux, elle a été toujours très unie, mais n'a jamais pensé à semer des graines à travers un club ou une organisation qui les aurait représentés » (Descendant de migrants palestiniens venus entre 1910 et 1916, Secrétaire de l'Association palestinienne guatémaltèque)

« Eux [les premiers migrants palestiniens], ils ont perdu leur identité palestinienne parce qu'ils n'ont jamais eu pour projet de faire une association avec un siège officiel, comme dans tous les pays latino-américains et centraméricains. Avant, c'était facile et pas cher de faire ça. Au Honduras, au Salvador, et en Colombie, ils ont des grandes installations pour faire des clubs arabes ou des associations ». (Migrant palestinien, président de l'association palestinienne guatémaltèque).

Les constats de Gonzalez (1992; 1997) sont assez représentatifs et similaires à ce que nous avons observé durant le travail de terrain; or, nous croyons qu'ils sont un peu trop pessimistes au sujet de l'identité palestinienne. Certes, les premiers migrants palestiniens au Guatemala n'ont pas établi des bases organisationnelles en tant que telles; mais, à notre avis, ils n'ont pas complètement perdu leur identité palestinienne non plus. Nous n'avons pas trouvé d'associations, mais nous avons pu constater que plusieurs Palestiniens venus au début du siècle ont essayé de participer politiquement lors de la crise de 1947-1948 en Palestine. En effet, quelques-uns de leurs descendants rappellent par exemple, qu'en 1948, leurs parents se sont organisés pour envoyer 10.000\$US en donations à une organisation d'aide humanitaire en Palestine.

En tout cas, malgré le peu d'initiatives associatives et politiques, les premiers migrants palestiniens au Guatemala ont réussi à développer des activités économiques avec succès. Ces

migrants, peu scolarisés et provenant de contextes assez marginaux, ont tout de même réussi à offrir une éducation universitaire à leurs enfants. Progressivement, ces derniers ont pris le relai des activités commerciales de leurs parents. Certains d'entre eux ont réussi à faire de grandes fortunes dans le secteur textile; d'autres ont fait leur entrée dans des professions libérales. Durant les années 1940 et 1950, les Palestiniens et leurs descendants se sont positionnés comme une petite élite commerciale et industrielle dans le secteur des tissus.

c. Les politiques économiques institutionnalistes et les Guatémaltèques palestiniens

Il est certain que la fermeture des frontières en 1936 et le contexte politique des années 1930 ont eu des répercussions sur la communauté palestinienne du pays. Mais lors de la Révolution de 1944, le contexte politique et économique a changé radicalement. Les gouvernements progressistes de Juan José Arévalo (1945-1951) et Jacobo Árbenz Guzmán (1952-1954) ont cherché à développer un capitalisme interne en priorisant la production industrielle nationale. Ces deux gouvernements ont alors encouragé les investisseurs locaux de s'introduire dans l'industrie et la production interne. Les descendants des premiers Palestiniens ont profité des politiques économiques pour investir dans le secteur industriel des textiles, qu'ils contrôlaient déjà au niveau commercial. Dans son analyse historique des processus d'industrialisation du pays, le sociologue René Poitevin (1977, p.103) a noté que, pendant la période des gouvernements révolutionnaires (1944-1954), les principaux entrepreneurs dans le secteur industriel des textiles étaient surtout des descendants d'immigrants moyen-orientaux (syriens, libanais et palestiniens) et juifs. À partir des années 1940 et 1950, les Palestiniens ont donc commencé à faire partie d'une nouvelle élite industrielle.

Durant ces années, plusieurs familles palestiniennes se sont démarquées par la création de grands complexes industriels; par exemple, la famille Safie, qui a établi l'une des plus grandes industries textiles de toute l'Amérique centrale, l'industrie *La Estrella* (Marin 2009, p.478). Les Guatémaltèques palestiniens sont devenus des acteurs importants sur le plan économique grâce à leurs investissements et leur association avec plusieurs factions de l'élite guatémaltèque. Un exemple très connu est le cas de David Abularach, fils de migrants provenant de Bethléem qui, pendant les années 1960 et 1970, a fait partie du conseil administratif de la *Cámara de Industria de Guatemala* (CIG) (Chambre d'industrie du Guatemala). La famille Abularach a réussi à faire

fortune dans le secteur industriel, ce qui leur a permis d'investir dans d'autres secteurs économiques et de créer des alliances avec des familles *criollas* de l'élite guatémaltèque, telle que la famille Castillo, d'origine espagnole. Avec cette dernière famille, les Abularach ont créé en 1968 le *Banco Industrial*, l'une des banques privées les plus importantes du pays (Dosal 2005, p.197-200).

Il est intéressant de noter que, jusqu'à nos jours, les deuxième et troisième générations de palestiniens font partie de l'élite du pays; prenons l'exemple de Jorge Briz Abularach, descendant de palestiniens de Bethléem, qui a présidé la Chambre de commerce du Guatemala en 2004, et le Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF) en 2016, lobby qui rassemble les hommes d'affaires les plus importants du pays.

L'ascension sociale et économique des descendants palestiniens fut accompagnée d'une participation en politique assez remarquable, surtout au sein des partis politiques de droite (représentant les élites économiques du pays). En effet, nous retrouvons plusieurs hommes politiques d'ascendance palestinienne (deuxième et troisième générations) dans le parti de droite *Partido de Avanzada Nacional* (PAN) : le député Emilio Saca Dabdoub (1996-2000), ainsi que le maire de la ville de Flores (département du Petén), Emilio Tager (2006-2010) (Marin 2009, p.480).

Malgré cette tendance conservatrice, certains descendants palestiniens se sont alliés à des mouvements politiques progressistes. Un cas exemplaire est celui de Mario Dary, d'ascendance palestinienne, qui a été un célèbre écologiste, académicien et défenseur des ressources naturelles du pays dans les années 1970-1980. Recteur de l'Université de San Carlos de Guatemala (USAC), Dary était très actif sur le plan politique, défendant toujours des valeurs démocratiques. Même s'il n'a pas participé directement à un parti politique, il était une figure publique très importante pour les mouvements progressistes du pays, particulièrement dans la communauté universitaire. En 1981, Dary a été abattu par des groupes paramilitaires d'extrême droite²⁰ qui visaient à éradiquer le « communisme » du pays. Malgré leur participation politique (à gauche

²⁰ Voir plus : <https://www.prensalibre.com/hemeroteca/asesinan-al-rector-de-la-usac-mario-dary-en-1981/> (Consulté le 25 février 2019)

ou à droite), il est à noter que les descendants palestiniens n'ont jamais profité de leurs positions de pouvoir pour se manifester publiquement en faveur de la cause palestinienne.

4.2. Une approche ethnographique de la migration palestinienne au Guatemala (de 1960 jusqu'à nos jours).

Durant le travail de terrain, nous n'avons pas trouvé de statistiques officielles pour la population palestinienne au Guatemala. Aujourd'hui, l'Association palestinienne guatémaltèque estime qu'il y aurait environ 300 à 500 familles palestiniennes; avant 1950, ce nombre ne dépassait pas 100. D'un point de vue historique, le Guatemala n'a jamais été considéré comme une destination emblématique pour les migrants palestiniens. Toutefois, le phénomène a pris plus d'ampleur ces 40 dernières années (la phase *post-Nakbah*) (Kusumo 2013). Selon l'ambassadeur de l'État palestinien à El Salvador, il y a plus de migrants palestiniens au Guatemala qu'ailleurs en Amérique centrale. Bien que les communautés palestiniennes à El Salvador et au Honduras soient plus nombreuses, ces dernières sont surtout composées de descendants de migrants issus de la première vague. La migration palestinienne au Guatemala, quant à elle, est plus actuelle. Depuis plusieurs décennies, ce pays est réputé comme étant le plus attractif de la région pour mener des activités commerciales.

« [...] on disait que c'était l'âge d'or pour faire de l'argent au Guatemala » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 51 ans).

Les années 1950-1960 peuvent être envisagées comme le début de la deuxième vague d'immigration palestinienne au Guatemala. C'est une période durant laquelle plusieurs jeunes Palestiniens sont arrivés en suivant les traces de leurs familles venues au début du siècle. Il est à noter que ce mouvement migratoire s'est accentué avec l'escalade des conflits en Cisjordanie (tout particulièrement après 1967 et 1987) et, en parallèle, avec les différentes opportunités économiques offertes au Guatemala.

Certes, le Guatemala a traversé une forte instabilité économique et politique causée par la guerre interne (1964-1996). Malgré cela, les migrants palestiniens venus à cette époque ont connu une ascension économique importante grâce au commerce dans les zones populaires de la capitale (la zone 1, voir figure 10). Cette réussite économique des migrants installés entre 1950 et 1970 leur a permis de faire venir leurs proches restés en Palestine. Les plus anciens ont financé le

voyage de leurs familles pour qu'ils puissent échapper au contexte conflictuel, mais aussi dans le but d'étendre leurs activités commerciales au Guatemala. De nos jours, les chaînes migratoires des Palestiniens continuent de fonctionner selon cette même logique.

Les expériences vécues par la vague d'immigration contemporaine seraient très similaires à celles de la première vague. Cependant, plusieurs particularités permettent de les distinguer. Premièrement, le contexte d'émigration de la deuxième vague était bien plus caractérisé par la violence, l'occupation et la guerre. Les migrants de cette vague ont vécu cette violence, mais aussi la répression et l'escalade du conflit israélo-palestinien. Deuxièmement, ce conflit a touché l'ensemble de la population palestinienne. De ce fait, depuis les 40 dernières années, la migration palestinienne au Guatemala s'est diversifiée en termes ethnoreligieux : les migrants ne sont plus exclusivement des chrétiens provenant de Taybeh et Bethléem. Au contraire, des musulmans de Jérusalem, Nablus et Ramallah se sont progressivement installés au Guatemala. Bien que les migrants actuels aient vécu des expériences positives grâce au commerce, leur ascension économique est beaucoup plus modérée que celle de la première vague migratoire. Enfin, nous pouvons constater que les migrants de la nouvelle vague d'immigration ont, en général, plus d'attachement pour la Palestine; en effet, ils sont plus actifs dans les associations (politiques et sociales) et les milieux religieux.



Figure 9. Villes d’origine des migrants palestiniens interviewés (N=15)

a. Contexte d’émigration

Des 15 entretiens réalisés auprès des migrants, seules deux personnes n’ont pas mentionné la guerre et les conflits comme étant leurs motivations principales d’émigration. Les autres ont tous reconnu avoir quitté leur pays en raison de l’escalade du conflit, la répression et l’occupation de la Cisjordanie. La quasi-totalité des immigrants interviewés sont arrivés au Guatemala après la guerre de Six Jours en 1967, ou après la première Intifida de 1987. Il s’agit des conflits les plus meurtriers et chaotiques qui ont eu lieu en Cisjordanie. Plusieurs personnes ont même déclaré avoir souffert personnellement des conséquences du conflit et de l’occupation.

« De toute ma famille on est trois frères à avoir été mis en prison par les Israéliens. Là, le plus petit il est prison encore, il a 17 ans. [...] Ça fait 11 mois qu’il est en prison. [...] En Palestine j’ai fini le lycée à 17 ans. Deux ans après, j’ai commencé

à étudier à l'université, mais là-bas il y a toujours des problèmes avec les autorités d'Israël. Ils m'ont fait prisonnier pendant deux ans... Deux ans ... » (Homme palestinien originaire de Jérusalem, 30 ans).

« Dans ma classe, nous étions 40; aujourd'hui il n'y en a que 3 ou 4 qui sont restés là-bas et qui sont encore en vie et en liberté. Les autres, soit ils ont quitté le pays, soit ils sont morts. [...] Un jour ils ont tué 6 jeunes dans un camion qui allait vers Nablus. Il n'y avait aucune alternative : sortir, mourir ou être mis en prison. [...] Moi j'ai eu des problèmes avec l'armée [israélienne], ils me prenaient, me frappaient, ils étaient très agressifs » (Homme palestinien originaire de Jérusalem, 51 ans).

« J'étais à l'université, mais l'armée israélienne l'a fermée, là nous nous sommes organisés, pendant la première Intifada. [...] Tout le peuple se souleva, c'était ingouvernable. Après ils ont tué un ami, deux semaines avant qu'ils me tirent dessus. [...] Donc là j'ai reçu deux coups de feu, un sur la jambe et l'autre dans ma tête [l'interviewé montre une grande cicatrice dans la partie antérieure de sa tête], regarde! On le voit bien non? J'ai survécu par miracle » (Homme palestinien originaire de Taybeh, 49 ans).

L'occupation a affecté la vie des Palestiniens, non seulement à travers les atteintes contre leur intégrité physique, mais aussi la dépossession de leurs territoires, la surveillance et le manque de ressources de base. Plusieurs interviewés ont expliqué qu'ils n'avaient pas pu se former en vue d'une carrière professionnelle lorsqu'ils étaient jeunes, puisque l'armée israélienne forçait systématiquement la fermeture des universités. Certains d'entre eux ont aussi raconté qu'ils avaient perdu leurs maisons et leurs territoires durant l'occupation ; d'autres ont dit qu'ils manquaient des services essentiels tels que l'eau et l'électricité.

« Là où je vivais, il y avait un mur de 9 mètres de hauteur qui entourait tout notre peuple et ne nous laissait pas entrer à Jérusalem. [...] C'est une occupation non seulement du territoire, mais aussi des ressources, de l'eau, l'électricité... Tout! Ils coupent l'électricité, il y a des jours entiers sans eau. Ce que l'on voit à Gaza n'est pas si différent de la situation chez moi. » (Homme palestinien originaire de Jérusalem, 30 ans).

« Ma famille avait plein de propriétés à Jérusalem, mais ils ont tout perdu à cause de l'occupation. C'est en 1967 que les troupes sont entrées à Jérusalem et tout a changé pour ma famille. Ma grand-mère avait des maisons et des terrains à Jérusalem, elle a tout perdu » (Homme palestinien originaire de Jérusalem, 51 ans).

« Il y avait trop de problèmes politiques, c'était trop compliqué d'aller à l'université. Moi je voulais être un professionnel, étudier et avoir un futur. Mais comment le faire si l'armée impose la fermeture des universités? Ils ne veulent pas des jeunes, là-bas. » (Homme palestinien originaire de Taybeh, 41 ans).

Enfin, la dégradation des conditions économiques est aussi un motif important d'émigration. Nombreux sont les interviewés qui attribuent ce déclin au blocus économique maintenu par Israël : les produits de base sont chers, l'accès à l'emploi est compliqué et les salaires sont très bas. Ce contexte économique incite les jeunes hommes à sortir du pays, trouver un travail ailleurs puis envoyer de l'argent pour assurer la survie de leurs familles.

b. Sortir de Palestine : l'élaboration du projet migratoire

La violence en Cisjordanie a provoqué un déplacement humain massif d'environ 5 millions de personnes à travers le monde, selon les estimations actuelles. En conséquence, la diaspora palestinienne est l'une des plus grandes et dispersées du monde. La plupart des Palestiniens se sont installés au Liban, en Égypte et en Jordanie, mais certains se sont établis sur le continent américain, à l'instar de ceux qui sont partis au début du XX^{ème} siècle (Bartet 2009). Comme nous l'avons mentionné, avant 1947, la communauté palestinienne au Guatemala était plutôt petite; ce n'est qu'à partir de 1960 que de plus en plus de familles palestiniennes ont immigré dans le pays. Les nouveaux migrants étaient bien souvent les neveux de ceux qui étaient venus entre 1910 et 1930. Par la suite, pendant les années 1980-1990, d'autres jeunes sont arrivés et ont été accueillis par les migrants installés depuis 1960-1970. Progressivement, les chaînes migratoires se sont agrandies grâce aux solidarités familiales, amicales et communautaires. Parmi les 15 personnes interviewées, seule une personne a déclaré n'avoir aucun membre de sa famille au Guatemala avant d'immigrer. En revanche, cette même personne avait des amis palestiniens bien établis avant son arrivée ; ce sont eux qui lui ont offert un travail dans un magasin.

Nous pouvons considérer l'élaboration du projet migratoire comme un processus basé sur la solidarité entre migrants. Dans la plupart des cas, le financement du voyage a été fourni par les migrants déjà installés au Guatemala. Une seule personne a mentionné avoir payé son propre billet d'avion, sans soutien financier. La quasi-totalité des migrants ont reçu d'importants supports économiques, non seulement pour l'achat de leur billet d'avion, mais aussi pour s'acquitter des frais relatifs aux procédures d'obtention d'un passeport ou d'un visa guatémaltèque.

D'ailleurs, il est important de mentionner les difficultés que les Palestiniens ont rencontrées pour recevoir leurs documents de voyage. À l'époque, le passeport palestinien n'existait pas; ceux qui voulaient sortir du pays devaient demander un document de voyage israélien ou un passeport jordanien. Quatre interviewés nous ont indiqué être entrés au Guatemala avec un passeport jordanien; les autres ont dû suivre les procédures pour avoir un *laissez-passer*, document de voyage émis par les autorités israéliennes, qui permettait aux Palestiniens de voyager²¹. Ce *laissez-passer* concernait surtout les Palestiniens venus pendant les années 1980 et 1990. D'après un de nos informateurs, l'obtention de ce document était compliquée : il coûtait autour de 200\$US et les autorités israéliennes exigeaient plusieurs documents pour l'avoir, tels que des registres criminels et des relevés bancaires. Un certain nombre de migrants ont payé ce document grâce aux aides financières envoyées par leurs proches au Guatemala.

D'autre part, obtenir le visa guatémaltèque n'était pas une tâche simple : la majorité des migrants ont dû être assistés par leurs familles déjà installées au Guatemala. Généralement, les migrants demandaient un visa de tourisme auprès de l'ambassade guatémaltèque en Israël ou en Jordanie. Après leur installation, ils devaient faire renouveler leur visa ou demander la résidence permanente, puisque le visa de tourisme ne dure que 3 mois. En raison des difficultés liées à l'obtention du visa guatémaltèque, plusieurs migrants ont préféré demander un visa panaméen, son obtention étant très simple, et la migration moyen-orientale (notamment libanaise) au nord du Panama étant en pleine croissance. Une fois au Panama, ils pouvaient aisément entamer les démarches administratives afin d'obtenir le visa guatémaltèque.

En règle générale, les parcours migratoires et les stratégies déployées pour s'établir au Guatemala ne sont pas homogènes. Par exemple, un des migrants ayant transité par le Panama, a déclaré être entré au Guatemala de façon irrégulière, n'ayant pas réussi à obtenir un visa.

« Au Panama j'ai payé 2000\$ à un *coyote* [trafiquant de personnes] pour qu'il me fasse entrer au Guatemala. [...] Je me rappelle d'avoir été avec des migrants chinois dans le camion » (Homme palestinien, originaire de Nablus, 53 ans).

²¹ Ce n'est qu'en 2012 que l'État palestinien a été reconnu comme membre de l'ONU et a eu la possibilité de fournir un passeport à ses citoyens. Voir plus : <https://www.jeuneafrique.com/173227/politique/ONU-la-palestine-devient-un-tat-observateur-un-acte-de-naissance-selon-mahmoud-abbas/> (Consulté le 02 mars 2019)

Un autre migrant raconte qu'il est arrivé avec un visa de travail grâce à son frère, qui lui avait fait une invitation officielle pour travailler dans son entreprise de vêtements. Un autre cas est celui d'une femme palestinienne qui a d'abord migré aux États-Unis avec ses parents. Elle y a obtenu la nationalité et lorsqu'elle s'est mariée avec un migrant palestinien au Guatemala, elle n'a pas eu besoin de visa pour s'y installer. Grâce à son passeport étasunien, l'obtention de la résidence a été assez simple.

c. Installation et premières occupations

La solidarité se manifeste non seulement à travers l'élaboration du projet migratoire, mais aussi – et surtout – lors du processus d'installation des nouveaux migrants. La plupart des interviewés se rappellent avoir commencé à travailler le lendemain de leur arrivée, leurs pères, oncles, frères, cousins ou amis les ayant embauchés dans leurs entreprises. C'est en tant qu'employés qu'ils ont appris à commercer au Guatemala. Un certain nombre d'entre eux n'avaient pas d'emploi stable en Palestine et avaient migré à un jeune âge; ils devaient donc, avant tout, « apprendre » à travailler.

D'ordinaire, les nouveaux arrivés commençaient ce processus d'apprentissage en travaillant dans le commerce ambulante, soit dans la ville de Guatemala, soit dans d'autres centres urbains du pays comme Quetzaltenango ou Coatepeque. Ils sont nombreux à avoir vécu des situations difficiles et stressantes durant cette phase, mais ils reconnaissent avoir appris comment interagir et commercer avec les locaux. C'est également pendant cette phase qu'ils ont appris à parler en espagnol. En vue d'inciter les jeunes migrants à gérer leurs propres activités commerciales, les migrants plus anciens leur donnaient des crédits sur les marchandises pour qu'ils puissent commencer à créer leur propre capital.

D'autres migrants n'ont pas eu à passer par le commerce ambulante. Dans ces cas-ci, leurs familles avaient besoin d'employés de confiance pour élargir leurs activités commerciales. Ces nouveaux arrivés ont donc commencé leur apprentissage directement dans les magasins, où ils ont appris à gérer et négocier avec les clients et les fournisseurs de marchandises (tâches normalement attribuées aux personnes plus avancées dans leur parcours du commerçant).

« Ils [les migrants plus anciens] leur donnent [aux migrants plus récents] un emploi dans les commerces ou sinon ils leur donnent du crédit dans les marchandises ou un

camion de charge pour qu'ils puissent frayer leur chemin vers leur propre commerce et chercher où vendre » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 30 ans).

« Mon père, quand il est venu ici, il n'avait pas de travail et nous ne savions pas comment nous allions vivre. Deux *paisanos* [compatriotes] palestiniens l'ont aidé à monter un commerce; après cela, ils lui ont acheté le magasin, et lui ont donné des marchandises. C'est là que le commerce a commencé. » (Homme palestinien, originaire de Ramallah, 37 ans).

Les preuves de solidarité se manifestaient surtout au sein de la famille, proche et étendue. Or, plusieurs migrants ont reçu de l'appui de la part d'autres compatriotes, même s'ils n'avaient aucun lien de parenté avec eux. Quelquefois, les gestes de solidarité venaient de migrants d'autres origines moyen-orientales ou de langue arabe.

« Avant je trouvais des crédits chaque trente jours. Le premier à m'aider était un Libanais, il m'a donné un crédit de plus de 10,000 yards de tissus » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 65 ans).

Il est important de noter que toutes les expériences que nous venons de décrire ont été vécues par des hommes palestiniens; le cas des femmes est totalement différent. Leurs projets migratoires étaient de former une famille, se marier ou se réunir avec sa famille. Hormis quelques cas exceptionnels, les femmes palestiniennes sont très peu présentes dans le milieu commercial. La division sexuelle du travail reste très marquée au niveau du commerce; ce secteur est associé quasi-exclusivement aux hommes. Le processus d'installation des femmes palestiniennes est plutôt centré sur le foyer familial : avoir des enfants et les élever, leur apprendre l'arabe et la culture palestinienne, leur trouver un lieu pour étudier, les guider dans leur vie religieuse, etc.

Enfin, il ne faut pas oublier que le processus d'installation a aussi été marqué par l'apprentissage de la langue espagnole et la découverte des traditions guatémaltèques. Aucun interviewé ne maîtrisait l'espagnol avant de migrer au Guatemala. Comme nous l'avons mentionné, l'apprentissage de la langue est essentiellement passé par le commerce. En effet, à l'exception des femmes, presque tous les migrants interviewés ont appris l'espagnol en commerçant, en négociant avec les fournisseurs de marchandises et en parlant avec les employés des magasins. Seulement trois migrants, dont les deux femmes interviewées, ont reçu des cours d'espagnol avec des professeurs particuliers ou dans des institutions éducatives.

Le commerce apparaît donc non seulement comme une forme de subsistance, mais aussi comme un contexte d'apprentissage de la culture guatémaltèque, surtout parce que les activités commerciales sont menées dans la zone 1 de la ville, l'une des zones les plus fréquentées par les classes populaires du pays. C'est dans le cadre du commerce que les Palestiniens ont découvert la diversité ethnique de la société guatémaltèque. Tel que l'anthropologue Manuela Camus (2002, p.99) l'a démontré, le milieu commercial populaire de *Ciudad de Guatemala* (zone 1 et zone 4) est un point de convergence réunissant les personnes issues des classes populaires guatémaltèques, dont les mayas urbains. Curieusement, avant de venir, aucun migrant palestinien interviewé avait entendu parler de l'existence des indigènes mayas ou des conditions de vie marginales des classes populaires. C'est dans le milieu urbain commercial et populaire de la capitale que les migrants ont pris connaissance de la diversité ethnique et des grands écarts sociaux présents dans le pays.

d. Développement de la communauté palestinienne *post-Nakbah*

i. Le commerce et l'ascension économique

Le processus d'apprentissage de la gestion et de la commercialisation se concrétise avec la création de leurs propres magasins. En règle générale, après plusieurs années à travailler comme employés ou administrateurs de magasins, les migrants sont censés monter leurs propres commerces tout en recevant de l'aide de la part de leurs employeurs. Cette aide prend diverses formes, tels que des appuis économiques (crédits financiers, crédits en marchandises, etc.) ou des conseils professionnels pour l'administration du magasin. Encore une fois, cela démontre l'omniprésence de la solidarité parmi les migrants Palestiniens: même s'ils font presque tous partie de la même niche économique, et sont donc en concurrence les uns avec les autres sur un même marché, ils sont prêts à s'entraider.

En ce qui concerne les magasins de vêtements, il ne s'agit pas de commerces comme des boutiques, où les gens peuvent essayer les produits. Il s'agit plutôt de magasins dédiés au commerce de gros, établis dans la zone commerciale la plus importante : la *Sexta Avenida* et les rues 18 et 19 de la zone 1. Les magasins des Palestiniens fonctionnent comme des centres de ravitaillement pour des commerçants intermédiaires installés dans les zones rurales.

Généralement, les Palestiniens vendent leurs produits par douzaine (douze unités du même produit) ou par boîte (de 20, 50 ou 100 douzaines).

Les Palestiniens adoptent alors le rôle de fournisseurs de vêtements pour le marché guatémaltèque des classes sociales défavorisées (urbaines populaires et rurales). Leur logique commerciale est comme suit : au lieu d'offrir des prix prédéterminés et non négociables, les Palestiniens offrent les meilleurs prix possibles en fonction de la quantité achetée. Le plus les clients achètent, le mieux seront les prix de chaque produit. Dans beaucoup de cas, il s'agit d'achats assez volumineux et les sommes sont élevées. Malgré cela, les commerçants palestiniens offrent à leurs clients les plus fidèles de petits crédits pour qu'ils puissent payer en plusieurs échéances, sans intérêt.

Les marchandises vendues par les Palestiniens ne sont pas produites au Guatemala; l'approvisionnement nécessite donc des voyages commerciaux. Pendant longtemps, les Palestiniens allaient acheter leurs produits dans la *Zona Libre* de Colón, port situé sur la côte atlantique du Panama. Les produits y sont vendus sans taxes. Pendant plusieurs décennies, ce port constituait une zone de ravitaillement pour tous les commerçants de l'Amérique centrale, du Venezuela et de la Colombie. Curieusement, depuis 30 ans, plusieurs migrants libanais et palestiniens y ont installé de grandes corporations dédiées à la vente de vêtements importés de la Chine.

Durant longtemps, presque tous les Palestiniens qui commerçaient au Guatemala ont dû négocier exclusivement avec les fournisseurs à Colón. Un certain nombre d'entre eux recevaient de bons prix et des crédits de la part des commerçants libanais et palestiniens, ce qui leur procurait un avantage par rapport aux autres commerçants centraméricains. D'après plusieurs informateurs, les crédits pouvaient parfois monter jusqu'à plusieurs centaines de milliers de dollars américains; cela démontre une nouvelle fois les liens de confiance entre les migrants arabes, malgré la distance. Cette dynamique commerciale a duré quasiment 30 ans. De nos jours, en revanche, le commerce avec la *Zona Libre* est presque inexistant. Seuls les commerçants qui n'ont pas les ressources nécessaires pour aller en Asie achètent encore leurs marchandises au Panama. En revanche, depuis plusieurs années, les migrants palestiniens achètent leurs produits directement en Chine, Hong Kong et Taiwan, afin d'éviter la hausse des prix par l'intermédiaire des commerçants au Panama.

À travers ces dynamiques commerciales (système de crédits et marché de gros), les Palestiniens ont réussi à accumuler une richesse importante dans un des pays les plus pauvres et inégalitaires d'Amérique latine. Lorsque les informateurs ont comparé leurs situations économiques actuelles à celle qu'ils ont vécu en Palestine, ils ont tous reconnu que leurs conditions de vie sont meilleures au Guatemala. Leur ascension économique se reflète à travers divers aspects, tels que leur lieu de résidence ou les voitures qu'ils conduisent.

Tous nos interviewés vivent dans les quartiers les plus aisés de la ville de Guatemala, à savoir les zones 14 (3 personnes), 15 (11 personnes) et 16 (1 personne). De nos jours, ces trois zones urbaines – ainsi que la banlieue de *Carretera a El Salvador* – sont réservées aux classes privilégiées du pays. Dans ces zones, les loyers oscillent entre les 2500\$US et 4000\$US par mois, pour une maison à deux étages. Dans la majorité des cas observés, les Palestiniens sont propriétaires de leur maison ou appartement. Il est intéressant de remarquer que, bien que leurs activités commerciales soient menées dans un quartier populaire et appauvri, les Palestiniens vivent dans les zones les plus riches de la ville. Le contraste est bien marquant lorsqu'ils arrivent dans leurs magasins : il n'est pas très courant de voir des voitures européennes luxueuses (tels que des Audi, BMW, Volkswagen ou Range Rover) se garer dans la zone 1.

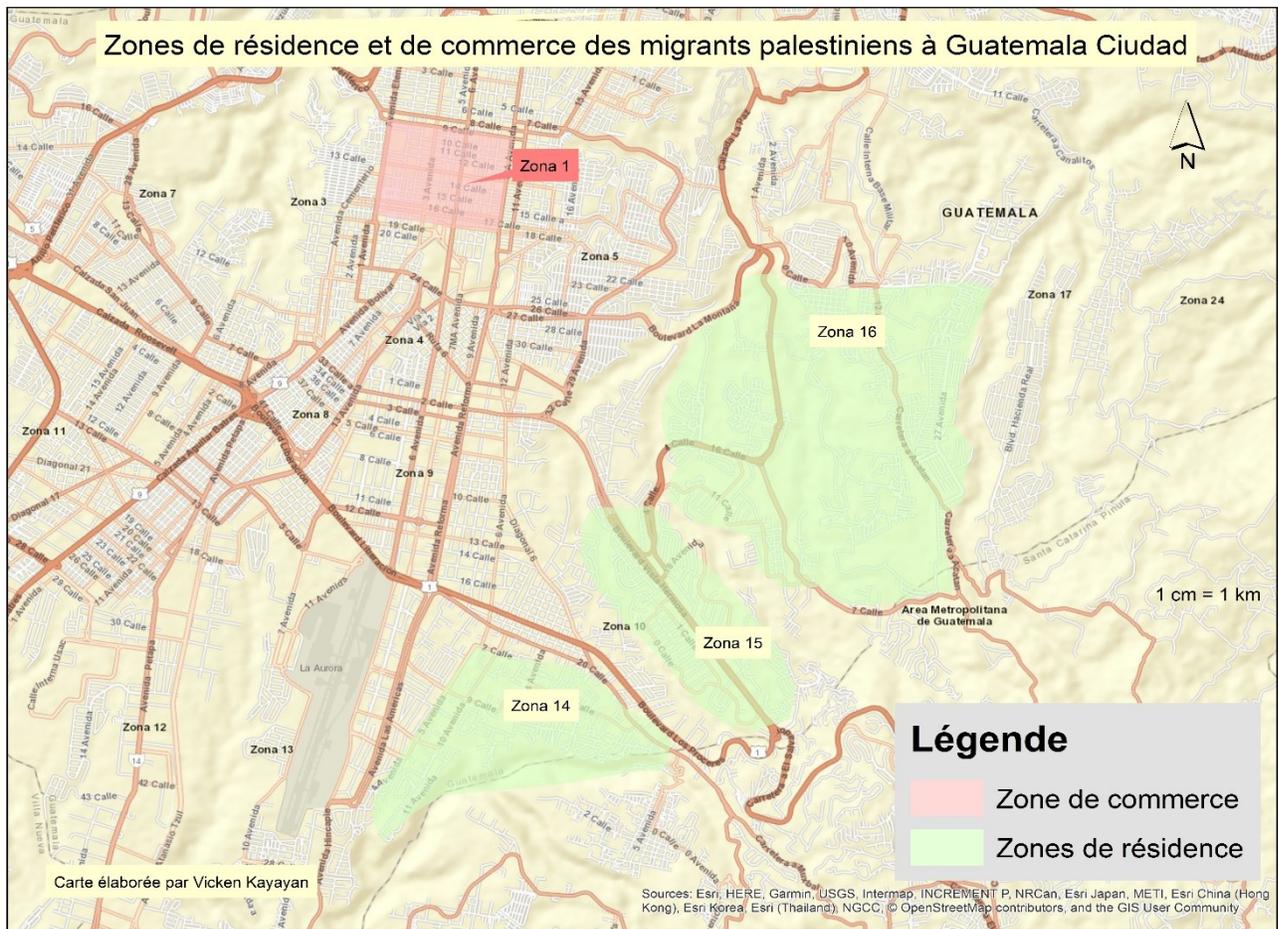


Figure 10. Localisation des zones de résidence et de commerce des migrants palestiniens à Guatemala Ciudad

ii. Mariage et famille

Leur stabilisation et ascension économique sont, en règle générale, accompagnées du désir de former une famille. Quelques migrants se marient avec des femmes guatémaltèques (parfois descendantes de migrants palestiniens), mais une grande partie d’entre eux se marient avec des femmes palestiniennes. La plupart du temps, ce sont les familles en Palestine qui arrangent des mariages avec des cousines au second ou troisième degré. Plusieurs informateurs se sont mariés avec une cousine lointaine, cela étant une tradition assez répandue dans la culture palestinienne, notamment chez les Palestiniens musulmans.

« Mon mari est mon cousin éloigné, on jouait ensemble quand on était petits. Vous savez, là-bas c’est normal de se marier entre cousins [rires] » (Femme palestinienne, originaire de Jérusalem, 48 ans).

En somme, les pratiques relatives au mariage ne sont pas homogènes : quelques hommes se marient avec des femmes guatémaltèques, d'autres se marient avec des femmes guatémaltèques d'origine palestinienne ou arabe, et encore d'autres partent en Palestine pour un mariage « arrangé », etc. Durant le travail de terrain, nous avons même rencontré un homme musulman avec deux conjointes : une Palestinienne vivant en Jordanie et une Guatémaltèque récemment convertie à l'Islam.

iii. Statuts migratoires

En ce qui concerne les statuts des migrants, il est à noter qu'une grande partie des Palestiniens ont été naturalisés guatémaltèques (ils étaient douze, parmi les quinze interviewés, à avoir la nationalité). La naturalisation est très fréquente chez les migrants palestiniens. Seulement quelques années après leur arrivée, ils entament les procédures nécessaires; cela leur permet non seulement de rester, mais aussi d'avoir un passeport et de faire des voyages commerciaux.

D'après plusieurs migrants, le passeport guatémaltèque est nécessaire pour pouvoir entreprendre des activités commerciales. Il donne droit à la libre circulation dans presque toute la région latino-américaine; c'est aussi un passeport qui facilite l'obtention du visa pour les États-Unis. Ce dernier est d'une importance particulière, puisque les commerçants palestiniens achètent leurs marchandises à l'extérieur du Guatemala (auparavant au Panama, aujourd'hui à Taiwan, à Hong Kong et en Chine). S'ils n'ont que leur passeport palestinien – qui n'est reconnu que par une trentaine de pays dans le monde – ou jordanien, leurs voyages commerciaux se compliquent. Pour se rendre aux pays fournisseurs (en Chine, entre autres), les Palestiniens sont obligés de transiter par les États-Unis. L'obtention du visa étasunien avec comme seul passeport, le passeport palestinien, est pratiquement impossible puisque les États-Unis ne reconnaissent même pas l'existence de la Palestine.

Par ailleurs, le passeport guatémaltèque facilite aussi l'entrée en Israël. En effet, selon quelques informateurs, grâce au passeport guatémaltèque, ils peuvent rentrer directement en Israël par l'aéroport de Tel-Aviv. Normalement, les Palestiniens seraient obligés d'aller d'abord à Amman (Jordanie), prendre un bus jusqu'à la frontière, la traverser à pied, tout en passant par les contrôles douaniers de trois autorités différentes (jordaniennes, israéliennes et palestiniennes).

Or, étant donné que le Guatemala entretient de bonnes relations diplomatiques avec Israël, ses citoyens ne requièrent pas de visa pour rentrer dans le pays. Les Palestiniens naturalisés en profitent donc pour rendre visite à leurs familles en Cisjordanie plus aisément. Cependant, leur entrée n'est pas toujours assurée. Par exemple, nous avons rencontré un migrant qui s'est fait refuser aux douanes de Tel-Aviv lors d'un voyage en Palestine avec sa femme, malgré son passeport guatémaltèque.

« Nous sommes allés, moi avec ma femme, ils n'ont même pas laissé passer ma femme. Ma femme elle est Guatémaltèque d'origine palestinienne, mais parce qu'elle est mariée avec moi, on nous a refusés à Tel-Aviv » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 50 ans).

Les migrants palestiniens qui n'ont pas la nationalité guatémaltèque conservent le statut de résidents permanents. Les procédures pour obtenir ce statut peuvent être longues puisque les autorités guatémaltèques demandent des documents officiels traduits en espagnol. Néanmoins, depuis deux ans, l'obtention de ce type de documents (officialisés par l'État palestinien) est plus simple. En 2017, une ambassade palestinienne a été établie à San Salvador, El Salvador.

C'est justement pendant la gouvernance de S. Cerén (2014-2019) (ancien président salvadorien et actuellement réfugié au Nicaragua vu qu'il est signalé de corruption), du parti politique *Frente Farabundo Marti para la Liberacion Nacional* (FMLN), que le gouvernement salvadorien a autorisé l'établissement d'une ambassade palestinienne dans le pays. Tel que mentionné dans le chapitre précédent, le FMLN et la communauté palestinienne à El Salvador maintiennent des relations historiques avec l'OLP, étant donnée l'appartenance du descendant Shafik Handal à la gauche révolutionnaire salvadorienne pendant les années 1970 à 1990 (Akmir 2009; Foroohar 2011; Baeza 2014)²².

²² La présence de l'ambassade palestinienne va sûrement se prolonger à El Salvador, suite à la victoire de Nayib Bukele comme Président en février 2019. Bukele est le petit-fils de migrants palestiniens venus aux débuts du XX^{ème} siècle. Pour apprendre plus, voir cet article du *Middle East Monitor* : <https://www.middleeastmonitor.com/20190204-candidate-of-palestine-origin-wins-salvador-presidency/> (consulté le 21 mars 2019)



Figure 11. Siège de l'ambassade palestinienne à El Salvador, *Colonia El Escalón*, San Salvador.

iv. Socialisation et perceptions de la vie au Guatemala

La plupart des migrants ont des relations amicales avec d'autres compatriotes et d'autres migrants moyen-orientaux. Cette sociabilité s'explique par leurs origines communes, notamment en ce qui concerne les migrants provenant de Taybeh.

« Il y a plus de personnes de Taybeh au Guatemala qu'à Taybeh-même » (Homme palestinien, originaire de Taybeh, 49 ans).

À partir des cas observés, il semblerait que la majorité des migrants socialisent uniquement au sein du groupe d'origine. Parmi nos répondants, seuls les migrants ayant marié des femmes guatémaltèques ont établi des relations de confiance avec les locaux.

« J'ai marié une femme guatémaltèque, mes fils sont nés ici et même mes petits-fils, aujourd'hui j'ai pas mal d'amis locaux, plus que d'Arabes » (Homme palestinien, originaire de Taybeh, 61 ans).

En général, les Palestiniens ont dit être contents au Guatemala : ils mènent des activités économiques fructueuses, ont obtenu la nationalité et leurs enfants sont nés dans le pays. Lorsqu'ils comparent leur vie actuelle à ce qu'ils ont vécu en Palestine, ils sont tous reconnaissants envers le Guatemala.

« [...] le Guatemala est devenu un autre pays pour moi, je respecte les lois, je veux vivre en paix et vivre tranquille. Si un jour le Guatemala a besoin de moi, je serai un soldat de plus pour le Guatemala. C'est le pays de mes enfants. » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 30 ans).

Or, malgré leur succès économique, tous les interviewés ont exprimé leur inquiétude face à la situation d'insécurité du pays. Rappelons que le Guatemala est dans la liste des pays les plus violents d'Amérique latine. D'après la Banque Mondiale, en 2016, il y a eu 27,26 homicides pour chaque 100.000 habitants au Guatemala. En comparaison, la même année, il y a eu seulement 1,68 homicide pour chaque 100.000 habitants au Canada²³. Cette violence préoccupe beaucoup les migrants palestiniens, étant donné qu'ils ont déjà quitté leur terre natale à cause des situations conflictuelles.

« J'aime le Guatemala, mais je ne me sens pas à l'aise ici. Si je sors dans une autre zone, j'aimerais bien pouvoir ouvrir la fenêtre de ma voiture... je voudrais pouvoir sortir ma main dans l'air et conduire tranquille, sans avoir peur qu'on me menace avec un revolver pour voler mon portable, c'est comme ça que les voleurs ont tué mon neveu, en plein trafic. [...] Ici il n'y a pas de liberté. Celui qui dit qu'ici on est un pays libre et sécuritaire ne dit pas la vérité. La sécurité vient en premier et ici ça n'existe pas. » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 50 ans).

« C'est un bon pays pour faire du *business*, mais pas un bon pays pour vivre. Des voleurs ont tué mon frère pour voler l'argent du magasin, elle est dure la réalité de vie ici... [silence] Au moins il y a une stabilité économique et pas de problèmes politiques comme en Palestine » (Homme palestinien, originaire de Taybeh, 41 ans).

Tout comme le dernier mentionné, certains migrants ont déjà vécu cette violence de très près. Au cours du travail de terrain, nous avons rencontré un migrant dont le frère a été assassiné dans son propre magasin par des voleurs. Ce cas n'est pas isolé; nous avons entendu parler de quatre autres migrants assassinés lors de braquages ou de vols. D'ailleurs, plusieurs migrants se sont déjà fait voler leurs magasins pendant la nuit. Au Guatemala, la violence et la criminalité sont généralisées; elles touchent l'ensemble de la population, urbaine et rurale, locale et étrangère.

²³ Voir plus sur le site de la Banque Mondiale : <https://datos.bancomundial.org/indicador/vc.ihr.psrc.p5> (Consulté le 11 mars 2019)

v. Racisme, arabophobie et islamophobie

Il nous paraît important de mentionner les situations de racisme, arabophobie et islamophobie auxquelles les migrants sont confrontés. Certains d'entre eux considèrent que les Guatémaltèques sont respectueux face aux étrangers. Beaucoup de locaux s'intéressent à leurs origines – et parfois même à la religion musulmane. Néanmoins, plusieurs migrants (notamment des musulmans) ont témoigné de leurs expériences de racisme et de xénophobie. Selon ces derniers, les Guatémaltèques ne connaissent rien de la culture arabe, de la religion musulmane ni du contexte palestinien; d'après eux, ils ne font que répéter le discours des médias nationaux qui transmettent une fausse image du Moyen-Orient et du monde musulman en général.

« Comme je suis couverte [elle porte le Hijab], j'ai souffert! Des fois on me disait : "nonne!", "d'où tu viens?" "Regardez, regardez, la *tapada* [couverte] !". Mais après l'arrivée d'internet et le 11 septembre, les gens ont commencé à savoir que l'Islam existait. [...] Il y a de l'islamophobie dans ce pays. Ici les gens sont ignorants. Je ne les blâme pas, car l'éducation est très mauvaise ici. [...] Une amie une fois, on lui a crié "retourne chez toi, terroriste". Moi, même une fois au supermarché, une vieille femme m'a dit "retourne dans ton pays". Moi je lui ai répondu, "ah bon? C'est quoi mon pays Madame?" Elle ne savait pas quoi répondre [rires] » (Femme palestinienne, originaire de Jérusalem, 48 ans).

« Mon cousin il a eu des problèmes avec des travailleurs à la *18 calle*, ils ont commencé à l'insulter, à lui dire "casse-toi de mon pays, tu fais quoi ici? Tu nous volés." » (Homme palestinien, originaire de Ramallah, 37 ans).

Malgré ces situations de racisme et de discrimination, aucun migrant ne considère qu'il aurait trouvé de meilleures conditions de vie dans son pays natal. Leur succès économique leur a permis non seulement de vivre plus tranquillement, mais aussi de soutenir financièrement leur famille et leurs proches restés en Palestine. En effet, un aspect caractéristique de la migration palestinienne contemporaine est le maintien de liens très solides avec la terre natale.

e. Un mode de vie partagé : entre le Guatemala et la Palestine

Pour les migrants Palestiniens, il est très important de soutenir les proches restés en terre natale. Bien que la majorité d'entre eux vivent au Guatemala depuis plus de 15 ans, envoyer des devises en Palestine demeure une priorité; tous les participants à notre recherche le font sur une base régulière. En règle générale, cet argent est destiné aux parents ou grands-parents, aux frères et sœurs, aux oncles, ou même aux conjoints et enfants.

« La raison pour laquelle je suis venu ici était pour construire mon futur, faire ma vie, mais aussi pour aider ma mère et mon père. J'ai des petits frères, j'ai un frère en prison, il a besoin d'argent lui aussi. Là en prison, c'est très cher, on doit dépenser pas mal d'argent » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 30 ans).

« C'est moi qui paye les docteurs de mon père là-bas en Palestine, j'envoie de l'argent tous les deux mois » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 51 ans).

La fréquence d'envoi de devises est variable. Une grande partie d'entre eux envoient de l'argent quelques fois dans l'année; certains le font tous les mois. Dans d'autres cas, l'envoi d'argent n'est pas très fréquent mais l'aide économique peut prendre d'autres formes. Par exemple, un des répondants avoue ne pas envoyer beaucoup d'argent; en revanche, il a payé la construction d'une nouvelle maison pour ses parents. Un autre migrant explique qu'au lieu d'offrir de l'argent, il envoie régulièrement des cadeaux et des produits technologiques qui coûtent trop cher en Palestine (ordinateurs portables, iPad, iPod, smartphones, caméras, etc.).

Pour les Palestiniens, le support économique représente une obligation familiale, et les différentes situations familiales reflètent généralement la fréquence d'envoi. Par exemple, ceux qui le font plus couramment (chaque mois) les envoient à leur épouse et leurs enfants vivant en Palestine ou en Jordanie. Bien que les enfants des migrants palestiniens soient nés, dans la plupart des cas, au Guatemala, certains d'entre eux sont envoyés en Palestine ou Jordanie avec leur mère pour qu'ils puissent grandir en contexte arabe. En effet, malgré la situation politique précaire, certains migrants préfèrent que leurs enfants soient élevés dans la culture palestinienne, qu'ils y apprennent les coutumes et la langue. Les migrants en question cherchent alors à travailler au Guatemala seulement une partie de l'année pour pouvoir effectuer des voyages de 4 à 6 mois en Palestine ou Jordanie et, ainsi, vivre temporairement auprès de leur épouse et leurs enfants. Leur nationalité guatémaltèque facilite cette mobilité transnationale.

« J'ai acheté une maison en Jordanie. Ma femme et mes enfants sont là. Je vais quelques mois en Jordanie, je maintiens le business au Guatemala, je reviens, je travaille et je repars. Je vis entre le Guatemala et la Jordanie. Les cinq dernières années, j'ai beaucoup voyagé, plus de 10 fois. Mes enfants étudient en Jordanie; le Guatemala est trop insécure pour élever une famille » (Migrant palestinien, originaire de Ramallah, 38 ans).

« Moi, je suis l'un des premiers à avoir essayé de retourner avec la famille pendant 5 ans. J'avais toujours mon magasin ici, mais ma femme et mes enfants, je les ai envoyés là-bas [en Palestine] » (Migrant palestinien, originaire de Jérusalem, 50 ans).

D'autre part, effectuer le voyage en Palestine après avoir connu une ascension économique à l'étranger représente une étape significative dans le parcours des migrants. Ils sont nombreux à voyager pour voir la famille, les amis et la communauté. Comme nous l'avons vu, certains d'entre eux y retournent avec pour but de se marier.

Hormis les voyages et envois de devises, les Palestiniens maintiennent d'autres types de liens avec leur terre natale, notamment des liens économiques. En effet, ils sont plusieurs à avoir investi des quantités importantes d'argent en Palestine et en Jordanie, particulièrement dans le secteur immobilier. Parmi les 15 personnes interviewées, quatre d'entre eux ont fait de grands investissements économiques au Moyen-Orient, tels que la construction de maisons et d'entrepôts de location.

f. La vie religieuse des Palestiniens au Guatemala

Tel que mentionné plus haut, avant 1930, les Palestiniens en Amérique latine étaient quasi-exclusivement des chrétiens orthodoxes. Or, à partir de 1950, et tout particulièrement dans les dernières décennies du XX^{ème} siècle, la migration palestinienne a pris un nouveau visage avec le déplacement des musulmans (sunnites).

Les Palestiniens orthodoxes migrent au Guatemala depuis le début du XX^{ème} siècle. Et pourtant, ils ne se sont jamais mobilisés pour établir leurs propres églises (régies par le Patriarcat orthodoxe d'Antioche). En effet, les migrants orthodoxes ont préféré pratiquer le catholicisme. Nous avons justement rencontré quelques migrants formés au sein d'églises orthodoxes en Palestine, et qui fréquentent, à l'heure actuelle, des églises catholiques. Pour eux, il ne s'agit pas vraiment d'une conversion religieuse; ils considèrent que les rites orthodoxes et catholiques sont à peu près les mêmes. L'importance, selon eux, c'est d'être chrétiens.

Néanmoins, au début des années 1990, une religieuse guatémaltèque convertie à la religion orthodoxe a fondé la première église orthodoxe du pays : *La Iglesia de la Santa Transfiguración*, située dans la rue 18 de la zone 1 (très proche des zones commerciales où les Palestiniens ont installé leurs magasins). Au départ, cette religieuse s'était alignée avec le siège du patriarcat d'Antioche au Mexique. De nombreux migrants Palestiniens ont donc recommencé à pratiquer le rite orthodoxe. Ils n'étaient pas les seuls à y participer; un interviewé s'est lié de connaissance avec des migrants syriens, grecs, ukrainiens et russes aux messes dominicales. Cependant, en

2016, suite à des tensions avec le siège antiochien du Mexique, la religieuse a décidé de se désaligner du Patriarcat d'Antioche et d'adhérer au Patriarcat orthodoxe serbe. Les Palestiniens et Syriens n'ont pas approuvé ce changement, et ont décidé de quitter l'Église de la *Santa Transfiguracion*. En 2017, ils se sont organisés pour faire venir et payer un moine mexicain du patriarcat antiochien. De nos jours, les prières dominicales se déroulent dans la maison d'un migrant palestinien venu pendant les années 1970.

Pour ce qui est de l'Islam, d'après un migrant musulman, sa famille et deux autres compatriotes étaient les seuls musulmans de tout le pays lors de leur arrivée en 1970. Ce n'est donc qu'à partir des années 1980-1990 que la migration palestinienne musulmane a pris plus d'ampleur. Bien que leur migration soit beaucoup plus récente et moins nombreuse, les musulmans se sont beaucoup investis dans l'établissement de zones de prières, en comparaison avec leurs compatriotes orthodoxes.

Le répondant nous a expliqué qu'il avait créé une petite mosquée avec d'autres immigrants dans un petit appartement qui lui appartenait sur la 6^{ème} avenue de la zone 1. La mosquée a reçu un appui économique de la part de l'ambassade égyptienne pour financer le voyage et le logement d'un imam. Elle a fonctionné pendant quelques années; au bout d'un certain temps, le petit appartement était devenu inadéquat en tant que lieu de culte.

En 1996, les Palestiniens musulmans se sont alors organisés pour acheter un terrain dans la zone 9 de la capitale et construire la mosquée *Al daawa*. Ils ont également financé l'arrivée d'un nouvel imam provenant d'Égypte. Depuis sa fondation, la mosquée a reçu un soutien économique important des ambassades égyptiennes et marocaines puisque leurs fonctionnaires font partie des personnes qui fréquentent ce lieu de prière. Actuellement, la mosquée *Al daawa* constitue le seul centre rituel sunnite du pays. Elle est fréquentée par des Palestiniens, Jordaniens, Égyptiens, Marocains ainsi que des Guatémaltèques convertis à l'islam. Généralement, les musulmans assistent aux prières les vendredis et participent à quelques activités familiales organisées par le comité des femmes musulmanes.



Figure 12. Façade de la mosquée d'*Al daawa*, située dans la zone 9 de *Ciudad de Guatemala*

g. Projets associatifs des migrants palestiniens au Guatemala

À la différence de la première vague d'immigration palestinienne (1890 à 1936), les migrants *post-Nakbah* ont été beaucoup plus actifs au niveau associatif et politique. Ils ont fondé deux associations qui représentent la communauté palestinienne; la première est l'Association arabe guatémaltèque, créée en 1968 par plusieurs migrants palestiniens, libanais et syriens. La deuxième est l'Association palestinienne guatémaltèque, une entité bien plus récente et beaucoup plus engagée sur le plan politique.

i. L'Association arabe guatémaltèque

La création de l'Association arabe guatémaltèque visait à solidifier les liens au sein de la communauté moyen-orientale, de la rendre visible et de la représenter face aux institutions publiques guatémaltèques. Officiellement, l'association a été validée par le gouvernement guatémaltèque le 28 décembre 1967, elle a donc commencé à fonctionner à partir de 1968.

Depuis sa création, l'association organise divers événements sociaux et culturels qui servent d'espaces de socialisation et d'échanges pour les Arabes.

Par ailleurs, l'association a aussi des vocations philanthropiques. Suite au tremblement de terre de 1976, qui a ravagé la ville de Guatemala, l'association a organisé, avec le gouvernement libyen de Gadafi, une charité ayant pour objectif la reconstruction des maisons. Vers la fin des années 1980, l'association a également loué une maison dans la zone 11 de la ville de Guatemala afin d'y établir le *Club Árabe*. Ce club a servi d'espace de rassemblement pour la communauté moyen-orientale et a permis d'organiser différentes activités sociales (tels que des mariages et des anniversaires). Malgré ces efforts, le *Club Árabe* a fermé définitivement ses portes en 1995 à cause de cas de fraudes internes. Aujourd'hui, les Arabes au Guatemala n'ont plus de centre social, ni de lieu de rassemblement.



Figure 13. Membres fondateurs de l'Association arabe guatémaltèque (1968)²⁴.

À l'heure actuelle, l'association continue d'exister, mais elle n'est pas bien perçue par la communauté palestinienne. Elle lui reproche non seulement le fait d'avoir perdu le club, mais aussi l'incapacité des dirigeants actuels à rétablir un projet similaire. Ils trouvent inadmissible que dans quasiment tous les pays d'Amérique latine, les Arabes aient des centres sociaux pour pouvoir se rassembler, sauf au Guatemala. D'autre part, sa direction n'a pas changé depuis

²⁴ Photo originelle appartenant à l'ancien secrétaire de l'association. En haut (de gauche à droite) : S. Andaraus, A. Andaraus, M. Abed, S. Diab. En bas (de gauche à droite) : A. Aranki, S. Dary, un journaliste libanais, P. Muadi.

longtemps, ce qui rend les migrants palestiniens encore plus insatisfaits. D'après un de nos informateurs, ce sont les chrétiens qui ont le contrôle sur cette entité.

« L'association arabe est raciste, ce sont toujours les mêmes Palestiniens qui invitent les chrétiens. Ils sont juste entre eux. » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 65 ans).

« L'association arabe n'est pas solide. Ils sont instables. Il n'y a pas une base, il n'y a aucun appui, mais qui va les soutenir? Les gens qui la contrôlent ne sont pas préparés. [...] Je ne peux pas être hypocrite, ils prennent l'association comme si c'était du pouvoir [...] Il y a du racisme entre les Arabes, d'un peuple à l'autre, d'une religion à l'autre. » (Femme palestinienne, originaire de Jérusalem, 48 ans).

Bien que l'association avait stipulé le fait qu'elle représenterait les Arabes face aux institutions publiques guatémaltèques, elle n'a jamais adopté un rôle activiste ou politique. Seuls quelques aspects semblent refléter un caractère participatif ou politique : elle a créé la revue *Al-Ribat* aux débuts des années 1980, dans laquelle les membres pouvaient publier de brèves capsules informatives sur la situation politique en Palestine et au Liban; d'autre part, l'association a entretenu quelques relations « politiques » avec des agences de l'OLP au Mexique et au Chili (Figure 14). Dans les années 1980, ces agences envoyaient des bulletins, informations et articles en espagnol sur les conflits israélo-palestiniens. En dernier lieu, l'association a convoqué ses membres à une messe catholique en l'honneur des réfugiés palestiniens massacrés dans les camps de Shatila et Sabra au Liban en 1982 (Figure 15). Cette messe commémorative a eu lieu deux ans après ces événements meurtriers, en septembre 1984. Sinon, aucune autre activité à connotation politique ne pourrait être attribuable à l'Association arabe guatémaltèque.

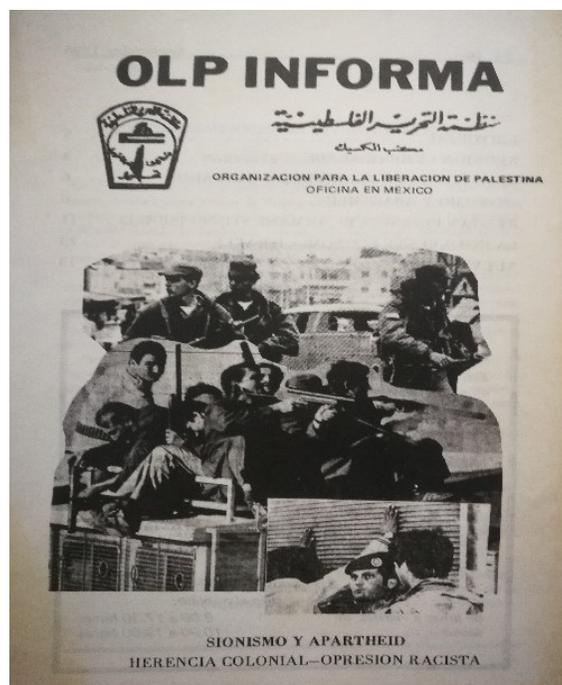


Figure 14. Journal informatif envoyé par l'agence de l'OLP du Mexique (1987)²⁵.

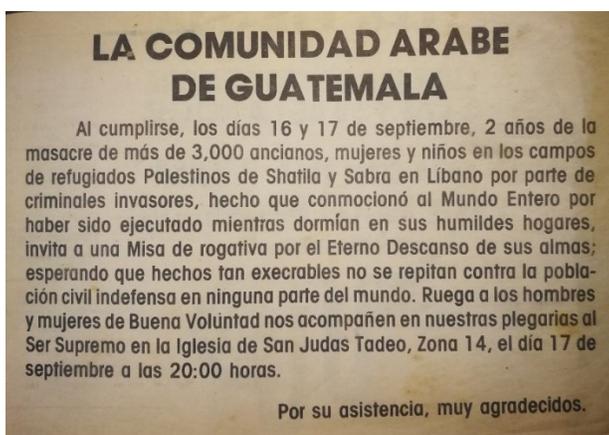


Figure 15. Invitation à une messe commémorative organisée de l'Association arabe²⁶.

²⁵ L'Association arabe guatémaltèque recevait constamment des bulletins informatifs de ce genre. Le document en question appartient à l'ancien secrétaire de l'association.

²⁶ Annonce publiée dans le journal guatémaltèque *Prensa Libre*, en septembre 1984.

Ce manque d'activisme politique à l'Association arabe est particulièrement contesté par les migrants palestiniens. Pourtant, l'ancien secrétaire de l'association a mentionné en entrevue que les Palestiniens ont toujours eu peur de se prononcer politiquement et d'être associés au terrorisme; ce, par crainte de perdre la nationalité guatémaltèque ou le visa pour les États-Unis, documents sans lesquels il leur serait impossible d'effectuer des voyages pour le commerce.

Une autre explication pour cette inactivité politique est la position proisraélienne du Guatemala, et la présence d'une forte communauté juive dans le pays. À cet égard, l'historien costaricien Roberto Marin (2009, p.479) rappelle que, depuis la deuxième moitié du XX^{ème} siècle, les communautés juives au Guatemala ont une forte influence sur la vie politique et économique du pays. D'après l'auteur, les Palestiniens ont mené leurs projets associatifs de façon très discrète, et organisé seulement quelques événements sociaux, afin d'éviter les tensions interethniques qui pourraient faire obstacle à leurs activités commerciales.

À ce sujet, notons qu'historiquement, le Guatemala se positionne comme un pays pro-israélien. En 1948, le Guatemala était un des premiers pays d'Amérique latine à avoir voté en faveur de la partition de la Palestine (Sharif 1977). Par la suite, au cours des années 1950, 1960, 1970 et 1980, le Guatemala n'a jamais voté de résolution aux Nations Unies pouvant nuire aux intérêts de l'État israélien (Hoffman 1989). L'ancien président militaire du Guatemala, le général Lucas Garcia (1978-1982), avait même mentionné qu'Israël était le « meilleur ami » du Guatemala (Bahbah et Butler 1986, p.144).

En effet, dans les années 1970 et surtout à partir de 1977, Israël est devenu l'allié militaire le plus important des gouvernements autoritaires guatémaltèques. Cette année-là, le président américain de l'époque, Jimmy Carter, avait coupé l'aide militaire au gouvernement guatémaltèque en raison des violations répétées aux droits humains durant la guerre civile (Hoffman 1989). De son côté, Israël n'a posé aucune restriction aux militaires guatémaltèques, et le pays est devenu le partenaire militaire le plus important du gouvernement guatémaltèque. À partir de juin 1977, Israël a exporté plus de 26 tonnes d'équipement militaire au Guatemala, dont plusieurs avions de combat *Arava* et *Kfir*, des hélicoptères de guerre et des systèmes technologiques permettant de repérer les lieux de rassemblement des guérillas communistes (Bahbah et Butler 1986, p.497).

« Israel's most extensive relationship in Central America is with Guatemala. Israel has been described as Guatemala's main weapons supplier, and Guatemala is said to be the only country in Central America where Israeli arms sales rival those of the United States » (Hoffman 1989, p.497).

À partir de 1985, l'influence israélienne a graduellement diminué. Après presque 25 ans de répression et plusieurs coups d'État, le Guatemala a enfin élu un gouvernement démocratiquement. Les États-Unis ont donc rétabli leurs alliances militaires, mais Israël conserve une forte influence sur le pays. De nos jours, des positions pro-israéliennes et même pro-sionistes continuent de se faire entendre dans les débats politiques. Par exemple, le 8 avril 2013, l'ancien Chancelier du Guatemala, Fernando Carrera, a officiellement reconnu l'autonomie de l'État palestinien. Cette reconnaissance était le résultat d'un « effet domino » en Amérique latine, puisqu'à partir de 2004 (année à laquelle le Paraguay a reconnu l'autonomie palestinienne), d'autres pays ont progressivement officialisé leur reconnaissance de la souveraineté et l'indépendance de l'État palestinien. Néanmoins, la décision du Chancelier Carrera a été très contestée par plusieurs groupes guatémaltèques évangéliques et pro-israéliens, tel que l'entité *Chapines por Israel*²⁷. Ce groupe a même organisé une manifestation contre la reconnaissance de la Palestine, tout en revendiquant l'amitié historique entre le peuple guatémaltèque et le peuple israélien. Des slogans islamophobes et arabophobes reliant la Palestine au terrorisme ont été utilisés durant cette manifestation²⁸.

ii. L'Association palestinienne guatémaltèque

En 2017, peu de temps avant notre arrivée au terrain, la communauté palestinienne s'est organisée pour créer une nouvelle association ayant pour vocation de les représenter face aux gouvernements guatémaltèques, palestiniens et autres entités internationales. Cette initiative a été encouragée par le gouvernement palestinien et par d'autres associations palestiniennes dans la région latino-américaine. D'après les dirigeants de l'Association palestinienne, le gouvernement palestinien actuel de Mahmud Abbas a pour objectif de consolider les relations

²⁷ Au Guatemala, l'expression *chapín* est synonyme de « guatémaltèque ».

²⁸ Voir ce reportage paru dans le journal guatémaltèque *Prensa Libre*, le 28 avril 2013 : https://www.prensalibre.com/guatemala/comunitario/marcha-israel-palestina_0_909509197.html/ (consulté le 21 mars 2019).

diplomatiques entre la Palestine et la région latino-américaine, en s'appuyant notamment sur les migrants palestiniens. C'est dans cette logique que la *Confederación Palestina Latinoamericana y del Caribe* (COPLAC) a resurgi en 2016.

Tel que mentionné dans le chapitre précédent, pendant plusieurs décennies, cette confédération regroupait la quasi-totalité des associations palestiniennes d'Amérique latine qui supportaient l'OLP. Malgré ces efforts, la COPLAC a arrêté ses activités vers la fin des années 1980 (El Hatter 2001, p.258; Baeza 2014, p.67). Or, grâce au soutien du président Abbas, les Palestiniens d'Amérique latine ont pu rétablir le fonctionnement de la COPLAC. Le gouvernement palestinien et la COPLAC ont invité les migrants installés au Guatemala à adhérer à la COPLAC, à participer à son 4^e Congrès international et à contribuer à une nouvelle phase diplomatique entre la Palestine et l'Amérique latine. Les migrants Palestiniens au Guatemala se sont rapidement intéressés au projet, mais devaient avant tout créer une nouvelle entité exclusivement palestinienne et certifiée par le gouvernement guatémaltèque. Rappelons que, officiellement, l'Association arabe représente l'ensemble de la communauté moyen-orientale du pays, pas uniquement les Palestiniens. Ainsi, les migrants ont dû s'organiser en vue de créer une nouvelle association, exclusivement palestinienne.

C'est donc en septembre 2017 que l'Association palestinienne guatémaltèque est officiellement née. Le président, le vice-président et le secrétaire de l'association se sont alors rendus au 4^e Congrès de la COPLAC qui a eu lieu à Managua en octobre 2017²⁹. Ils y ont rencontré divers dirigeants du gouvernement palestinien, ainsi que les personnes à la tête de la COPLAC et d'autres militants pour la cause palestinienne en Amérique latine.

D'après les dirigeants, l'Association palestinienne guatémaltèque a une vocation explicitement politique. À la différence de l'Association arabe, l'Association palestinienne a d'objectifs bien plus clairs : représenter les migrants palestiniens face aux gouvernements guatémaltèques et palestiniens, et à la COPLAC, assurer la reconnaissance de l'État palestinien par les instances

²⁹ Voir plus sur le site web de la COPLAC : <http://coplac.info/iv-congreso-coplac/> (consulté le 21 mars 2019). Rappelons que la première ambassade palestinienne en Amérique latine s'est établie au Nicaragua en 1979 grâce à l'appui militaire de l'OLP au mouvement Sandiniste.

gouvernementales du pays d'accueil, informer la société civile sur la situation politique de la Palestine et, en de façon générale, aider les palestiniens au Guatemala en cas de difficultés.

Cependant, dès le début de leurs activités, les dirigeants de l'Association palestinienne ont dû se confronter à une lourde décision diplomatique prise par le gouvernement guatémaltèque. Le 23 décembre 2017, le président de droite, ancien comédien et signalé de corruption, Jimmy Morales, a publiquement exprimé son soutien envers Donald Trump; tout comme le président étatsunien, il a reconnu Jérusalem comme la capitale officielle d'Israël, et a décidé d'y transférer son ambassade. Cette décision a été très critiquée à l'ONU, où 128 des 193 pays qui font partie de l'Assemblée générale, ont voté pour la résolution condamnant la décision américaine. Seuls 8 pays, dont le Guatemala, ont appuyé cette décision en ignorant la résolution 478 de l'ONU, votée en 1980 et qui interdisait l'installation de missions diplomatiques à Jérusalem³⁰.

D'après les migrants palestiniens au Guatemala, cette décision est déplorable. Pour eux, le fait qu'une bonne partie de la population guatémaltèque supporte cette décision politique – notamment les évangéliques – démontre l'ignorance des Guatémaltèques en ce qui a trait au sujet israélo-palestinien. Tel qu'attendu, l'Association palestinienne guatémaltèque s'est prononcée publiquement contre le gouvernement de Morales.

« [...] le gouvernement a fermé sa tête avec l'ambassade à Jérusalem. Ils ont transféré cette ambassade sur les côtes des palestiniens. Avec tout le respect pour Jimmy Morales, mais le jour qu'il a changea l'ambassade du Guatemala à Jérusalem, il y a 132 pays qui ont voté contre, d'autres ils n'ont pas voté, et lui il est allé mettre de l'essence au feu. Le même jour qu'ils ont transféré l'ambassade à Jérusalem, à Gaza plus de 200 personnes ont été tués, le 70% étaient des enfants! C'est qui qui a mis l'essence au feu, c'est Trump et Jimmy » (président de l'Association palestinienne guatémaltèque)

Dès janvier 2018, l'Association a tenté de discuter avec les autorités guatémaltèques, notamment avec la Chancellerie, au sujet de la décision de Morales. Toutefois, la Chancellerie a ignoré ces sollicitations, déclarant que la décision avait déjà été prise et qu'il n'y avait rien à débattre. Les dirigeants de l'Association palestinienne ont donc décrété qu'ils mèneraient un procès légal contre le gouvernement. Ils ont contacté des avocats experts en relations

³⁰ Voir plus : <https://www.nouvelobs.com/monde/20171225.OBS9749/jerusalem-capitale-d-israel-le-guatemala-embote-le-pas-a-trump.html> (Consulté le 22 mars 2019)

internationales afin de tenter de faire révoquer la décision de Morales. Les Palestiniens argumentaient que la décision du Président avait été prise d'après une logique religieuse et peu objective. Malgré leurs efforts, le procès n'a pas avancé et a fini par être gelé par l'Organisme judiciaire.

Étant donnée l'impossibilité de communiquer avec les autorités, l'Association palestinienne s'est donnée comme tâche d'informer la société civile guatémaltèque au sujet de la situation politique en Palestine. Elle a organisé diverses conférences et ateliers informatifs sur la Palestine en collaboration avec l'École de sciences politiques de la *Universidad de San Carlos de Guatemala*, l'ambassade palestinienne à El Salvador et des groupes politiques de gauche, tels que l'*Unión Revolucionaria Nacional Guatemalteca* (URNG) et le parti *Convergencia*.

Selon les dirigeants de l'Association palestinienne, le fait que la gauche guatémaltèque s'intéresse à la cause palestinienne est un peu difficile à expliquer. Pour le secrétaire de l'Association, cette alliance paraît plutôt normale, étant donné que la lutte des Palestiniens a toujours été associée à la lutte anti-impérialiste. Cependant, leur rapprochement avec la gauche guatémaltèque lui semble préoccupant et même, dit-il, « lamentable ». D'après lui, les Palestiniens sont loin d'être communistes; en fait, comme nous l'avons vu, les commerçants se revendiquent plutôt de droite. C'est une image que les Palestiniens veulent éviter : certes, ils veulent générer un dialogue, mais pas une alliance avec des partis politiques radicalisés. Malgré la position du secrétaire, les autres dirigeants considèrent que tout soutien est le bienvenu. À ce titre, le président de l'association a voyagé en Palestine pendant deux semaines, accompagné par plusieurs députés guatémaltèques (du parti de gauche *Convergencia*) dans le but de leur montrer les conditions dans lesquelles vivent les Palestiniens sous l'occupation.

Conclusion

Comme nous l'avons vu tout au long de ce chapitre, bien que la migration palestinienne au Guatemala n'ait jamais été massive, la présence de cette communauté est indéniable. Dès le début du XX^{ème} siècle, les migrants se sont dédiés au commerce; depuis, cette activité économique a été reprise par les migrants plus récents. À travers cette activité, les Palestiniens ont pu amasser des richesses importantes qui leur ont permis, ensuite, d'élargir leurs activités économiques, d'appuyer financièrement leurs proches restés en Palestine et de les aider à migrer

vers le Guatemala. D'autre part, nous avons analysé comment cette ascension économique leur donne la possibilité, encore aujourd'hui, de retourner temporairement dans leur terre natale; soit pour rendre visite à la famille, soit pour se marier ou bien encore, pour investir l'argent cumulé dans leur pays d'origine.

Globalement, les expériences vécues par les deux vagues d'immigration palestinienne au Guatemala sont très similaires à celles vécues ailleurs dans la région latino-américaine. Le cas guatémaltèque n'est pas isolé; il doit être analysé à partir des dynamiques régionales et subcontinentales. Ce qui permet de différencier le cas guatémaltèque du reste de l'Amérique latine repose essentiellement sur le plan géopolitique : le fait que le Guatemala se positionne comme étant radicalement proсионiste. Cette prise de position a des conséquences directes sur la communauté palestinienne.

Pour donner suite à cet aperçu historique et ethnographique, nous proposons une analyse théorique du phénomène migratoire palestinien au Guatemala. Le chapitre suivant se basera donc sur des théories sociologiques et anthropologiques portant sur l'incorporation économique des migrants et les diverses formes que prend leur participation transnationale.

Chapitre 5. Au-delà de l'enclave : incorporation économique et participation transnationale

Introduction

Ce chapitre se centrera sur l'analyse de la migration palestinienne au Guatemala à travers les processus d'incorporation économique et de participation transnationale. Dans la première partie, nous étudierons l'incorporation économique des migrants palestiniens; plus particulièrement, nous appréhenderons ce processus à travers le concept d' « enclave migrante » (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013; Portes 2014;). La deuxième partie sera consacrée à l'examen de diverses pratiques transnationales. Nous classerons ces pratiques à travers les dimensions économiques, politiques et socioculturelles (Itzigsohn et Giorgulli 2002). Par la suite, nous explorerons comment les processus d'incorporation économique et de participation transnationale s'entremêlent, notamment à partir du commerce. Finalement, nous tenterons de montrer en quoi la migration palestinienne au Guatemala nous oblige à élargir l'échelle spatiotemporelle de l'optique transnationale.

5.1. L'incorporation économique des migrants palestiniens

Selon les données présentées tout au long de ce mémoire, il est évident que les Palestiniens s'incorporent au système économique guatémaltèque à travers le commerce. Puisque ces activités dépendent étroitement des réseaux et de la solidarité entre les membres du groupe, il apparaît clair que les migrants palestiniens s'incorporent par le biais d'une « enclave migrante ».

Avant de présenter cette enclave, il est primordial d'identifier les différentes causes historiques permettant d'expliquer que les Palestiniens se soient insérés dans cette niche économique. Sans vouloir minimiser l'agentivité et le capital social des migrants, nous cherchons surtout à retracer les aspects structureaux propices à leur implantation dans ce secteur économique. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, les migrants palestiniens pratiquent le commerce en Amérique latine depuis la fin du XIX^{ème} siècle. À l'époque, le secteur tertiaire latino-américain était très peu développé, la région étant encore « emprisonnée » dans un système économique quasi-

féodal (Laclau 1978). Les Palestiniens ont profité de l'absence de concurrence pour commercialiser leurs produits textiles.

En outre, il est à noter que le commerce constitue une activité économique propre à la culture moyen-orientale (Naff 1993). Dans bien des cas, les migrants ont acquis un savoir autour du commerce avant même de s'installer au Guatemala ou ailleurs en Amérique latine. Rappelons qu'à partir de 1860, l'Eyalet de Grande Syrie était déjà intégré à une dynamique capitaliste. Cette tradition et culture commerçante a certainement facilité le développement des activités économiques des premiers migrants palestiniens.

a. L'enclave palestinienne dans la ville de Guatemala

Plusieurs constats nous révèlent que les migrants palestiniens s'incorporent par le biais d'une enclave migrante. Premièrement, en ce qui concerne la variable spatiale, rappelons que les commerçants palestiniens ont monté leurs magasins dans un même quartier reconnu pour le commerce populaire et qui constitue l'un des centres de ravitaillement les plus importants du pays. En deuxième instance, notons que presque tous les Palestiniens ont développé leurs activités économiques dans le même secteur commercial. Les produits qu'ils vendent sont variés (vêtements, tenues de sport, chaussettes, etc.), mais le secteur économique demeure le même : le commerce (en grandes quantités) de produits textiles (importés) pour le marché populaire guatémaltèque. Ensuite, il importe de mentionner que les Palestiniens contrôlent une bonne partie de ce secteur économique. Dans les seules rues 18 et 19, nous avons compté plus de 40 magasins appartenant à des migrants palestiniens. Ceci suggère que les migrants ont réussi à générer une concurrence importante face aux commerçants locaux³¹. Leur réussite est donc directement liée à l'enclave migrante qu'ils ont formée.

Les travaux de Portes et ses collègues ont montré que l'enclave migrante dépend étroitement des réseaux et des liens maintenus avec la terre natale (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013; Portes 2014). Selon ces auteurs, les migrants financent le voyage des proches restés dans

³¹ À ce sujet, nous avons remarqué que les commerçants palestiniens ne donnent pas vraiment d'importance à la concurrence locale. Ils sont plutôt préoccupés par l'arrivée de migrants chinois dans le même quartier.

la terre natale afin d'élargir leurs activités commerciales dans le pays receveur. Les nouveaux arrivants sont alors embauchés comme « employés de confiance » dans leurs magasins.

Ceci est le cas des Palestiniens au Guatemala. Leurs réseaux dans la société guatémaltèque sont assez limités; si les commerçants veulent élargir leurs activités économiques, ils sont obligés de faire venir des personnes de confiance qui vivent en Palestine (frères, neveux, cousins, fils, amis, etc.). Presque tous les participants à notre recherche, sauf les deux femmes interviewées, ont associé leur immigration au fait que leurs proches, déjà installés au Guatemala, leur ont offert des opportunités de travail dans le secteur commercial. Les chaînes migratoires des Palestiniens se sont donc consolidées à travers les projets économiques de ceux qui étaient déjà établis dans le pays.

« J'avais mon frère et mon cousin ici, on me disait que je pouvais trouver un futur, qu'il n'y avait pas autant de problèmes. On m'a dit de venir travailler avec eux »
(Homme palestinien, originaire de Taybeh, 61 ans).

Une autre particularité de l'enclave migrante se reflète dans la relation paternaliste qui existe entre les migrants plus anciens (ceux qui « font venir » ou qui embauchent) et les migrants plus récents (ceux qui « viennent d'arriver ») (Portes et Manning 2013; Portes 2014). Au début, les migrants plus récents sont considérés comme des employés-apprentis. Les premières années, ils reçoivent des salaires peu élevés et effectuent uniquement des tâches à basse responsabilité, telle que la gestion de l'entrepôt ou le commerce ambulante. Les faits ont pourtant démontré que les migrants acquièrent progressivement l'expérience nécessaire pour fonder leurs propres projets d'entrepreneuriat. Au sein de l'enclave migrante, lorsque les employés de confiance complètent ce processus d'apprentissage, les employeurs les aident à entamer leurs propres projets dans des secteurs économiques semblables. Ce soutien peut se matérialiser sous forme de prêts, de crédits sur des marchandises, ou encore de conseils financiers et administratifs (Kerr et Mandorff 2015).

Dans le cas des commerçants palestiniens, plusieurs exemples illustrent cette dimension de l'enclave migrante. Par exemple, plusieurs migrants ont mentionné que, lorsqu'ils étaient employés par d'autres Palestiniens, ils avaient « appris à travailler » : à gérer un magasin, à vendre de manière ambulante, à négocier avec les fournisseurs et à faire des rapports avec la clientèle locale. Durant cette phase, ils vivaient une situation compliquée, voire précaire : ils ne connaissaient rien du pays, même pas la langue; ils devaient travailler très dur (pour pouvoir

recevoir des commissions des ventes), et leurs salaires de base étaient peu élevés. Malgré les difficultés rencontrées, les Palestiniens sont reconnaissants envers leurs anciens employeurs. Ils les ont fait venir au Guatemala, les ont embauchés dans leurs magasins, leur ont appris à commercer, et leur ont parfois prêté de l'argent pour financer leurs propres magasins.

« Moi je ne travaillais pas, je ne savais pas travailler, je ne connaissais pas l'espagnol, alors mon oncle m'a dit que je ne peux pas continuer comme ça. Il avait un magasin de vêtements, il m'a donné une valise, il m'a donné des marchandises et il m'a dit d'aller vendre ailleurs avec un autre employé. Lui c'était un vendeur ambulancier, il m'a envoyé avec lui pour que j'apprenne à vendre de porte en porte » (Homme palestinien, originaire de Jérusalem, 70 ans).

Il est important de rappeler que l'enclave dépend intimement des différentes formes de solidarité et de confiance entre les membres du groupe. Chez les migrants Palestiniens, les formes de solidarité sont assez diverses. Bien souvent, elles sont matérialisées par le financement des projets migratoires (paiement des billets d'avions, des passeports ou des procédures relatives aux demandes de visa), mais aussi par l'accès à l'emploi et le partage de conseils dans le pays receveur (pour commercer, pour accéder à la nationalité guatémaltèque, etc.). D'autres preuves de solidarité, plus saillantes, concernent l'accès au crédit, qu'il s'agisse d'argent ou de marchandises. Tel que mentionné plus haut, les crédits et les prêts jouent un rôle essentiel, et peuvent parfois atteindre des centaines de milliers de dollars. Sans même avoir de garantie, les nouveaux migrants Palestiniens sont généralement convaincus que leurs compatriotes assureront les frais relatifs à leur installation. Grâce à ces crédits et prêts, ils créent des alliances commerciales entre eux. Ainsi, ils peuvent non seulement monter les échelons et maintenir leurs entreprises, mais aussi élargir leurs activités économiques.

Une dernière particularité concernant l'enclave migrante est l'insertion de la deuxième génération dans le système commercial du pays-hôte (Portes et Manning 2013). Lors de notre recherche, nous avons justement remarqué que le relai des jeunes générations était palpable. Communément, après leurs parcours universitaires, les enfants héritent du commerce familial ou reçoivent un financement en vue d'établir leurs propres entreprises. D'ailleurs, il est intéressant de constater que leur formation commerciale débute avant l'âge adulte. Sur le terrain, nous avons rencontré plusieurs jeunes palestiniens âgés entre 15 et 17 ans et qui travaillaient déjà dans les magasins de leurs parents. Pendant les vacances d'été, ils sont aux magasins pour apprendre à commercer. Or, il est important de rappeler que ces expériences sont surtout

masculines; les jeunes femmes palestiniennes entrent très rarement dans cette dynamique d'incorporation économique.

À cet égard, les liens sociaux des hommes et des femmes sont gérés différemment : « *whereas women's ties tend to be more kin- and friendcentred, men's ties are typically developed in more formal settings such as the workplace* » (Lamba et Krahn 2003, p.339). Bien que notre recherche s'intéresse plutôt aux réseaux d'hommes palestiniens, les réseaux de femmes sont aussi très larges et parfois plus efficaces. À ce titre, les psychologues Toni Antonucci et Hiroko Akiyama (1987) ont soutenu que les femmes avaient tendance à tisser des liens sociaux plus étendus, solidaires et mieux organisés, ce qui leur permet de trouver plus aisément de multiples sources de support social.

Au cours de notre travail de terrain, l'accès à la population féminine palestinienne a été très limité. Nous n'avons pu interviewer que deux femmes, mais elles nous ont fait part de l'absence de conflits organisationnels chez les femmes migrantes. Tel que signalé dans le chapitre précédent, l'Association arabe guatémaltèque est contrôlée par des hommes (tous les représentants légaux de l'association étant des hommes) et souffre d'un degré élevé de conflits internes. D'après l'une des femmes interviewées, ces conflits sont occasionnés par l'ambition des hommes, leur désir de pouvoir et d'emprise sur l'association.

Les femmes palestiniennes ont donc créé le Comité des femmes (*Rama femenina*) de l'Association arabe guatémaltèque il y a trois ans, auquel participent les deux femmes que nous avons interviewées. Elles ont témoigné de leur fierté à l'égard des activités réalisées et de l'harmonie au sein des relations du groupe. L'une des femmes a même mentionné que le Comité avait récolté le plus grand financement en 2018. Au mois de septembre, les femmes palestiniennes se sont organisées pour vendre des plats et desserts traditionnels sur l'une des places de la *Avenida Las Américas*. Tous les dimanches, la circulation de véhicules est interdite sur le boulevard; celui-ci devient alors un espace public destiné temporairement à la récréation et au sport. Les citoyens guatémaltèques l'appellent souvent *Pasos y pedales* (marches et pédales). La vente de nourriture s'est avéré être un succès : les femmes ont vendu la totalité de leurs stocks très rapidement.



Figure 16. Vente de plats arabes à *Pasos y Pedales* organisée par le Comité des femmes de l'Association arabe.

D'autre part, nous avons noté que les femmes jouent des rôles essentiels aux niveaux sociaux et culturels. En effet, elles créent des instances de socialisation pour la communauté et elles assurent le maintien des traditions palestiniennes. Par exemple, il est récurrent que le Comité des femmes de l'Association arabe organise des événements communautaires tout au long de l'année, rassemblant aussi bien aux migrants chrétiens que musulmans. Ainsi, au niveau du foyer, ce sont les femmes palestiniennes qui vont garantir la transmission de la culture aux enfants. C'est avec leurs mères que les enfants apprennent non seulement l'arabe, mais aussi les valeurs, traditions et pratiques religieuses du pays d'origine (chrétiennes orthodoxes, catholiques d'Orient ou musulmanes). En contexte migratoire, la reproduction et le maintien de l'identité ethnique passent, en bonne partie, par les foyers familiaux, dont les femmes jouent les rôles plus importants. Comme l'anthropologue Denise Jardim (2000; 2009) le nota en étudiant la migration palestinienne au sud du Brésil, les femmes sont appelées à voyager avec leurs maris pas seulement pour contribuer au « renouvellement démographique » (avoir des enfants); mais aussi pour assurer que la communauté et les nouvelles générations préservent la mémoire de l'exil, la langue, la religion et la culture palestinienne.

b. Enclave migrante : ascension économique ou isolement social?

L'ascension économique des Palestiniens montre que leur enclave est efficace. En effet, ils vivent aujourd'hui dans les zones privilégiées de la ville et contrôlent une bonne partie du marché populaire des vêtements. Dans l'imaginaire social guatémaltèque, les Palestiniens sont considérés comme étant de grands importateurs et fournisseurs de produits pour le marché local. L'enclave migrante leur a donné la possibilité de vivre plus tranquillement qu'en Palestine.

Néanmoins, il nous paraît important de noter que l'enclave migrante peut aussi mener à des situations contraignantes, tel que l'isolement social. Selon l'anthropologue Cristina Oehmichen (2011, p.150-152), les groupes qui dépendent davantage de leurs propres réseaux socialisent moins avec la société d'accueil. Faire partie d'un réseau fort permet aux migrants d'accumuler un capital social plus important, et ainsi d'atteindre des objectifs instrumentaux (Portes 2000). Pourtant, les obligations que cela implique sont telles qu'elles peuvent finir par isoler le migrant face au groupe majoritaire. En conséquence, les migrants sont quasi contraints de socialiser exclusivement au sein de leur propre groupe d'origine (Lopez 2005, p.63). Ces aspects propres aux enclaves semblent se manifester au sein des Palestiniens installés au Guatemala.

En effet, nous avons observé que les Palestiniens socialisent très peu avec les Guatémaltèques. Les migrants parviennent à négocier et créer des liens commerciaux entre eux, mais rares sont les fois où ils établissent des liens de proximité avec les locaux. Comme nous l'avons noté dans le chapitre antérieur, leurs amis au Guatemala sont surtout leurs compatriotes ou d'autres migrants arabes (tels que des Jordaniens ou Libanais). Par ailleurs, dans bien des cas de mariages, les migrants retournent en Palestine pour « chercher une femme ». Ils considèrent que les écarts culturels avec les guatémaltèques sont trop importants, ils préfèrent donc épouser des femmes qui ont grandi dans la culture arabe, souvent des cousines éloignées. Sinon, un certain nombre d'autres migrants palestiniens se marient à des femmes guatémaltèques d'origine palestinienne ou arabe.

En ce qui concerne l'isolement, la socialisation des Palestiniens a un caractère quelque peu communautaire; en effet, les migrants socialisent surtout avec des personnes originaires des mêmes régions ou villages en Palestine. Ce phénomène est surtout visible parmi les Palestiniens orthodoxes de Taybeh, qui s'avèrent être plutôt nombreux mais qui socialisent principalement

entre eux. Selon les migrants musulmans provenant surtout de Ramallah et de Nablus, les migrants originaires de Taybeh sont beaucoup moins solidaires que les autres Palestiniens. D'après eux, parce qu'ils sont orthodoxes, ces migrants ont tendance à discriminer les musulmans.

Ce phénomène pourrait être analysé à partir du concept de « microgroupes ». Ce terme est employé par la sociologue Rim Otmani (2015 :383) pour faire référence au cas des migrants algériens illégaux dans le quartier de Barbès à Paris. Selon l'auteure, bien que les migrants fassent partie de réseaux très solides, ces derniers sont encadrés par l'appartenance communautaire. De ce fait, les migrants socialisent exclusivement au sein de ces « microgroupes »; soit, avec des gens provenant du même village ou de la même région d'Algérie. Ce phénomène paraît semblable à ce que vivent les migrants palestiniens orthodoxes de Taybeh.

D'ailleurs, comme cette même auteure le remarque, les groupes minoritaires qui se côtoient quotidiennement dans un même quartier subissent un processus d'« ancrage spatial » (Otmani 2015, p. 371). Cette notion vise à souligner l'impact de la concentration de groupes minoritaires dans un même espace, ce dernier devenant ainsi un milieu de socialisation. Dans un certain sens, les migrants en question s'approprient physiquement et socialement d'un milieu urbain en particulier. Nous croyons que ce terme peut servir à refléter le cas de l'enclave palestinienne au Guatemala.

En effet, cette dernière est délimitée par les rues 18 et 19 et la 6^e avenue de la zone 1 *de Ciudad de Guatemala*. Bien que cet espace soit destiné au travail, il devient également un milieu de socialisation pour les migrants. C'est l'un des seuls lieux, hormis les instances religieuses et associatives, dans lesquels les Palestiniens peuvent socialiser avec leurs compatriotes et la population locale. D'ailleurs, c'est dans ce quartier que les Palestiniens ont appris à commercer et à parler espagnol. C'est également dans cette zone que les nouveaux arrivants commencent à travailler et où ils installent leurs premiers magasins quelques années plus tard. Nous considérons donc que la zone 1 a été presque appropriée par les migrants palestiniens.

Cette appropriation a émergé au cours de la première vague d'immigration palestinienne (1890-1936). Comme nous l'avons vu, dès les années 1920, le marché *El Portal del Señor* ou *Portal*

de los Turcos (aussi situé dans la zone 1 de la ville de Guatemala) était contrôlé par des commerçants palestiniens (Gonzalez 1997). D'autre part, grâce aux témoignages des descendants de migrants arrivés entre 1917 et 1920, nous savons que leurs parents ont toujours mené des activités commerciales dans la zone 1, particulièrement dans la 6^e avenue et la rue 18. Ces constats nous mènent vers la conclusion que l'ancrage spatial des Palestiniens dans la zone 1 n'est pas un phénomène récent; il daterait plutôt du début du XX^{ème} siècle.

5.2. Les pratiques transnationales des migrants palestiniens.

L'incorporation économique permet aux migrants de se faire une place dans les économies des pays receveurs et de s'engager dans la transformation économique de la terre natale (Vertovec 2006). À travers une optique transnationale, nous proposons d'étudier les différents types de liens que les Palestiniens maintiennent avec leur pays d'origine. Nous tenterons ainsi d'articuler le mode de vie transnational des Palestiniens avec le processus d'incorporation économique qu'ils connaissent au Guatemala.

Nous partons alors de la prémisse que, même si les migrants passent par des processus d'« incorporation » (Glick Schiller, Çağlar et Guldbrandsen 2006; Glick Schiller et Çağlar 2018) ou d'« ancrage social » (Grzymala-Kazłowska 2015; Grzymala-Kazłowska et Phillimore 2018) dans le pays-hôte, ils reproduisent et maintiennent également divers liens sociaux, économiques et politiques avec leur terre natale. Ces liens s'étendent également vers d'autres territoires où leurs compatriotes sont déjà installés (Basch, Glick-Schiller, Szanton 2005, p.8).

Ce phénomène de transnationalisme peut paraître évident, surtout dans l'ère actuelle, marquée par l'interconnexion globale et la déterritorialisation des cultures. Nonobstant, nous cherchons à aborder le phénomène à travers des catégories analytiques ancrées dans les données de terrain. Notre analyse sera donc centrée sur les pratiques transnationales des migrants palestiniens.

Selon les sociologues José Itzigsohn et Silvia Giorguli (2002, p.768-769), les pratiques transnationales peuvent être classées sous trois grandes catégories : (1) les pratiques socioculturelles (2) les pratiques économiques et (3) les pratiques politiques. La première correspond aux obligations familiales, aux voyages, mariages et activités religieuses. La deuxième inclut les investissements et réseaux commerciaux que les migrants maintiennent avec leur pays d'origine et d'autres territoires. Ce type de pratiques est plus fréquent chez les migrants

qui ont des projets d'entrepreneuriat. Finalement, la troisième catégorie se réfère à la participation des migrants dans des associations et des programmes politiques. Ces engagements visent la représentation du groupe palestinien face aux gouvernements des pays d'origine et d'accueil.

Au sujet des migrants palestiniens au Guatemala, nous avons repéré plusieurs pratiques transnationales qui correspondent à ces trois catégories. Commençons par analyser les pratiques socioculturelles.

a. Pratiques socioculturelles

Les pratiques transnationales socioculturelles se rapportent majoritairement aux obligations familiales. Nos données montrent que les Palestiniens ne cherchent pas uniquement à forger une meilleure vie à l'étranger, mais aussi à aider les proches restés dans le pays d'origine. Étant donnée la précarité des conditions de vie sous l'occupation, les migrants deviennent responsables du soutien financier de leur famille restée en Palestine. Vingt ans après leur départ, la majorité des Palestiniens au Guatemala envoient autant d'argent à leurs proches qu'au moment de leur installation. Malgré les distances spatiotemporelles, leurs responsabilités en Palestine sont maintenues. Les obligations familiales se manifestent sous d'autres formes d'appui économique, en plus de l'envoi de devises; par exemple, le financement de la construction de nouvelles maisons, ou le paiement de divers types de services pour leurs proches. Rappelons le cas du migrant dont le frère âgé de 17 ans a été mis en prison en Israël. Ce migrant se considère comme responsable des dépenses de son frère en prison, c'est lui qui paya les avocats auxquels ils ont fait appel pour les procédures bureaucratiques avec le gouvernement israélien.

D'autres pratiques socioculturelles significatives sont visibles au niveau du mariage et de la construction du projet familial. Comme les anthropologues Denise Jardim et Roberta Peters (2005) l'ont noté en étudiant le cas des migrants palestiniens au Brésil, le mariage endogamique assure le maintien des traditions palestiniennes à l'étranger, ainsi qu'un contact direct avec la terre natale et les territoires où d'autres membres de la famille sont installés. D'après les auteures, c'est au niveau familial que les mémoires de l'exil et les expériences migratoires vont être conservées.

Les dynamiques familiales sont au cœur des pratiques transnationales socioculturelles. L'une d'entre elles, assez singulière, concerne le renvoi des femmes et des enfants en Palestine ou en Jordanie. Cette pratique assure le maintien des traditions et des valeurs palestiniennes chez les enfants, vu qu'elle leur permet de connaître la famille étendue, ainsi que les communautés d'origine de leurs parents. D'ailleurs, nous avons remarqué que les familles vivant dans cette situation sont celles qui maintiennent un mode de vie transnational plus marqué : les hommes vivent et travaillent au Guatemala la plupart de l'année et après voyagent en Palestine quelques mois pour rendre visite à leurs femmes et enfants. Normalement, les migrants vivant sous cette dynamique ont la responsabilité d'envoyer des devises le plus fréquemment possible. Pour leur part, les enfants (guidés par leurs mères) passeront par un processus d'apprentissage et d'appropriation de la culture palestinienne.

b. Pratiques économiques

Les pratiques transnationales à caractère économique des migrants sont reliées, d'une part, à leurs projets d'entrepreneuriat et d'investissement de capital; et d'autre part, à l'expansion de leurs réseaux dans les milieux commerciaux. À nouveau, il est à considérer que les liens économiques des migrants ne se limitent pas aux pays d'origine et de réception; ces acteurs maintiennent aussi des relations économiques avec d'autres territoires où leurs concitoyens sont installés (Portes, Guarnizo et Haller 2002).

Ces pratiques sont visibles parmi les commerçants palestiniens au Guatemala. En effet, les migrants sont engagés dans une dynamique économique complexe les inscrivant dans les courants du commerce international. Les Palestiniens dépendent des fournisseurs de marchandises en Chine et en zones libres d'impôts, telle que la *Zona libre* à Colón (Panama). Dans cette zone, à travers les années, plusieurs alliances commerciales ont été conclues entre marchands palestiniens du Guatemala et fournisseurs de la *Zona libre* (en particulier des migrants palestiniens et libanais). Historiquement, les migrants ont diversifié leurs alliances commerciales avec d'autres compatriotes installés dans la région centraméricaine et latino-américaine. Rappelons que depuis la première moitié du XX^{ème} siècle, des liens familiaux et commerciaux relient les communautés palestiniennes du Honduras, du Salvador et du Guatemala.

D'autre part, les migrants palestiniens investissent une partie de leur ressources dans le pays d'origine, ou bien dans une des régions moyen-orientales dans lesquelles la diaspora palestinienne est établie (notamment la Jordanie). Nous avons justement rencontré plusieurs migrants qui ont investi dans les secteurs immobiliers palestiniens et jordaniens. Cela permet aux Palestiniens de construire des maisons ou des appartements de vacances, mais aussi d'en tirer des profits, puisque ces propriétés sont souvent louées ou vendues par la suite.

c. Pratiques politiques

Enfin, il est à noter que les pratiques transnationales se matérialisent sous forme d'activismes politiques impliquant les associations migrantes. Grâce à celles-ci, les migrants peuvent publiquement mobiliser leurs identités et trouver des plateformes sociales pour défendre des intérêts qui rejoignent ceux de la société d'accueil. Ainsi, les migrants acquièrent un pouvoir politique transformateur (Portes 2018). D'autre part, au niveau des dynamiques internes, rappelons que les associations apportent une contribution essentielle à la cohésion du groupe en contexte migratoire, puisqu'elles donnent plusieurs occasions de socialiser. D'ailleurs, en ce qui a trait aux dynamiques externes et transnationales, ces associations s'engagent activement dans des programmes philanthropiques, politiques et économiques dans le pays d'origine (Glick-Schiller, Basch et Szanton 1992).

Un autre aspect relatif au caractère transnational de ces associations est leur greffage à d'autres organismes plus larges, qui travaillent aux niveaux nationaux et supranationaux (Martinez 2015, p.86). Bien qu'auparavant, les gouvernements des pays « émetteurs » voyaient leurs migrants comme des « déserteurs » (Portes 2018), cette perception a bien changé depuis les dernières décennies, vu que les migrants contribuent de façon importante à la transformation économique des pays d'origine. Les autorités étatiques sont tenues d'avoir des représentations politiques pour leurs citoyens à l'étranger (soit à travers les consulats et ambassades, soit en communiquant avec les associations migrantes) (Portes 2001; Portes, Guarnizo et Haller 2002; Portes 2018). Les associations peuvent donc servir de canaux de communication entre les gouvernements et les citoyens vivant à l'étranger.

Nous avons repéré trois aspects propres à la participation politique des associations migrantes : la présence d'objectifs « bifocalisés », l'alliance avec d'autres entités supranationales, et la

relation avec le gouvernement du pays d'origine. Ces trois traits distinctifs caractérisent particulièrement bien les associations représentant la communauté palestinienne au Guatemala.

Commençons par décrypter les objectifs « bifocalisés » de l'Association palestinienne. En décembre 2017, lorsque le président Jimmy Morales a reconnu Jérusalem comme capitale officielle d'Israël, l'engagement politique pris par l'Association palestinienne guatémaltèque s'est démultiplié. En effet, suite à cette décision gouvernementale, les dirigeants de l'association ont tenté de communiquer avec la chancellerie et de mener un procès juridique contre le gouvernement. Dans le but de sensibiliser le gouvernement et la société civile guatémaltèque, l'association a planifié un voyage en Palestine avec plusieurs députés guatémaltèques de partis de gauche. Elle a également organisé divers forums de discussion afin de mettre au grand jour la situation du peuple palestinien en contexte d'occupation. Nous pouvons donc dire qu'elle a cherché à accomplir des objectifs « bifocalisés » : d'une part, elle a entrepris de défendre et de soutenir la souveraineté de la Palestine ainsi que la neutralité de la ville de Jérusalem; d'autre part, elle a essayé d'informer et de sensibiliser la société d'accueil sur la question palestinienne.

Il est intéressant de noter que la contribution des associations s'est également orientée vers la société-hôte, par exemple, lorsque le Guatemala a subi des catastrophes naturelles (Orozco et Garcia-Zanello 2009, p.61). Le pays a été ravagé par le tremblement de terre de 1976; plus de 22.000 personnes sont décédées et plus d'un million de personnes ont perdu leurs maisons. À travers leurs contacts au Moyen-Orient, les migrants représentés par l'Association arabe guatémaltèque ont réussi à trouver un financement de 2,5 millions de Quetzales³² de la part du gouvernement libyen, destiné à la reconstruction de maisons.

³² En 1976, 1 Quetzal (monnaie guatémaltèque) équivalait à 1\$US.



Figure 17. Don du gouvernement libyen lors du tremblement de terre de 1976. Article paru dans le journal *Prensa libre* le 20 mars 1976.

Le deuxième aspect que nous avons repéré est l’alliance des associations migrantes avec d’autres entités associatives plus larges, jouant sur des fronts politiques plus étendus, soit aux niveaux nationaux ou supranationaux. Ceci est bien visible dans le cas de l’Association palestinienne guatémaltèque, puisqu’elle a été annexée par la *Confederación Palestina de América Latina y del Caribe* (COPLAC). Comme nous l’avons vu, avec pour but de créer un front politique en défense de l’OLP en Amérique latine, cette confédération rassemble presque toutes les associations palestiniennes du subcontinent, et ce, depuis les années 1970. Bien que l’annexion de l’Association palestinienne guatémaltèque soit assez récente (elle rejoint la COPLAC seulement en 2017), la coalition avec des entités régionales œuvrant pour la défense de la souveraineté palestinienne n’est pas nouvelle chez les Palestiniens du Guatemala. Effectivement, dans les années 1970-1980, l’Association arabe maintenait déjà des communications et formait des alliances avec d’autres associations palestiniennes d’Amérique latine, telle que l’agence de l’OLP du Mexique.

En ce qui concerne les communications entre les associations migrantes et le gouvernement du pays d’origine, nous savons que les échanges entre le gouvernement palestinien, la COPLAC et quelques migrants palestiniens au Guatemala ont favorisé la création de l’Association palestinienne guatémaltèque. De son côté, le gouvernement palestinien actuel, dirigé par

Mahmud Abbas, a comme objectif d'améliorer les relations géopolitiques entre la Palestine et la région latino-américaine. Pour ce faire, il cherche à renforcer les liens avec la diaspora palestinienne d'Amérique latine, notamment à travers la COPLAC. Cette association était inactive, pour toute fin pratique, depuis 1987; or, grâce à l'appui du gouvernement palestinien, elle a resurgi en 2016. Évidemment, ce dernier a besoin de consolider ses relations avec la diaspora, étant donné que les envois de devises représentent un soutien fondamental pour l'économie palestinienne. D'après la Banque Mondiale, en 2017, les envois de devises représentaient 14,78% du PIB de la Palestine, soit le plus haut pourcentage de tous les pays du Moyen-Orient³³.

D'ailleurs, nous croyons que la participation politique des associations – nationales et supranationales (comme la COPLAC) – doit être conçue comme un trait distinctif de l'identité diasporique palestinienne. Certes, la diaspora est dispersée et fragmentée, les Palestiniens ont adopté de nouveaux styles de vie et se sont incorporés en différentes manières aux sociétés réceptrices; cependant, la revendication politique pour l'autodétermination de la Palestine apparaît comme une caractéristique transversale de la diaspora palestinienne au Moyen-Orient, en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine (Lindolhm 2003, p.228). Cette identité diasporique réfère à l'exil et au refuge, mais aussi à la lutte, l'activisme, la solidarité et la persévérance. Plusieurs migrants interviewés ont même mentionné que la revendication de leur cause fait partie de leur vie et de leur « devoir » comme Palestiniens.

D'ailleurs, l'activisme politique n'est pas réservé au cas de l'identité diasporique palestinien. Si nous observons le cas d'une autre diaspora « massive » et permanente, tel que l'arménienne, nous constaterons que les organismes supranationaux, comme la *Armenian General Benevolent Union* (AGBU), facilitent aussi bien la création d'alliances politiques intracommunautaires que la participation politique en Arménie (Lenoir-Achdjian 2006, p.94). Tels que les Palestiniens en Amérique du Sud avec la COPLAC, les Arméniens en Amérique du Nord trouvent dans la AGBU une plateforme qui les aide à mobiliser une revendication politique propre de l'identité diasporique arménienne : la reconnaissance du génocide arménien. Que ce soit pour les

³³ Voir plus : <https://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS> (Consulté le 02/05/2019)

diasporas arméniennes ou palestiniennes, la revendication, l'activisme et la participation politique transnationale constituent des repères identitaires importants.

5.3. L'articulation des processus d'incorporation économique et de participation transnationale

Jusqu'à présent, nous avons analysé la migration palestinienne au Guatemala en se basant sur deux processus sociaux. D'une part, nous avons proposé que les Palestiniens s'incorporent au système économique guatémaltèque par le biais d'une « enclave migrante »; d'autre part, nous avons montré que les Palestiniens effectuent diverses pratiques transnationales les reliant à leur terre natale et à d'autres territoires dans lesquels leurs concitoyens sont installés. Or, comme nous l'avons signalé, même si ces processus ont lieu dans des espaces différents (d'un côté, l'incorporation dans le pays d'accueil; de l'autre, la participation dans un « espace social transnational »), ceux-ci restent profondément reliés.

En effet, d'après plusieurs sociologues (Portes, Guarnizo et Landolt 1999; Itzgsohn et Giorgulli 2002; Tamaki 2011) ayant étudié la relation entre ces deux processus, les migrants ont la possibilité d'investir plus activement dans leur pays natal grâce au fait qu'ils acquièrent un excédent de capital et de ressources financières dans le pays d'accueil. Cette relation paraît logique si nous analysons chronologiquement le parcours d'un migrant : lorsque les jeunes Palestiniens arrivent au Guatemala, à court terme, ils sont incapables de mener un mode de vie transnational (envoyer des devises, se marier en Palestine, s'engager dans des projets philanthropiques, etc.). Lors de leur arrivée sur le sol guatémaltèque, les migrants traversent une phase de marginalisation caractérisée par l'apprentissage du commerce (ambulante et en magasin) durant laquelle leurs salaires sont plutôt faibles. Même si les migrants ont la volonté de contribuer à l'économie de leur terre natale, ils n'ont pas encore les moyens financiers pour le faire.

L'histoire migratoire d'un de nos participants à la recherche illustre bien ce constat. Lorsqu'il a quitté Jérusalem en 1982, l'homme en question, âgé aujourd'hui de 50 ans, avait comme objectif principal de faire 10.000\$US qu'il enverrait à ces parents. Cependant, durant ses deux premières années au Guatemala, son salaire n'était que de 200\$US par mois, alors qu'il travaillait plus de 9 heures par jour, du lundi au samedi. Cet argent lui suffisait à peine pour survivre au Guatemala.

Il s'est rapidement rendu compte que, s'il voulait vraiment aider sa famille en Palestine, il devait monter son propre magasin. Trois ans après son arrivée, il a finalement trouvé les crédits nécessaires pour établir un petit local dans la zone 1. Grâce à ce commerce, il est parvenu à envoyer les 10.000\$US en Palestine 4 ans après son arrivée.

Ce cas laisse entrevoir que, au début du parcours migratoire, les processus d'incorporation économique et de participation transnationale sont « séquentiels » : pour participer à une dynamique transnationale, les migrants doivent, en premier lieu, acquérir suffisamment de biens économiques et financiers dans le pays d'accueil. Cela paraît logique; toutefois, notons que les deux processus sont constamment reliés, et ce, pas uniquement au début du parcours migratoire. Pensons, par exemple, au recrutement d'employés de confiance provenant de la terre natale. Comme nous l'avons vu, dans le but d'élargir leurs activités commerciales au Guatemala, un certain nombre de palestiniens financent la migration de proches restés au pays. Il paraît donc y avoir une relation directe entre les deux processus: c'est grâce aux liens transnationaux que les commerçants palestiniens trouvent des employés de confiance et peuvent élargir leurs activités économiques.

Les exemples que nous venons de présenter peuvent être étudiés, principalement, à partir du concept de « *resource based transnationalism* » (Itzigsohn et Giorgulli 2002, p.770-772; Tamaki 2011). Selon les auteurs en question, les migrants ayant le plus de ressources économiques sont ceux qui s'engagent le plus dans un mode de vie transnational. Ceci s'applique bien au cas des migrants palestiniens. En effet, d'après ce que nous avons pu observer, les migrants qui investissent dans le secteur immobilier palestinien et jordanien, dont les femmes et enfants demeurent en Palestine (ou en Jordanie) et qui envoient des devises au moins une fois par mois à leurs familles, sont aussi ceux qui ont le mieux réussi à s'enrichir au Guatemala. Comme nous l'avons souligné, ces derniers peuvent se permettre de voyager en Palestine (ou en Jordanie) pendant au moins 4 mois par année. Pendant ce temps-là, c'est leurs employés de confiance qui s'occupent des magasins.

Bien qu'il existe bel et bien une relation directe entre l'accumulation de richesses et la participation transnationale, il n'empêche que d'autres circonstances – non économiques – peuvent déclencher l'émergence de pratiques transnationales. En effet, d'après plusieurs auteurs (Itzigsohn et Giorgulli 2002; Tamaki 2011), l'attachement émotionnel et identitaire au pays

d'origine ainsi que les expériences de racisme et de marginalisation dans le pays d'accueil, peuvent déclencher un activisme transnational à caractère politique. Ce constat peut notamment être illustrée par l'activisme politique des Palestiniens au Guatemala, qui prend de l'ampleur en 2017, lorsque l'Association palestinienne guatémaltèque est fondée. Bien que cette entité ait été financée et développée par les migrants eux-mêmes, les conditions diplomatiques externes permettent néanmoins d'expliquer son rôle beaucoup plus actif et participatif.

5.4. Repenser le transnationalisme

Notre recherche est axée et structurée autour de l'optique transnationale, une approche qui nous permet de situer les parcours migratoires dans un contexte globalisé et déterritorialisé. Cette optique est combinée à des théories sociologiques sur l'incorporation économique. Toutefois, certains aspects propres à cette approche peuvent être contestés en ce qui concerne la migration palestinienne vers le Guatemala.

Premièrement, nous pensons qu'il faudrait approfondir la discussion autour des dimensions historiques du transnationalisme. Dans les études sociologiques et anthropologiques, l'approche transnationale s'applique quasi-exclusivement au contexte global actuel. Pourtant, comme plusieurs auteurs (Portes 2001; Basch, Glick-Schiller et Szanton 2005) le démontrent, depuis le début du XX^{ème} siècle, les migrants entretiennent des réseaux sur de longues distances et s'engagent dans la transformation économique de leur terre natale, ce qui suggère l'existence d'un *Old Transnationalism* (Foner 1997; Meintel 2002; 2016). D'ailleurs, nous estimons que ce concept peut s'appliquer à la première vague d'immigration palestinienne au Guatemala (1890-1936). Effectivement, dès le début du XX^{ème} siècle – et surtout dans les années 1920-1930, les chaînes migratoires des Palestiniens se sont développées grâce au maintien de liens sociaux et économiques avec la terre natale. En fait, plusieurs dynamiques et structures de la communauté palestinienne actuelle ont été fondées sur cette « vieille » migration. Il est donc nécessaire d'inclure la première vague d'immigration dans notre analyse transnationale, afin de comprendre les dimensions historiques qu'ont structuré ce groupe migratoire.

Finalement, il faut signaler que notre recherche s'inscrit dans les études sur les mouvements migratoires « Sud-Sud » (Guilmoto et Sandron 2000). Or, comme nous l'avons mentionné dans le cadre théorique, l'optique transnationale met la priorité sur l'analyse des dynamiques

migratoires Sud-Nord. Nous croyons pourtant que l'approche transnationale devrait élargir ses dimensions spatiales. Comme nous l'avons démontré avec le cas des migrants palestiniens au Guatemala et ailleurs en Amérique latine, les pays du Sud ne sont pas uniquement des pays émetteurs de migrants. Ils représentent, au contraire, des terres d'accueil pour des millions de personnes. Les migrants s'installent dans ces contextes moins développés et peu attractifs sur le plan économique, tout en y menant un mode de vie transnational (Alioua 2007). Il est important, néanmoins, de prendre en compte le fait que les migrants soient confrontés à diverses problématiques inhérentes aux pays du Sud, telles que la violence et la criminalité dont certains sont victimes au Guatemala.

Conclusion

À travers ce chapitre, nous avons cherché à expliquer comment la migration palestinienne au Guatemala peut être analysée à partir de différentes optiques conceptuelles. Premièrement, à travers l'étude du processus d'incorporation économique, nous avons proposé que le groupe s'incorpore à l'économie guatémaltèque par le biais d'une « enclave migrante ». Par la suite, nous avons remarqué que diverses pratiques propres aux migrants leur permettent d'être rattachés à leurs terres natales et à d'autres territoires dans lesquels leurs concitoyens sont installés. Ces constats nous ont donc permis de situer la migration palestinienne sur le plan transnational. Le processus d'incorporation et les pratiques transnationales se déroulent à des dimensions spatiales différentes (pays d'accueil vs. espace social transnational); néanmoins, plusieurs conditions, telle que l'accumulation préalable de capital, nous ont permis de les relier. Finalement, nous avons remis en question certaines notions courantes au sujet du transnationalisme.

À travers l'articulation de diverses approches sociologiques, anthropologiques et démographiques, nous avons tenté d'étudier le phénomène de la migration palestinienne au Guatemala de façon intégrale, et ce, en tenant toujours compte de l'influence des conditions historiques et géopolitiques. Ceci faisant, nous avons cherché à inscrire les parcours transnationaux des migrants dans un contexte plus large, conditionné par des macrostructures sociales (Iosifides 2011, p.23).

Conclusion générale

Grâce à leurs activités commerciales dans le pays receveur, les migrants palestiniens réussissent non seulement à s'incorporer au système économique local, mais aussi à trouver les ressources nécessaires pour avoir un mode de vie transnational. À partir de notre recherche de terrain, nous avons constaté que le travail (en l'occurrence, le commerce) représente une instance fondamentale pour l'incorporation des migrants. Le processus d'incorporation se réalise alors par le biais d'une « enclave migrante » (Portes et Böröcz 1989; Portes et Manning 2013; Portes 2014). Comme nous l'avons vu, ce mode d'incorporation nécessite des réseaux de soutien pour pouvoir fonctionner; les preuves de solidarité et d'entraide sont donc au cœur du succès économique.

Afin d'effectuer une analyse intégrale qui n'est pas uniquement centrée sur le processus d'incorporation économique, nous avons décidé d'étudier les différentes pratiques transnationales qui relient les Palestiniens à leur pays d'origine et à d'autres territoires où leurs compatriotes sont installés. Nous avons constaté que ces pratiques peuvent être de nature socioculturelle, économique ou politique (Itzigsohn et Giorgulli 2002). Comme nous l'avons démontré, la participation transnationale dépend fortement du processus d'incorporation économique dans le pays d'accueil. Un certain nombre de cas que nous avons pu observer suggèrent que ce sont les migrants ayant accumulé le plus de ressources économiques qui participent le plus activement à la dynamique transnationale. Ces exemples nous ont amené à déployer le concept de « ressource based transnationalism » (Portes, Guarnizo et Landolt 1999; Itzigsohn et Giorgulli 2002; Tamaki 2011). Néanmoins, nous avons remarqué que d'autres facteurs peuvent contribuer à la participation transnationale des migrants, telles que des décisions politiques ou des expériences de racisme dans le pays d'accueil.

L'optique transnationale permet d'étudier le développement des parcours migratoires en dehors des frontières nationales et d'inscrire les biographies transnationales dans un système géopolitique complexe. C'est une approche qui prend en considération l'influence des macrostructures sociales (Iosifides 2011, p.23). À ce sujet, nous nous sommes aperçus que les événements géopolitiques avaient des conséquences directes sur le développement des communautés migrantes. Par exemple, les liens transnationaux des Palestiniens s'intensifient

lorsqu'ils acquièrent le passeport guatémaltèque : étant données les bonnes relations diplomatiques et militaires entre le Guatemala et l'Israël, le passeport guatémaltèque permet aux Palestiniens de rentrer plus facilement en Cisjordanie. De même, en obtenant ce passeport, les migrants peuvent mener des activités commerciales dans différents pays plus aisément, puisqu'il facilite la mobilité dans la région latino-américaine.

Bien que nos analyses soient surtout basées sur le cas de la migration palestinienne *post-Nakbah*, nous croyons que certains aspects sont aussi propres au cas de la première vague d'immigration palestinienne (1890-1936). Comme nous l'avons signalé, les migrants entretiennent des réseaux de longue distance depuis le début du XX^{ème} siècle. Cela nous a obligé à élargir les dimensions temporelles du transnationalisme; c'est pourquoi nous avons employé le concept d'« *old transnationalism* » (Foner 1997; Meintel 2002; 2016). D'ailleurs, nous croyons que cette expansion des dimensions temporelles doit aussi s'appliquer à l'étude du processus d'incorporation économique. À cet égard, nous proposons que la première vague d'immigration palestinienne se soit aussi incorporée au système économique guatémaltèque par le biais d'une enclave migrante, même si celle-ci était beaucoup moins élargie. Cette enclave s'est également développée dans la zone 1 de la ville de Guatemala.

Par ailleurs, il est à noter que cette « vieille enclave » n'est pas exclusive au cas guatémaltèque; elle est également présente ailleurs. En effet, les migrants moyen-orientaux ont créé plusieurs enclaves dans l'ensemble de la région latino-américaine. Comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 3, les migrants arabes se sont installés dans des milieux urbains importants de la région. Ils y ont développé leurs activités commerciales dans des quartiers spécifiques, tels que les *Barrios Turcos* à Buenos Aires, Sao Paulo, Santiago (Akmir 2009), le centre-ville de San Pedro Sula ou la *Colonia El Escalón* à San Salvador. Dans presque toute l'Amérique latine, leurs parcours et histoires migratoires témoignent d'un succès économique considérable.

Malgré ces expériences économiques positives, la plupart des études ayant traité du phénomène de la « vieille » migration moyen-orientale soulignent le fait que les migrants aient laissé de côté leur identité arabe et que leurs enfants se soient « assimilés » aux sociétés latino-américaines (Gonzalez 1992; Marin et Zérahoui 2003; Euraque 2013; Akmir 2009; Marin 2009; Klich et Lesser 2013; Baeza 2014). L'emploi de ce terme s'explique par plusieurs facteurs, tels que le succès économique, la pratique du catholicisme latino-américain, une participation faible ou

inexistante aux mouvements associatifs, la perte de la langue arabe au bout de la deuxième génération, et surtout, par le fait que les descendants des premiers arabes font partie des élites politiques et économiques des pays latino-américains.

Comme nous l'avons indiqué tout au long de ce mémoire, nous évitons d'utiliser les catégories analytiques d'« assimilation » et d'« intégration ». Nous pensons que l'utilisation du terme « incorporation » permet de repenser les études sur les migrations arabes en Amérique latine.

Cette idée ne découle pas uniquement de nos résultats de recherche. Rappelons que le politologue hondurien, Lirio Gutiérrez (2013), a aussi critiqué les historiens et anthropologues qui ont travaillé sur le sujet de la migration palestinienne au Honduras, parce qu'ils ont tous parlé d'« assimilation » sans nuance, alors qu'il est clair que les premiers Palestiniens ne se sont pas assimilés à la société hondurienne. Puisque ces personnes ont réussi à former une élite économique et à poursuivre une carrière en politique sans perdre leur identité palestinienne, l'auteur propose d'utiliser le concept d'« incorporation effective ». Nous croyons que ces constats sont applicables non seulement au cas hondurien, mais aussi à l'ensemble de l'Amérique centrale et au subcontinent latino-américain.

Finalement, nous considérons que notre recherche présente une image alternative de la migration palestinienne. Généralement, les études portant sur ce mouvement migratoire sont davantage centrées sur le cas des réfugiés, des personnes en constante situation de précarité. Un cas très représentatif est celui des camps des réfugiés palestiniens au Liban (Caron et Damant 2014). Notre recherche permet d'élaborer une image différente des parcours migratoires des Palestiniens, parcours marqués par la réussite économique. Certes, les migrants palestiniens ont connu d'importantes difficultés dans leur jeunesse, fortement liées au conflit israélo-palestinien, l'occupation et l'absence d'opportunités d'études et de travail. Cependant, suite à leur installation au Guatemala, ils sont parvenus à monter des entreprises, à fonder des familles, à faire venir leurs proches, et même à soutenir ceux restés en Palestine; bref, ils ont réussi à atteindre une mobilité économique ascendante.

Nous considérons alors que cette recherche s'inscrit dans le courant que l'anthropologue Sherry Ortner (2016, p.58) appelle « *the anthropology of the good* ». Nous avons présenté le cas d'une communauté migrante résiliente et solidaire. D'une part, nous avons remarqué que les liens

sociaux et les démonstrations de solidarité favorisent le processus d'incorporation économique et l'ascension économique du groupe. D'autre part, nous avons vu que, grâce à cette incorporation, les migrants peuvent s'engager dans la transformation économique et politique de leur pays d'origine (Vertovec 2006). Par ailleurs, il faut prendre en compte le fait que la réussite palestinienne au Guatemala s'inscrit dans une dynamique migratoire Sud-Sud. Cela nous oblige alors à repenser la région centraméricaine en termes migratoires. Ce territoire n'est pas seulement marqué par une économie faible, le sous-développement et l'émigration; c'est aussi un territoire où, historiquement, des groupes de migrants du Proche Orient ont construit leur vie et ont réussi sur le plan économique.

Enfin, mentionnons une limite méthodologique à notre étude. Bien que nous ayons adopté une approche transnationale, et que nous avons tenté de sortir du « nationalisme méthodologique » (Glick Schiller, Caglar et Guldbrandsen 2006), notre recherche affiche un manque de connaissances empiriques sur le pays d'origine et les milieux transités par les Palestiniens avant d'arriver au Guatemala. Nous croyons qu'une ethnographie « multisite », au Guatemala, en Palestine et en Jordanie, aurait pu susciter une analyse plus vaste des pratiques transnationales. Rappelons que la mobilité n'est pas un prérequis pour participer à l'espace social transnational. Ceux qui restent dans leur terre natale participent également à la dynamique transnationale (Roudometof 2005). Il aurait été pertinent de mener une recherche ethnographique auprès des familles des migrants dans leur ville d'origine, ou bien dans leur ville d'installation en Jordanie, afin d'observer comment ils contribuent au soutien de leur foyer à distance. Nous espérons combler ces lacunes dans nos futures recherches.

Bibliographie

- Abou S., 1972, *Immigrés dans l'autre Amérique: autobiographies de quatre Argentins d'origine libanaise*. Paris, Plon.
- Agar L., 2009, « Inmigrantes y descendientes de árabes en Chile: adaptación social »: 99-170 in A. Akmir (coord.) *Los árabes en América Latina: Historia de una Emigración*. Espagne, Casa Árabe.
- Akmir A., 2009, « Introducción »: 1-59, in A. Akmir (dir.), *Los árabes en América Latina: Historia de una emigración*. Espagne, Casa Árabe.
- Alba R. et V. Nee, 1997, « Rethinking assimilation theory for a new era of immigration », *The International Migration Review*, 31, 4: 826-874.
- Alfaro-Velcamp T., 2013, « From "Baisanos" to Billionaires: Locating Arabs in Mexico »: 96-107 in Alsultany E. et E. Shohat (dir.) *Between the Middle East and the Americas: the cultural politics of diaspora*. University of Michigan Press.
- Alioua M., 2007, « Nouveaux et anciens espaces de circulation internationale au Maroc. Les grandes villes marocaines, relais migratoires émergents de la migration transnationale des Africain subsahariens au Maghreb », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 119-120 : 39-58.
- Amaya J., 1995, *El Papel de los Inmigrantes Árabes y Palestinos en Honduras*. Universidad Nacional Autónoma de Honduras
- Antonius R., 2011, « Les communautés arabes au Canada et au Québec » in G. Muñoz (dir.) *Árabes en las dos Américas*. Espagne, Casa Árabe.
- Antonucci T. et H. Akiyama, 1987, « An Examination of Sex Differences in Social Support Among Older Men and Women », *Sex Roles*, 17, 11/12: 737-749.
- Appadurai A., 1996, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. University of Minnesota Press.
- Asturias M., 2007 [1917], *Sociología Guatemalteca: El Problema social del Indio*, Editorial Universitaria, Universidad de San Carlos de Guatemala.
- Baeza C., 2014, « Palestinians in Latin America: Between Assimilation and Long-Distance Nationalism », *Journal of Palestine Studies*, 43, 2: 59-72.

- Bahbah B. et L. Butler, 1986, *Israel and Latin America: The Military Connection*. Institute for Palestine Studies. St. Martin's Press.
- Baratta R., 1989, « The PLO in Latin America »: 166-195 in Norton A. et M. Greenberg (dir.) *The International relations of the Palestine Liberation Organization*. Southern Illinois University Press.
- Bartet L., 2009, « La inmigración árabe en Perú »: 171-234 in Akmir A. (dir.) *Los árabes en América Latina: Historia de una emigración*. Espagne, Casa Árabe.
- Basch L., N. Glick Schiller et C. Szanton, 2005, *Nations Unbound: transnational projects, postcolonial predicaments and deterritorialized Nation-States*. London, Routledge
- Bauman Z., 2001, *La globalización: consecuencias humanas*. Ciudad de México, Fondo de Cultura Económica.
- Berthod O., M. Grothe-Hammer et J. Sydow, 2017, « Network Ethnography, a mixed-method approach for the study of practices in interorganizational settings », *Organizational Research Methods*, 20, 2: 299-323.
- Biernacki P. et D. Waldorf, 1981, « Snowball Sampling: Problems and Techniques of Chain Referral Sampling », *Sociological Methods & Research*, 12, 2: 141-163.
- Boosahda E., 2003, *Arab-American Faces and Voices. The Origins of an Immigrant Community*. Austin, University of Texas Press.
- Bozarslan H., 2011, *Sociologie Politique du Moyen-Orient*. Paris, La Découverte.
- Camus M., 2002, *Ser indígena en Ciudad de Guatemala*. Guatemala, Guatemala, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.
- Caron, R. et D. Damant. 2014. « Survivre dans un camp de réfugiés: Entre réel et symbolique (note de recherche) », *Anthropologie et Sociétés*, 38, 2: 265-284.
- Castellanos Cambranes J., 1985, *Coffee and peasants: the origins of modern plantation economy in Guatemala, 1853-1897*. Stockholm, Institute of Latin American Studies
- Chicha M.T., 2009, *Le mirage de l'égalité : les immigrées hautement qualifiées à Montréal*. Centro Metropolis du Québec.
- Civantos C., 2006, *Between Argentines and Arabs: Argentine orientalism, Arab immigrants, and the writing of identity*. State University of New York Press.
- Creswell J., 2007, *Qualitative inquiry and research design: Choosing among five approaches*. London, SAGE Publications.

- Davidi E., 2006, « La crisis del canal de Suez en 1956: el fin de una época en el Medio Oriente y el Comienzo de otra », *HAOL*, 10: 145-153.
- Dosal P., 2005, *El ascenso de las élites industriales en Guatemala, 1871-1994*. Piedra Santa, Fundación Soros Guatemala.
- El Abed O., 2007, « Palestinos inmóviles: la capilla ardiente de los oriundos de Gaza en Jordania », *Revista Migraciones Forzadas*, 26: 17-18
- El Attar H., 2001, « Turcophobia or Turcophilia: Politics of representing Arabs in Latin America »: 252-263 in Alsultany E. et E. Shohat (dir.) *Between the Middle East and the Americas: the cultural politics of diaspora*. University of Michigan Press.
- Euraque D., 2009, « Los árabes de Honduras: entre la inmigración, la acumulación y la política »: 233-284, in L. Agar (dir.) *Contribuciones árabes a las identidades iberoamericanas*. Espagne, Casa Árabe.
- _____, 2013, « The Arab-Jewish Economic Presence in San Pedro Sula, the Industrial Capital of Honduras: Formative Years, 1880s-1930s »: 116-147 in I. Klich et J. Lesser (dir.) *Arab and Jewish immigrants in Latin America, Images and Realities*. London, Routledge.
- Fernández R., 2008, « La tierra de los ríos de leche y miel: Proyecto migratorio de la Guatemala Liberal », *Cápsulas de Historia*, Universidad Francisco Marroquín. https://educacion.ufm.edu/la-tierra-de-los-rios-de-leche-y-miel/#_ftn4 (consulté le 22 mars 2019)
- Flick U., 2007, *Designing Qualitative Research*. London, SAGE Publications.
- Foner N., 1997, « What's new about transnationalism?: New York Immigrants Today and at the Turn of the Century », *Diaspora*, 6, 3: 355-375.
- Foroohar M., 2011, « Palestinians in Central America: From Temporary Emigrants to a Permanent Diaspora ». *Journal of Palestine Studies*. 40. 3. 6-22.
- Fortin S., 2000, « Pour en finir avec l'intégration », Groupe de recherche ethnicité et société, Centre d'études ethniques, Université de Montréal.
- Glick Schiller N., L. Basch et C. Szanton, 1992, « Transnationalism: a new analytical framework for understanding migration », *Annals of the New York Academy of Sciences*, 645: 1-24.
- _____, 1995, « From Immigrant to Transmigrant: Theorizing Transnational Migration », *Anthropology Quarterly*, 68, 1: 48-63.

- Glick-Schiller N. et G. Fouron, 1999, « Terrains of blood and nation: Haitian transnational social fields », *Ethnic and Racial Studies*, 2, 22: 340-356.
- Glick Schiller N., A. Caglar et T. Guldbrandsen, 2006, « Beyond the ethnic lens: Locality, globality, and born-again incorporation », *American Ethnologist*, 33, 4: 612–633.
- Glick Schiller N. et A. Caglar, 2018, *Migrants & City-Making. Dispossession, Displacement, & Urban Regeneration*. Duke University Press.
- González N., 1992, *Dollar, Dove, and Eagle: One Hundred Years of Palestinian Migration to Honduras*. The University of Michigan Press.
- _____, 1997, « Los Palestinos »: 289-292 in J. Luján (dir.) *Historia General de Guatemala, Tomo V*. Guatemala, Fundación para la Cultura y el Desarrollo.
- Grzymala-Kazłowska A., 2015, « Social Anchoring: Immigrant Identity, Security and Integration Reconnected? », *Sociology*, 50, 6: 1123-1139.
- Grzymala-Kazłowska A., et J. Phillimore, 2018, « Introduction: rethinking integration. New perspectives on adaptation and settlement in the era of super-diversity », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44, 2: 179-196.
- Gualtieri S., 2009, *Between Arab and White: Race and Ethnicity in the Early Syrian American Diaspora*. University of California Press.
- Guilmoto C. et F. Sandron, 2000, « La dynamique interne des réseaux migratoires dans les pays en développement », *Population (French Edition)*, 55, 1 : 105-135.
- Gutiérrez L., 2013, « Assimilation or Cultural Difference? Palestinian Immigrants in Honduras », *Revista de Estudios Sociales*, 48 : 57-68.
- Harris M., 2014, « Asimilación frente a pluralismo »: 359-363 in M. Harris *Antropología Cultural*. Madrid, Alianza Editorial.
- Hoffman B., 1989, « The PLO and Israel in Central America: The Geopolitical Dimension », *Terrorism and Political Violence*, 1, 4: 482-515.
- Iosifides T., 2011, *Qualitative Methods in Migration Studies: A Critical Realist Perspective*. Ashgate Publishing Limited.
- Itzigsohn J. et S. Giorguli, 2002, « Immigrant incorporation and sociocultural transnationalism », *International Migration Review*, 36, 3 : 766-798.
- Jardim D., 2000, « Diásporas, viagens e alteridades: as experiências familiares dos palestinos no extremo-Sul do Brasil », *Horizontes Antropológicos*, 6, 14 : 39-69.

- _____, 2009, « “Women fly with their husband”: Palestinian diaspora and gender relations », *Horizontes Antropológicos*, 15, 31 : 189-217
- Jardim D. et R. Peters, 2005, « Os casamentos árabes: a recriação de tradições entre imigrantes palestinos no Sul do Brasil », *Anos 90*, 12, 21/22: 173-225.
- Kerr W. et M. Mandorff, 2015, « Social Networks, Ethnicity and Entrepreneurship », *National Bureau of Economic Research*, <http://www.nber.org/papers/w21597> (consulté le 28 septembre 2018).
- Khater A., 2001, *Inventing Home: Emigration, Gender, and the Middle Class in Lebanon 1870-1920*. Berkeley, University of California Press.
- Klich I. et J. Lesser, 2013, « Introduction : Images and Realities of Arab and Jewish Immigrants in Latin America »: 8-15, in I. Klich et J. Lesser (dir.) *Arab and Jewish immigrants in Latin America, Images and Realities*. London, Routledge.
- Kusumo F., 2013, *Islam en América latina tomo II: Migración árabe en América Latina y el caso de México*. Rumah Jade Productions.
- _____, 2013, *Islam en América latina tomo III: El islam hoy desde América Latina*. Rumah Jade Productions.
- Laclau E., 1978, « Feudalismo y capitalismo en América Latina »: 10-53, in E. Laclau, *Política e ideología en la teoría marxista. Capitalismo, fascismo, populismo*. Espagne, Siglo XXI Editores.
- Le Compte M. et J. Schensul, 1999, *Designing and Conducting Ethnographic Research*. California, Altamira Press.
- Lenoir-Achdjian A., 2006, *Appréhender la nation, vivre en diaspora : regards arméniens*. Belgique, Academia Bruylant.
- Levitt P. et N. Glick-Schiller, 2004, « Conceptualizing simultaneity: a transnational social field perspective on society », *The International Migration Review*, 38, 3: 1002-1039.
- Levitt P. et N. Jaworsky, 2007, « Transnational Migration Studies : Past Developments and Future Trends », *Annual Review of Sociology*, 33: 129-156.
- Lindholm H., 2003, *The Palestinian diaspora: Formation of identities and politics of homeland*. London, Routledge
- López A., 2005, *Inmigrantes y Estados : La respuesta política ante la cuestión migratoria*. Barcelone, Anthropos Editorial.

- López de la Torre C., 2015, « La Revolución Cubana y el Frente Sandinista de Liberación Nacional ante la causa palestina », *Crítica y Emancipación*, 7, 14: 45-106.
- Luxner L., 2001, « The Arabs of Honduras », *Saudi Aramco World*, 52, 4: 34-37.
- Marín R., 2008, « El periódico "El Sheik (Al-Shaykh) (1944-1946)" de la comunidad libanesa en Costa Rica. Una visión histórica », *Revista de Historia de América*, 139 : 9-38.
- _____, 2009, « Los árabes en Centroamérica »: 429-501, in A. Akmir (dir.) *Los árabes en América Latina: Historia de una emigración*. Espagne, Casa Árabe.
- Marín R. et Z. Zéraoui, 2003, *Arab Immigration in Mexico in the Nineteenth and Twentieth Centuries: Assimilation and Arab Heritage*. South Bend, Augustine Press.
- Marmora L., H. Domenach et M. Guillon, 1995, « Les migrations en Amérique latine. Logiques politiques et intégration régionale », *Revue européenne des migrations internationales*, 11, 2 : 13-33
- Martínez Assad C., 2009, « Los libaneses maronitas en México y sus lazos de identidad » : 93-114, in L. Agar (dir.), *Contribuciones árabes a las identidades iberoamericanas*. Espagne, Casa Árabe.
- Martínez A., 2015, *Las organizaciones de migrantes guatemaltecos como actores transnacionales: las experiencias de Los Angeles, California y Omaha, Nebraska*. Thèse de doctorat, Instituto Universitario de Estudios sobre Migraciones, Universidad Pontificia Comillas de Madrid.
- Meintel D., 2002, « Cap Verdean Transnationalism, Old and New », *Antropologica*, 44, 1: 25-42.
- _____, 2016, « Religion, Conviviality and Complex Diversity », *New Diversities*, 18, 1: 23-36.
- Menéndez R., 2008, « Del Medio Oriente a la Mayor Isla del Caribe: los árabes en Cuba »: 17-44 in Hauser K. et D. Gil (dir.) *Contribuciones árabes a las identidades iberoamericanas*. Espagne, Casa árabe.
- Montenegro S., 2009, « Panorama sobre la inmigración árabe en Argentina »: 61-97 in A. Akmir (dir.) *Los árabes en América Latina: Historia de una Emigración*. Espagne, Casa Árabe.
- Naff A., 1993, *Becoming American : the early Arab immigrant experience*. Southern Illinois University.

- Nedelcu M., 2012, « Migrants' New Transnational Habitus : Rethinking Migration Through a Cosmopolitan Lens in the Digital Age », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 38, 9: 1339-1356.
- Oechmichen C., 2011, « Fronteras simbólicas, redes y capital social. Estudio de una red de vínculos fuertes »: 145-174 in H. Salas et C. Oechmichen (dir.) *Migración, diversidad y fronteras culturales*. Universidad Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Antropológicas.
- Otmani R., 2015, *L'expérience migratoire illégale en France : Le cas des migrants clandestins algériens*. Thèse de doctorat, École doctorale de sciences sociales, École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris.
- Organisation de Coopération et de Développement économique, 2011, *Tackling the Policy Challenge of Migration : Regulation, Integration, Development*. Development Centre Studies, OECD Publishing.
- Organisation des Nations Unies, 1978, *The Right of Return of the Palestinian People*. New York.
- Orozco M. et E. García-Zanillo, 2009, « Hometown associations: transnationalism, Philanthropy, and development », *Brown Journal of World Affairs*, 15, 2: 1-17.
- Pérez Y., 2010, « El impacto sociocultural de los árabes en las identidades latinoamericanas: algunos apuntes para el debate ». *VI Congreso Iberoamericano de Pensamiento*, Casa Iberoamericana de la Cultura, Cuba.
- Poitevin R., 1977, *El Proceso de industrialización en Guatemala*. Costa Rica, Editorial Universitaria Centroamericana
- Portes A., 1999, « Conclusion: Towards a new world – The origins and effects of transnational activities », *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 463-477.
- _____, 2000, « The Two Meanings of Social Capital », *Sociological Forum*, 15, 1: 1-12.
- _____, 2001, « Introduction: The Debates and Significance of Immigrant Transnationalism », *Global Networks*, 1: 181-194.
- _____, 2014, *Sociología económica, una investigación sistemática*. Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas.
- _____, 2018, « Inmigración, transnacionalismo y desarrollo: el estado de la cuestión »: 185-194 in D. Bornschein (dir.) *Hacia un salto cualitativo. Migración y Desarrollo en México y el norte de Centroamérica*. Guatemala, Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.

- Portes A. et J. Böröcz, 1989, « Contemporary Immigration: Theoretical Perspectives on its determinants and modes of incorporation », *International Migration Review*, 23, 3: 606-630.
- Portes A. et R. Manning, 2013, « The Immigrant Enclave: Theory and Empirical Examples »: 202-213 in Lin J. et C. Mele (dir.), *The Urban Sociology Reader*. New York. Routledge.
- Portes A., L. Guarnizo et P. Landolt, 1999, « The study of transnationalism: pitfalls and promise of an emergent research field », *Ethnic and Racial Studies*, 22, 2: 217-237.
- Portes A., L. Garnizo et W. Haller, 2002, « Transnational entrepreneurs: an alternative form of immigrant economic adaptation », *American Sociological Review*, 67, 2 : 278-298.
- Ratha D. et W. Shaw, 2007, *South-South Migrations and Remittances*. World Bank Working Paper.
- République du Guatemala, 1936, *Ley de Extranjería, Decreto 1781*.
- Restrepo I., 2004, « Migración árabe en Colombia: un encuentro de dos mundos ». *Oasis*, 9: 181-214.
- Roudometof V., 2005. « Transnationalism, cosmopolitanism and glocalization », *Current Sociology*, 53, 1: 113-135.
- Sallou H., 2000, « Arabs making their mark in Latin America: Generations of Immigrants in Colombia, Venezuela and Mexico », *Al Jahdid: A review and record of Arab Culture and Arts*, 6, 30: 1-4.
- Sharif R., 1977, « Latin America and the arab-israeli conflict », *Journal of Palestine Studies*, 7, 1: 98-122.
- Tamaki E., 2011, « Transnational Home Engagement among Latino and Asian Americans: Resources and Motivations », *International Migration Review*, 45, 1: 148-173.
- Tischler S., 2001 [1998], *Guatemala 1944 : crisis y revolución. Ocaso y quiebre de una forma estatal*. Guatemala, F&G Editores.
- Trotter R., 1999, « Friends, Relatives, and Relevant Others: Conducting Ethnographic Network Studies »: 1-50 in Schensul J., M. LeCompte, R. Trotter, E. Cromley et M. Singer (dir.), *Mapping Social Networks, Spatial Data, & Hidden Populations*. California, Altamira Press.
- Vertovec S., 2003, « Migration and other modes of transnationalism: towards conceptual cross-fertilization », *International Migration Review*, 37, 3: 641-665.

- Vertovec S., 2004, « Conceiving and researching transnationalism »: 91-110 in M. Martiniello et J. Rath (dir.) *Selected Studies in International Migration and Immigrant Incorporation*. Amsterdam University Press.
- Vertovec S., 2004, « Migrant Transnationalism and Modes of Transformation », *International Migration Review*, 38, 3: 970-1001.
- Vertovec S., 2006, “Transnacionalismo migrante y modos de transformación”: 157-190 in A. Portes et J. DeWind (dir.) *Repensando las migraciones: nuevas perspectivas teóricas y empíricas*. Universidad Autónoma de Zacatecas, Colección América Latina y el Nuevo Orden Mundial.
- Wagner R., 2007, *Los Alemanes en Guatemala: 1828-1944*. Guatemala, Afanes.
- Weber M., 1965 [1904], *Essais sur la théorie de la science*. Paris, Librairie Plon.
- Weber S., 2004, « De la chaîne migratoire à la migration individuelle des Roumains à Rome », *Hommes et Migrations*, 1250 : 38-48.

Annexe A : Guides d'entretiens : migrants palestiniens et représentants d'associations (español)

Guía de entrevista #1

Perfil: Persona nacida en Palestina (hombre o mujer) de entre 35 y 60 años, instalada en la Ciudad de Guatemala desde hace cinco años o más.

Le agradecemos de nuevo por su participación en este estudio. La entrevista estará dividida en dos grandes partes. Primero, le preguntaré sobre algunas informaciones personales de base, como su edad, estado civil o los idiomas que habla. Luego, discutiremos sobre su experiencia migratoria y su vida en Guatemala.

A. Ficha de identificación

1. Sexo:
2. Edad:
3. Lugar de nacimiento:
4. Estado civil:
 - Soltero (a)
 - Unido (a)
 - Casado (a): ¿país de origen de pareja? _____; ¿origen árabe? _____
 - Divorciado (a)
 - Viudo (a)
5. Hijos:
 - Sí: ¿Cuántos? _____ ¿País de nacimiento? _____
 - No
6. ¿Nivel de estudios? _____
7. Idiomas hablados: _____
8. ¿Cómo se identifica en cuanto a orígenes étnicos o religiosos? _____
9. ¿En qué año entró por primera vez a Guatemala? _____
10. ¿Regresó alguna vez a Palestina para vivir durante un periodo de más de 6 meses?

- Si sí, ¿Cuántas idas y vueltas hizo? _____
11. ¿Cuál(es) es(son) su(s) nacionalidad(es)? _____
12. ¿Tiene la nacionalidad guatemalteca? _____ Si sí, ¿desde cuándo? _____
13. En caso de que no tuviera la nacionalidad guatemalteca, ¿Cuál es su estatuto legal actual? _____
14. ¿En qué zona o barrio/colonia vive actualmente?

15. ¿Quién vive con usted? _____
16. ¿Tiene familiares en otros países fuera de Guatemala y Palestina? _____ Si ese es el caso, ¿en qué país? _____

Historia migratoria

Cuénteme un poco sobre su vida en Palestina. ¿En dónde creció, estudió, trabajó antes de venir?

Describa su entorno familiar y social.

¿Por qué tomó la decisión de salir de su país? ¿Qué ocupación tenía usted antes de irse?
(Estudiante, ocupación laboral u otros)

¿Cómo financió su viaje?

¿Era Guatemala su destino original? ¿Por qué Guatemala? ¿Cómo se imaginaba el país antes de venir?

Cuénteme sobre el viaje: ¿Qué medios de transporte y qué viaje hizo para venir al país? ¿Vino usted sólo? ¿Tenía usted familia en Guatemala antes de venir? ¿Quién le recibió tras su llegada?

¿Con qué pasaporte o documento de viaje entró usted al país? ¿Bajo qué visa o qué estatuto legal?

¿Ha migrado alguna vez a otro país? ¿Cuál y durante cuánto tiempo?

Experiencias en el país receptor

Al llegar al país, ¿cuál era su objetivo principal?

¿Sabía usted hablar español antes de venir? ¿Cómo lo aprendió?

¿Cuál fue su primera ocupación en Guatemala? ¿Qué le pareció esa primera experiencia laboral?

¿Cuál es su ocupación principal hoy en día? ¿Qué tipo de trabajo tiene? (asalariado, comerciante sin empresa, trabaja en empresa familiar, empresa propia, no-remunerado, etc.) ¿Cómo llegó a tener el trabajo que tiene ahora?

¿Está usted satisfecho con su trabajo actual? ¿Cree usted que su situación socioeconómica actual sea mejor que cuando usted vivía en Palestina?

¿Envía usted (o ha enviado en el pasado) ayuda financiera o remesas a su país de origen? ¿A quién? ¿Con qué frecuencia?

¿Usted ha comenzado o continuado una formación educativa en Guatemala? Si sí es el caso, ¿en qué campo de estudios?

Contactos y socialización en el país de recepción

Tras su llegada al país, ¿conoció a otros palestinos ó árabes que vivieran en Guatemala desde hace tiempo? ¿A qué se dedicaban estas personas?

¿Qué tipos de solidaridad ha visto usted entre estas personas?

Hoy en día, ¿Usted socializa sobre todo con guatemaltecos o con otras personas palestinas ó árabes? ¿Esto ha cambiado con el tiempo? ¿Cómo era antes?

¿Sus amigos son sobre todo guatemaltecos o árabes?

¿Qué tipo de actividades realiza usted con sus amigos o conocidos? ¿Celebra usted fiestas guatemaltecas? ¿cuáles podría nombrarme?

¿Come usted comida “típica” de Guatemala? ¿Cuál por ejemplo? ¿Le gusta esta comida? En su hogar, ¿usted come comida guatemalteca o comida árabe?

Percepciones sobre la vida en Guatemala

¿Le agrada vivir en Guatemala? ¿Qué es lo que más le gusta del país? ¿Qué es lo que menos le gusta?

¿Está usted contento en Guatemala? ¿Por qué? ¿Cree usted que los guatemaltecos respetan a los árabes? ¿Por qué? ¿Cree usted que a los guatemaltecos les gusta la diversidad? ¿por qué?

¿Le gustaría regresar a vivir a su país de origen? O, por el contrario, ¿le gustaría quedarse en Guatemala? Explique su respuesta.

En caso de que quisiera regresar a su país de origen, ¿Qué es lo que le haría falta para quedarse en Guatemala?

¿Cómo ve el futuro de su familia si se quedara en Guatemala? ¿por qué?

Participación y asociatividad

Según usted, ¿qué instituciones o asociaciones culturales representan a los migrantes palestinos del país? ¿qué piensa de su trabajo?

¿Hace usted parte de alguna asociación o institución?

¿Ha participado en alguna actividad sociocultural o religiosa de alguna asociación o institución mencionada?

En caso de que la persona fuese ortodoxa o musulmana: ¿Ha asistido a la Iglesia ortodoxa/Mezquita? ¿Quiénes frecuentan la Iglesia ortodoxa/Mezquita? (árabes, guatemaltecos, otros) ¿Considera que la Iglesia ortodoxa/Mezquita funciona como representante de los migrantes palestinos del país? ¿por qué?

¿Qué instituciones políticas (diplomáticas) representan a los Palestinos en Guatemala?

Antes de terminar, ¿le gustaría agregar alguna información a la entrevista?

Guía de entrevista #2

Perfil: Representantes de las asociaciones, instituciones u organismos que representen a la comunidad árabe del país.

Nota: El siguiente documento es una guía no estructurada, puede que se respondan a las preguntas sin tener que preguntarlas. En todo caso, esta guía sirve como una herramienta para no olvidar aspectos importantes.

1. Nombre de la asociación, instituto u organización:
2. Posición formal del informador dentro de la institución/asociación/organización:
3. Tipo de asociación/instituto/organización:
 - social/cultural
 - religioso
 - político/diplomático
 - sindicalista
 - deportiva
 - otro:
4. Cuénteme sobre la historia de esta asociación/instituto/organización. ¿Cuándo y cómo nació?
5. ¿Cómo influyeron los migrantes palestinos en la creación de esta asociación/instituto/organización?
6. ¿Formó usted parte de la creación de la institución/asociación/organización? Si su respuesta es no, ¿cómo llegó a tener la posición que tiene hoy en día?
7. ¿Qué otras posiciones formales existen dentro de su asociación/instituto/organización?
8. ¿Cuál es el objetivo principal de la asociación/instituto/organización?
9. ¿Usted cree que esta asociación/instituto/organización representa a los migrantes palestinos del país? ¿por qué? ¿Cree usted que representa a todos los árabes del país? ¿por qué?
10. ¿Qué servicios ofrece la asociación/instituto/organización a los migrantes palestinos?
11. A nivel económico, ¿cuál son las fuentes de financiamiento de la asociación/instituto/organización?
12. ¿Cómo se informan los migrantes acerca de eventos y servicios organizados por la asociación/instituto/organización?
13. En su opinión, ¿qué otras asociaciones/instituciones/organizaciones representan a los migrantes palestinos de Guatemala? ¿por qué? ¿cuál es la relación entre estas otras entidades?
14. ¿Esta asociación/instituto/organización tiene vínculos con otros organismos a nivel internacional? (por ejemplo, una federación) Si su respuesta es sí, ¿cómo y con cuáles?

Annexe B: Tableau socio-démographique

Code Entretien	Age	Sexe	Ville de naissance	État civil	Pays d'origine du couple	Si le couple est né hors Moyen-Orient: Origine arabe?	N. Enfants	Pays de naissance_Enfants	Niveau d'études	Langues parlées	Identification ethnico-religieuse	Nationalité(s)	Année d'entrée au Guatemala
M1	30	Homme	Jérusalem	Marié	Palestine	N.A.		2 Guatemala	Secondaire	Arabe et Espagnol	Musulman	Palestinienne (en attente de la nationalité GUA)	2011
M2	50	Homme	Jérusalem	Marié	Guatemala	Origine palestinien		4 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol et Anglais	Orthodoxe	Guatémaltèque et Palestinienne	1982
M3	49	Homme	Taybeh	Séparé	N.A.	N.A.		3 Guatemala	Université (2 ans médecine)	Arabe, Espagnol et Anglais	Evangélique	Guatémaltèque et Palestinienne	1990
M4	37	Homme	Ramala	Marié	Palestine	N.A.		Guatemala (3) et Jordanie (1)	Licence en Commerce International (Université Rafael Landivar)	Arabe, Espagnol et Anglais	Musulman	Guatémaltèque et Palestinienne	1992
M5	51	Homme	Jérusalem	Marié	Guatemala	Non		2 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol, Anglais et Hébreu	Musulman	Guatémaltèque	1989
M6	53	Homme	Nablus	Marié	Palestine	N.A.		3 Guatemala	Secondaire	Arabe et Espagnol	Musulman	Guatémaltèque et Palestinienne	1984
M7	65	Homme	Jérusalem	Marié	Guatemala	Non		3 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol, Anglais, Turc, Grec et Hébreu	Musulman	Guatémaltèque et Palestinienne	1970
M8	48	Femme	Jérusalem	Mariée	Palestine	N.A.		Guatemala (2), République Dominicaine (1), États-Unis (2)	Secondaire	Arabe, Espagnol, Anglais	Musulman	Étatsunienne	1987
M9	40	Femme	Ramala	Mariée	Palestine	N.A.		5 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol, Anglais	Musulman	Guatémaltèque et Jordanienne	1999
M10	59	Homme	Jérusalem	Mariée	Guatemala	Origine palestinien		3 Guatemala	Secondaire	Arabe et Espagnol	Orthodoxe	Guatémaltèque	1976
M11	61	Homme	Taybeh	Veuf	N.A.	N.A.		3 Guatemala	Secondaire	Arabe et Espagnol	Catholique	Guatémaltèque et Palestinienne	1978
M12	65	Homme	Taybeh	Marié	Guatemala	Non		6 Guatemala	Primaire	Arabe et Espagnol	Catholique	Guatémaltèque et Palestinienne	1970
M13	58	Homme	Jérusalem	Marié	Syrie	N.A.		3 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol et Anglais	Orthodoxe	Guatémaltèque et Palestinienne	1985
M14	41	Homme	Taybeh	Marié	Palestine	N.A.		2 Guatemala	Université	Arabe, Espagnol et Anglais	Orthodoxe	Guatémaltèque et Palestinienne	1993
M15	40	Homme	Bethlehem	Marié	Guatemala	Non		2 Guatemala	Secondaire	Arabe, Espagnol et Anglais	Orthodoxe	Jordanienne	1999